



« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

(Lénine, 1902, *Que faire ?*)

Les dossiers du PCMLM Démocraties populaires



Table des matières

1. Introduction.....	2
Annexe 1.1.....	3
Annexe 1.2.....	12
2. Les fronts patriotiques au lendemain de 1945.....	16
3. Front et fusion des progressistes.....	18
Annexe 3.1.....	19
Annexe 3.2.....	41
Annexe 3.3.....	44
Annexe 3.4.....	44
4. Le PC de Yougoslavie aux mains des assassins et des espions.....	45
Annexe 4.1.....	47
Annexe 4.2.....	49
Annexe 4.3.....	52
5. Socialisation et répression du titisme.....	58
Annexe 5.1.....	60
Annexe 5.2.....	69
6. Les coups d'État révisionnistes.....	71
7. Entre titisme et statut semi-colonial.....	73

1. Introduction

Au lendemain de 1945, la situation est très différente dans chacun des pays de l'Est européen. Dans certains cas, les communistes ont joué un rôle particulièrement fort, dans la continuité de la situation d'avant-guerre, et profitent d'une popularité incroyable. C'est le cas en Tchécoslovaquie.

Pays industrialisé, marqué depuis la tempête hussite du XVe siècle par une forte tradition démocratique, caractérisé par un mouvement ouvrier extrêmement puissant, la Tchécoslovaquie fait du Parti Communiste, au lendemain de 1945, le premier parti politique du pays, atteignant presque la moitié des voix dans la partie tchèque du pays, la Bohême-Moravie-Silésie (par opposition à la Slovaquie, marqué par un retard économique et un caractère agraire issu d'une très longue domination hongroise).

Dans d'autres cas, la situation est catastrophique. Pays largement agraire, la Pologne est marquée par une prédominance de

la réaction, qui n'hésite pas à pratiquer la guérilla, le terrorisme, le meurtre, le tout sur fond de catholicisme ultra et même de violents pogroms au lendemain de la défaite nazie. A cela s'ajoute un très violent nationalisme, largement anti-russe.

Les pays de l'Est européen, en quelque sorte, se situent politiquement et culturellement entre ces deux situations. Dans tous les cas, les Partis Communistes posent le problème en terme démocratique, en termes de Front populaire. Ils visent la formation de démocraties populaires.

La ligne au lendemain de 1945 était ainsi celle du Front populaire décidée au septième congrès de l'Internationale Communiste ; en raison de l'occupation nazie, le Front populaire a été élargi et a pris la forme d'un Front patriotique ; l'antifascisme est considéré comme la tâche suprême. Ce qui va définir toute la vie des démocraties populaires, jusqu'en 1948, va être précisément la question du caractère de ce Front, de sa nature et de ses modalités.

La vision d'une URSS instaurant dans les pays de l'est des régimes socialistes copiés sur

elle est absolument fausse. En réalité, la ligne a été celle d'une grande prudence, d'une grande lenteur, avec comme stratégie la victoire du Front populaire, dont l'hégémonie était rendue possible grâce à la présence de l'armée rouge empêchant la réaction intérieure et les pays impérialistes d'intervenir.

L'URSS - qui au lendemain de la guerre, relance la construction du socialisme selon un plan formulé par Staline de manière précise en 1946 - se voit ainsi placée au centre de la question, en tant qu'appui essentiel permettant aux démocraties populaires d'exister, de renforcer les forces progressistes au fur et à mesure.

Mais même lors du triomphe des Fronts populaires dans ces pays de l'Est européen, les pays sont socialistes de manière formelle, et juridiquement à un niveau de transition au socialisme, par une forme nouvelle, la démocratie populaire. D'ailleurs les forces révisionnistes locales, partisans d'un développement non collectiviste au nom de caractéristiques « nationales » particulières, ont très vite bataillé pour prendre le dessus, pour empêcher les avancées de la démocratie populaire vers le socialisme en tant que tel.

C'est tout le sens de la bataille entre 1948 et 1956. Par la suite, les forces anti-révisionnistes seront anéanties suite au triomphe du révisionnisme en URSS, tandis que les forces révisionnistes « locales » des pays de l'Est européen seront considérablement affaiblies, alors qu'apparaissaient inversement des forces révisionnistes exprimant directement les intérêts d'une couche bourgeoise bureaucratique soumise au social-impérialisme soviétique.

Le présent document présente donc ces quatre périodes :

- entre 1945 et 1948, la genèse et le triomphe de la ligne de Front populaire au service de la prise de direction par le Parti dirigeant le renforcement de la démocratie populaire, dans le cadre de la révolution ininterrompue faisant passer de la démocratie populaire au

socialisme ;

- entre 1948 et 1953, la bataille pour la collectivisation et les monopoles dans la grande industrie, c'est-à-dire l'établissement d'une base authentiquement socialiste, avec en arrière-plan une lutte de deux lignes contre le titisme et ses divers avatars (Gomulka en Pologne, etc.) ;

- entre 1953 et 1956, l'écrasement des forces révolutionnaires par l'alliance du révisionnisme du social-impérialisme soviétique aux formes locales, « nationales » de révisionnisme ;

- entre 1956 et 1968, l'écrasement par le social-impérialisme soviétique des formes locales, « nationales » de révisionnisme, se transformant selon les situations en compromis ouvert avec elles (Roumanie, Hongrie, etc.).

Annexe 1.1

Discours prononcé à l'assemblée des électeurs de la circonscription Staline de Moscou, Joseph Staline (février 1946)

LE PRÉSIDENT : La parole est à Joseph Vissarionovitch Staline. (L'apparition de Staline à la tribune est saluée par les électeurs d'une ovation enthousiaste qui dure plusieurs minutes. Tous les assistants, debout dans la salle du Grand Théâtre, acclament Staline : « Pour le grand Staline, hurra ! » « Vive le grand Staline, hurra ! » « Pour notre cher Staline, hurra ! »)

STALINE : Camarades, Huit années se sont écoulées depuis les dernières élections au Soviet Suprême. Cette période a été riche en événements décisifs. Durant les quatre premières années, les citoyens soviétiques ont travaillé avec ardeur à l'exécution du troisième plan quinquennal. Les quatre années suivantes embrassent les événements de la guerre contre les agresseurs allemands et japonais, - les événements de la seconde guerre mondiale. Il est

certain que la guerre est le fait principal de la période écoulée.

Ce serait une erreur de croire que la seconde guerre mondiale soit due au hasard ou à des fautes commises par tels ou tels hommes d'État. On en a commis, pourtant. En réalité, la guerre est née comme résultat inévitable d'un développement des forces économiques et politiques mondiales sur la base de l'actuel capitalisme de monopole.

Les marxistes ont plus d'une fois déclaré que le système capitaliste de l'économie mondiale porte en soi des éléments de crise générale et de collisions de guerre, et que pour cette raison le capitalisme mondial, à notre époque, ne se développe pas dans le sens d'une progression harmonieuse et égale, mais à travers des crises et des catastrophes de guerre.

C'est que, d'ordinaire, le développement inégal des pays capitalistes aboutit à la longue à compromettre brusquement l'équilibre à l'intérieur du système mondial du capitalisme. Et le groupe de pays capitalistes qui s'estime le moins pourvu en matières premières et en débouchés, tente ordinairement de modifier la situation et de répartir à son profit les « sphères d'influence », en employant la force armée. Il en résulte une division du monde capitaliste en deux camps ennemis, et la guerre entre eux. On pourrait peut-être bien éviter les catastrophes de guerre, s'il était possible de redistribuer périodiquement les matières premières et les débouchés entre les pays, en fonction de leur importance économique respective, au moyen de décisions concertées et pacifiques. Mais la chose est impossible dans les conditions capitalistes actuelles du développement de l'économie mondiale.

C'est ainsi que la première crise du système capitaliste de l'économie mondiale a eu pour résultat la première guerre mondiale, et la seconde crise, la seconde guerre mondiale. Il ne s'ensuit pas, bien entendu, que la seconde guerre mondiale soit la copie de la première. Bien au contraire, la seconde guerre mondiale se

distingue foncièrement de la précédente par son caractère. Il ne faut pas oublier qu'avant d'attaquer les pays alliés, les principaux États fascistes – Allemagne, Japon, Italie – avaient détruit chez eux les derniers vestiges des libertés démocratiques bourgeoises. Ils ont instauré chez eux un régime de cruauté et de terrorisme ; foulé aux pieds le principe de la souveraineté et du libre développement des petits pays ; déclaré que la politique de conquête des terres d'autrui était leur politique à eux, et ils ont proclamé hautement qu'ils recherchaient l'hégémonie mondiale et la propagation du régime fasciste dans le monde entier.

Au surplus, en envahissant la Tchécoslovaquie et les régions du centre de la Chine, les États de l'Axe ont montré qu'ils étaient prêts à mettre à exécution leur menace d'asservissement de tous les peuples épris de liberté. Aussi bien, à la différence de la première, la seconde guerre mondiale, la guerre contre les États de l'Axe, a-t-elle pris dès le début le caractère d'une guerre antifasciste, libératrice, dont l'une des tâches était aussi le rétablissement des libertés démocratiques. L'entrée de l'Union Soviétique en guerre contre les États de l'Axe ne pouvait que renforcer – et elle a effectivement renforcé – le caractère antifasciste et libérateur de la seconde guerre mondiale.

C'est sur cette base que s'est formée la coalition antifasciste de l'Union Soviétique, des États-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne et des autres États épris de liberté, coalition qui a joué par la suite un rôle décisif dans la défaite des forces armées des États de l'Axe.

Voilà comment se présenta la question relative à l'origine et au caractère de la seconde guerre mondiale.

Tout le monde semble reconnaître aujourd'hui que, effectivement, la guerre n'a été ni ne pouvait être un événement fortuit dans la vie des peuples ; qu'elle est devenue pratiquement la guerre des peuples pour leur existence, et que, pour cette raison précisément, elle ne pouvait être rapide, foudroyante.

En ce qui concerne notre pays, cette guerre a été pour lui la plus cruelle et la plus dure de toutes les guerres que connaisse l'histoire de notre Patrie. Mais la guerre ne fut pas seulement une malédiction. Elle fut aussi une grande école où toutes les forces du peuple ont été mises à l'épreuve et vérifiées.

La guerre a mis à nu tous les faits et tous les événements de l'arrière et du front ; elle a arraché implacablement tous les voiles et camouflages qui dissimulaient la physionomie véritable des États, des gouvernements, des partis, et les a exhibés sur la scène sans masque, sans fard, avec tous leurs défauts et qualités. La guerre a fait subir une sorte d'examen à notre régime soviétique, à notre État, à notre gouvernement, à notre Parti communiste : elle a fait le bilan de leur activité, comme pour nous dire : les voilà, vos hommes et vos organisations, leurs faits et gestes, examinez-les attentivement, et que chacun reçoive selon son mérite.

Là est un des côtés positifs de la guerre. Ceci a une grande importance pour nous, électeurs, parce que cela nous permet d'apprécier rapidement et avec objectivité l'action du Parti et de ses hommes, et d'en tirer des conclusions justes. Autrement, l'on eût été obligé d'étudier les discours et les rapports des représentants du Parti, de les analyser, de confronter leurs paroles et leurs actes, de faire le bilan, et ainsi de suite. Travail compliqué et difficile qui, du reste, ne vous offre pas la certitude de ne point commettre d'erreurs. Il en va différemment maintenant que la guerre est finie, et que celle-ci s'est chargée elle-même de contrôler le travail de nos organisations et de nos dirigeants, et d'en dresser le bilan. Il nous est bien plus facile d'y voir clair à présent, et d'aboutir à des conclusions justes.

Quels sont donc les résultats de la guerre ?

Il en est un, le principal, sur la base duquel sont nés tous les autres résultats. Il consiste en ceci : à l'issue de la guerre nos ennemis ont subi la défaite, tandis que nous, avec nos Alliés, nous sommes vainqueurs. Nous avons terminé la

campagne par une victoire complète sur les ennemis, et c'est là le principal résultat de la guerre.

Mais ce résultat étant par trop général, nous ne pouvons pas en rester là. Certes, battre l'ennemi dans une guerre comme la seconde guerre mondiale qui est sans précédent dans l'histoire de l'humanité, c'est remporter une victoire d'une portée universelle. Tout cela est vrai. Mais cela n'en est pas moins un bilan d'ordre général, et nous ne pouvons pas en rester là. Pour comprendre la grande portée historique de notre victoire, il faut examiner la chose d'une manière plus concrète.

Ainsi, comment faut-il entendre la victoire que nous avons remportée sur nos ennemis ? Qu'est-ce que cette victoire peut signifier du point de vue de l'état et du développement des forces intérieures de notre pays ?

Notre victoire signifie, avant tout, que c'est notre régime social soviétique qui a triomphé ; que le régime social soviétique a subi avec succès l'épreuve du feu de la guerre et a prouvé sa parfaite vitalité.

On sait que la presse étrangère a affirmé maintes fois que le régime social soviétique était une « expérience hasardeuse » vouée à l'échec ; que le régime soviétique n'était qu'un « château de cartes » sans racines dans la vie et imposé au peuple par les organes de la Tchéka ; qu'il suffirait d'une petite poussée du dehors pour que ce « château de cartes » fût réduit en poussière.

Nous pouvons dire aujourd'hui que la guerre a renversé toutes ces affirmations de la presse étrangère, comme dénuées de fondement. La guerre a montré que le régime social soviétique est un régime véritablement populaire, issu des profondeurs du peuple et bénéficiant de son puissant appui ; que le régime social soviétique est une forme d'organisation sociale absolument viable et bien assise.

Mieux : il n'est plus question de savoir maintenant si le régime social soviétique est

viable ou non, car après les leçons de choses fournies par la guerre, nul sceptique n'ose plus émettre de doutes sur la vitalité du régime social soviétique. Maintenant il est question de ceci, que le régime social soviétique s'est révélé plus viable et plus solidement assis que le régime social non soviétique ; qu'il est une forme d'organisation sociale meilleure que tout autre régime social non soviétique.

Notre victoire signifie, en second lieu, que c'est notre régime politique soviétique qui a triomphé ; que notre État soviétique multinational a résisté à toutes les épreuves de la guerre et a prouvé sa vitalité.

Comme on le sait, des personnalités marquantes de la presse étrangère se sont maintes fois prononcées en ce sens que l'État multinational soviétique était une « création artificielle et peu viable » ; qu'au cas où des complications se produiraient, l'Union Soviétique ne manquerait pas de se désagréger ; que le sort de l'Autriche-Hongrie attendait l'Union Soviétique.

Nous pouvons dire aujourd'hui que la guerre a réfuté ces déclarations de la presse étrangère, comme dénuées de tout fondement. La guerre a montré que le régime de l'État multinational soviétique a résisté avec succès à l'épreuve ; que, affermi encore pendant la guerre, il est apparu comme un régime politique parfaitement viable. Ces messieurs n'avaient pas compris que la comparaison avec l'Autriche-Hongrie était inconsistante, car notre État multinational n'a pas poussé sur une base bourgeoise, qui stimule les sentiments de méfiance et de haine nationales, mais sur une base soviétique qui, au contraire, cultive les sentiments d'amitié et de collaboration fraternelle entre les peuples de notre pays.

Du reste, après les leçons de la guerre, ces messieurs n'osent plus nier la vitalité du régime politique soviétique. Il n'est plus question maintenant de la vitalité du régime politique soviétique, car elle est hors de doute. Il est question maintenant que le régime politique

soviétique est apparu comme un modèle d'État multinational ; que le régime politique soviétique représente un système d'organisation de l'État, où la question nationale et le problème de la collaboration des nations ont été mieux résolus que dans tout autre État multinational.

Notre victoire signifie, en troisième lieu, le triomphe des forces armées soviétiques, le triomphe de notre Armée rouge. Elle signifie que cette dernière a héroïquement résisté à toutes les épreuves de la guerre ; qu'elle a battu à plate couture les armées de nos ennemis et est sortie victorieuse de la guerre.

(Une voix : « Sous la direction du camarade Staline ! » Toute la salle se lève. Longs et vifs applaudissements qui tournent en ovation.)

Tout le monde reconnaît à présent – nos amis comme nos ennemis – que l'Armée rouge s'est montrée à la hauteur de sa grande mission. Il n'en était point ainsi quelque six ans plus tôt, avant la guerre. On sait que des personnalités marquantes de la presse étrangère et maints spécialistes militaires renommés à l'étranger, ont plus d'une fois déclaré que l'état de l'Armée rouge inspirait de grands doutes ; que l'Armée rouge était mal équipée et manquait d'un véritable personnel de commandement ; que son moral était au-dessous de toute critique ; qu'elle pourrait peut-être servir à la défensive, mais serait inapte à l'offensive ; qu'au cas d'une attaque des troupes allemandes, l'Armée rouge se désagrégerait comme un « colosse aux pieds d'argile ».

Pareilles déclarations furent faites non seulement en Allemagne, mais en France, en Angleterre et en Amérique. Nous pouvons dire aujourd'hui que la guerre a réfuté toutes ces déclarations, comme ridicules et dénuées de fondement. La guerre a montré que l'Armée rouge n'était pas un « colosse aux pieds d'argile », mais une armée de nos jours de premier ordre, possédant des armes parfaitement modernes, un personnel de commandement très expérimenté et de très hautes qualités morales

au combat. Il ne faut pas oublier que c'est l'Armée rouge qui a battu à plate couture l'armée allemande, laquelle, hier encore, faisait trembler les armées des pays d'Europe.

Notons que les « censeurs » de l'Armée rouge sont de moins en moins nombreux. Bien mieux : les journaux étrangers de plus en plus souvent constatent les hautes qualités de l'Armée rouge, l'habileté de ses soldats et de ses officiers, l'impeccabilité de sa stratégie et de sa tactique. Cela se conçoit, d'ailleurs.

Après les brillantes victoires remportées par l'Armée rouge devant Moscou et Stalingrad, devant Koursk et Bielgorod, devant Kiev et Kirovograd, devant Minsk et Bobrouïsk, devant Léningrad et Tallinn, devant Iassy et Lvov, sur la Vistule et le Niémen, sur le Danube et l'Oder, devant Vienne et Berlin, comment ne pas reconnaître après cela que l'Armée rouge est une armée de premier ordre, auprès de qui l'on pourrait apprendre bien des choses ? (Vifs applaudissements.)

Telle est l'idée concrète que nous nous faisons de la victoire de notre pays sur ses ennemis.

Tels sont, pour l'essentiel, les résultats de la guerre.

Ce serait une erreur de croire qu'une telle victoire historique puisse être remportée sans une préparation préalable du pays entier pour une défense active. Il ne serait pas moins faux de croire qu'une telle préparation puisse être réalisée en un temps réduit, dans l'espace de trois à quatre ans. L'erreur serait encore plus grande d'affirmer que nous devons notre triomphe uniquement au courage de nos troupes. Certes, il est impossible de vaincre quand on manque de courage.

Mais le courage à lui seul ne suffit pas pour venir à bout d'un ennemi possédant une armée nombreuse, un matériel de premier ordre, des cadres d'officiers bien entraînés et un service de ravitaillement qui n'est pas mal organisé.

Pour faire face à un tel ennemi, pour lui donner la riposte et lui infliger ensuite une

défaite totale, il fallait avoir, outre l'incomparable courage de nos troupes, un matériel parfaitement moderne et en quantité suffisante, un service de ravitaillement bien organisé, et dans des proportions également suffisantes. Mais il fallait avoir pour cela – en assez grand nombre – des choses élémentaires comme du métal pour la fabrication des armes, des munitions, de l'outillage pour les usines ; du combustible pour assurer le fonctionnement des usines et des transports ; du coton pour la fabrication des effets d'équipement ; du blé pour le ravitaillement de l'Armée.

Peut-on affirmer qu'au seuil de la seconde guerre mondiale notre pays disposait déjà d'un minimum de ressources matérielles indispensables pour pourvoir, dans l'essentiel, à ces besoins ? Je pense qu'on peut l'affirmer. Il avait fallu, pour préparer cette œuvre immense, l'exécution de trois plans quinquennaux du développement de l'économie nationale. Ce sont ces trois plans quinquennaux qui nous ont aidés à créer ces ressources matérielles. En tout cas, à cet égard, la situation de notre pays à la veille de la seconde guerre mondiale, en 1940, était plusieurs fois meilleure qu'avant la première guerre mondiale en 1913.

De quelles ressources matérielles notre pays disposait-il à la veille de la seconde guerre mondiale ?

Pour vous aider à voir clair dans cette question, il me faudra vous rendre rapidement compte, ici, de l'activité du Parti communiste en ce qui concerne la préparation de notre pays pour la défense active.

Si l'on compare les chiffres de 1940, – à la veille de la première guerre mondiale, – nous verrons ce qui suit.

En 1913, notre pays avait produit 4 millions 220 000 tonnes de fonte, 4 millions 230 000 tonnes d'acier, 29 millions de tonnes de houille, 9 millions de tonnes de pétrole, 21 millions 600 000 tonnes de céréales marchandes, 740 000 tonnes de coton brut. Telles furent les ressources matérielles de notre pays, au seuil de la

première guerre mondiale. C'était la base économique que l'ancienne Russie pouvait utiliser en vue de la guerre.

En ce qui concerne 1940, notre pays a produit au cours de cette année 15 millions de tonnes de fonte, soit presque quatre fois plus qu'en 1913 ; 18 millions 300 000 tonnes d'acier, soit quatre fois et demie plus qu'en 1913 ; 166 millions de tonnes de houille, soit cinq fois et demie plus qu'en 1913 ; 31 millions de tonnes de pétrole, soit trois fois et demie plus qu'en 1913 ; 38 millions 300 000 tonnes de céréales marchandes, soit 17 millions de tonnes de plus qu'en 1913 ; 2 millions 700 000 tonnes de coton brut, soit trois fois et demie plus qu'en 1913.

Telles furent les ressources matérielles de notre pays, au seuil de la seconde guerre mondiale.

C'était la base économique que l'Union Soviétique pouvait utiliser en vue de la guerre. Vous le voyez, la différence est énorme.

Cet accroissement inouï de la production, on ne saurait le considérer comme le développement pur et simple d'un pays, passant de l'état arriéré au progrès. Ce fut un bond qui permit à notre Patrie de se transformer, de pays arriéré en pays d'avant-garde, de pays agraire en pays industriel.

Cette transformation historique s'est faite au cours de trois périodes quinquennales, à partir de 1928, première année de la première période quinquennale. Jusque-là nous avons dû nous occuper de restaurer l'industrie détruite et de cicatrifier les blessures de la première guerre mondiale et de la guerre civile. Si l'on tient compte que le premier plan quinquennal a été exécuté en quatre ans, et que la guerre a interrompu l'exécution du troisième plan quinquennal à sa quatrième année, il en résulte qu'il n'a fallu que treize ans environ pour faire de notre pays agraire un pays industriel. Force est de reconnaître que treize ans est un délai excessivement court pour accomplir une œuvre aussi immense.

C'est ce qui explique d'ailleurs pourquoi la publication de ces chiffres avait provoqué à l'époque, dans la presse étrangère, une tempête de notes discordantes. Nos amis avaient cru à un « miracle ». Les malveillants, eux, déclarèrent que les plans quinquennaux étaient de la « propagande bolchévique » et des « trucs de la Tchéka ».

Mais comme il n'est point de miracles dans ce monde, et que la Tchéka n'est pas assez puissante pour abolir les lois du développement social, « l'opinion publique » à l'étranger, a dû accepter les faits.

Au moyen de quelle politique le Parti communiste a-t-il pu assurer ces ressources matérielles à son pays, en un temps aussi réduit ?

Tout d'abord au moyen de la politique soviétique de l'industrialisation du pays.

La méthode soviétique de l'industrialisation du pays diffère essentiellement de la méthode d'industrialisation capitaliste. L'industrialisation dans les pays capitalistes commence généralement par l'industrie légère. Comme les sommes à investir y sont moins importantes, le roulement des capitaux plus rapide, et que réaliser des profits y est chose plus facile que dans l'industrie lourde, l'industrie légère devient là-bas le premier objet de l'industrialisation.

Ce n'est qu'au bout d'une longue période, pendant laquelle l'industrie légère accumule des profits et les concentre dans les banques, que vient le tour de l'industrie lourde et que les capitaux accumulés commencent peu à peu d'y affluer pour que soit créées des conditions favorables à son développement. Mais c'est là un processus de longue haleine, qui demande plusieurs dizaines d'années, au cours desquelles il faut attendre que l'industrie légère se développe, et végéter en l'absence de l'industrie lourde.

On conçoit que le Parti communiste n'ait pu s'engager dans cette voie. Le Parti savait que la guerre était imminente ; qu'il était impossible

de défendre le pays sans avoir une industrie lourde ; qu'il fallait au plus tôt en activer le développement, et qu'à retarder en cette affaire on risquait de tout perdre. Le Parti n'oubliait pas les paroles de Lénine, qui avait dit que sans industrie lourde il était impossible de sauvegarder l'indépendance du pays ; que sans elle le régime soviétique pouvait périr.

Voilà pourquoi le Parti communiste de notre pays a repoussé la voie « ordinaire » de l'industrialisation et a commencé à industrialiser le pays en poussant le développement de l'industrie lourde. La chose était très difficile, mais faisable. La nationalisation de l'industrie et des banques y a grandement contribué, ce qui a permis de réunir rapidement les fonds et de les investir dans l'industrie lourde.

Il est hors de doute que, sans cela, il eût été impossible, en un temps aussi réduit, de transformer notre pays en pays industriel.

En second lieu, au moyen de la politique de collectivisation agricole. Pour en finir avec notre retard dans l'agriculture et fournir à notre pays une plus grande quantité de blé marchand, de coton, etc., il fallait passer de la petite exploitation paysanne à la grande, cette dernière étant seule capable de se servir du matériel agricole moderne, de profiter de tous les progrès agronomiques et de fournir une plus grande quantité de produits destinés au marché. Cependant, les grandes exploitations peuvent être de deux sortes ; capitalistes ou collectives.

Le Parti communiste ne pouvait s'engager dans la voie du développement capitaliste de l'agriculture, non seulement pour des raisons de principe, mais parce qu'elle implique un développement trop long et exige la ruine préalable des paysans et leur transformation en salariés agricoles.

Aussi le Parti communiste s'est-il engagé dans la voie de la collectivisation de l'agriculture, afin d'agrandir les exploitations agricoles en groupant les fermes paysannes en kolkhoze.

La méthode de collectivisation s'est révélée progressive au plus haut point, non seulement parce qu'elle n'entraînait pas la ruine des paysans, mais surtout parce qu'elle a permis en quelques années de couvrir tout le pays de grandes exploitations collectives capables d'utiliser un matériel moderne, de profiter de tous les progrès agronomiques et de fournir au pays une plus grande quantité de produits destinés au marché. Il est certain que sans la politique de collectivisation, nous n'aurions pas pu en finir, en un temps aussi réduit, avec le retard séculaire de notre agriculture.

On ne peut pas dire que la politique du Parti n'ait pas rencontré d'opposition.

Des hommes arriérés, qui tournent toujours le dos à tout ce qui est neuf, mais aussi beaucoup de membres marquants du Parti ont systématiquement tiré le Parti en arrière et essayé de toutes les manières de le pousser sur la voie « ordinaire », capitaliste, du développement. Toutes les machinations tentées par les trotskistes et les droites contre le Parti, tout leur « travail » visant à saboter les mesures arrêtées par notre gouvernement, ne poursuivaient qu'un but : faire échec à la politique du Parti et freiner l'industrialisation et la collectivisation.

Mais le Parti ne s'est laissé influencer ni par les menaces des uns, ni par les clameurs des autres ; il a marché de l'avant d'un pas assuré, en dépit de tout. Le mérite du Parti, c'est qu'il n'a point cherché à s'adapter aux éléments retardataires ; il n'a pas craint de remonter le courant, et a toujours gardé sa position de force directrice. Il est hors de doute que sans cette fermeté et constance morale, le Parti communiste n'aurait pu sauvegarder la politique d'industrialisation de notre pays et de collectivisation de l'agriculture.

Le Parti communiste a-t-il su exploiter judicieusement les ressources matérielles ainsi créées, afin de développer les fabrications de guerre et de fournir à l'Armée rouge le matériel indispensable ?

Je pense que oui, et cela avec le maximum d'efficacité. Si l'on fait abstraction de la première année de la campagne, alors que l'évacuation de l'industrie vers l'Est a freiné le développement des fabrications de guerre, le Parti a su, au cours des trois années suivantes, obtenir des succès qui lui ont permis de pourvoir le front en quantité suffisante de canons, de mitrailleuses, de fusils, d'avions, de tanks et de munitions, mais aussi d'accumuler des réserves. Et l'on sait qu'au point de vue de la qualité notre matériel, loin d'être inférieur à celui des Allemands, le surclassait même en règle générale.

On sait que pendant les trois dernières années de guerre, notre industrie des chars a produit chaque année une moyenne de plus de 30 000 tanks, canons autopropulsés et autos blindées

(Vifs applaudissements).

On sait ensuite que notre industrie aéronautique a produit, pendant la même période, près de 40 000 avions par an.

(Vifs applaudissements.)

On sait de même que notre industrie de l'artillerie a produit, annuellement, pendant la même période, près de 120000 canons de tout calibre (vifs applaudissements), près de 450 000 fusils-mitrailleurs et mitrailleuses lourdes (vifs applaudissements), plus de 3 millions de fusils (applaudissements) et environ 2 millions de mitraillettes (applaudissements).

On sait enfin que durant la période 1942-1944, notre industrie des mortiers a produit une moyenne de près de 100 000 mortiers par an (vifs applaudissements).

Il va de soi que, dans le même temps, on a fabriqué une quantité correspondante d'obus, de mines de tout genre, de bombes d'aviation, de cartouches à fusils et à mitrailleuses. On sait, par exemple, que dans la seule année 1944, il a été fabriqué plus de 240 millions d'obus, de bombes et de mines (applaudissements) et 7 milliards 400 millions de cartouches (vifs

applaudissements).

Tel est dans ses grandes lignes le tableau du ravitaillement de l'Armée rouge en matériel de guerre et en munitions.

Vous le voyez, il diffère du tableau que présentait le ravitaillement de notre armée au cours de la première guerre mondiale, quand le front éprouva un manque chronique d'artillerie et d'obus ; quand l'armée dut combattre sans tanks ni avions, et qu'on ne distribuait qu'un fusil pour trois soldats.

En ce qui concerne le ravitaillement de l'Armée rouge en vivres et en effets d'équipement, tout le monde sait que, loin de manquer de quoi que ce soit à cet égard, le front disposait même de stocks nécessaires.

Voilà où en était le travail du Parti communiste de notre pays pendant la période qui a précédé les hostilités, et au cours même de ces hostilités.

Et maintenant quelques mots au sujet des plans de travail du Parti communiste pour le proche avenir. Comme on le sait, ces plans ont été exposés dans le nouveau plan quinquennal qui sera ratifié prochainement. Les tâches essentielles prévues dans le nouveau plan quinquennal consistent à rétablir les régions éprouvées, à ramener au niveau d'avant-guerre l'industrie et l'agriculture et à le dépasser ensuite dans des proportions plus ou moins considérables.

Sans compter que les cartes de ravitaillement seront prochainement supprimées (vifs applaudissements prolongés), on accordera une attention particulière à l'accroissement de la production des articles d'usage courant, au relèvement du niveau de vie des travailleurs, en réduisant progressivement le prix de toutes les marchandises (vifs applaudissements prolongés), et à la création de toute sorte d'instituts de recherches scientifiques (applaudissements) pouvant permettre à la science de développer ses forces (vifs applaudissements).

Je suis certain que si nous donnons à nos savants l'aide nécessaire, ils sauront non seulement rejoindre, mais dépasser, dans un proche avenir, les résultats acquis par la science hors de notre pays (applaudissements prolongés) . En ce qui concerne les plans de plus longue durée, le Parti se propose de susciter un nouvel et vigoureux essor de l'économie nationale, qui nous permettrait de hausser notre industrie, par exemple, au triple du niveau d'avant-guerre. Nous devons faire en sorte que notre industrie puisse produire annuellement près de 50 millions de tonnes de fonte (applaudissements prolongés) , près de 60 millions de tonnes d'acier (applaudissements prolongés) , près de 500 millions de tonnes de houille (applaudissements prolongés) , près de 60 millions de tonnes de pétrole (applaudissements prolongés) .

C'est à cette condition seulement que l'on peut dire que notre Patrie sera à l'abri de toutes les surprises (vifs applaudissements).

Cela demandera assurément trois nouveaux quinquennats, sinon davantage. Mais c'est une besogne que nous pouvons faire, et nous devons la faire (vifs applaudissements) .

Tel est mon bref exposé sur l'activité du Parti communiste pour le passé récent, et sur ses plans de travail pour l'avenir.

(Vifs applaudissements prolongés.)

A vous de juger dans quelle mesure le Parti a bien travaillé et continue de bien travailler (applaudissements) , et s'il n'aurait pas pu travailler mieux.

(Rires, applaudissements.)

On dit que les vainqueurs ont toujours raison (rires, applaudissements) , qu'on ne doit pas les critiquer, ni contrôler. Ce n'est pas juste. On peut et on doit juger les vainqueurs, (rires, applaudissements) ; on peut et on doit les critiquer et les contrôler. Cela est utile non seulement pour l'œuvre entreprise, mais pour les vainqueurs eux-mêmes (rires, applaudissements) : il y aura moins de présomption, plus de modestie. (Rires,

applaudissements) . J'estime que la campagne électorale est le jugement que les électeurs porteront sur le Parti communiste, comme parti gouvernant. Les résultats du scrutin seront le verdict prononcé par les électeurs (rires, applaudissements) .

Le Parti communiste de notre pays ne vaudrait pas grand-chose s'il avait peur de la critique, du contrôle. Le Parti communiste est prêt à recevoir le verdict des électeurs. (Vifs applaudissements.)

Le Parti communiste ne se présente pas seul dans la lutte électorale. Il va aux élections en faisant bloc avec les sans-parti. Il fut un temps où les communistes gardaient un certain sentiment de méfiance envers les sans-parti et la non-appartenance au Parti. Cela s'explique par le fait que sous l'étiquette de sans-parti se cachaient souvent divers groupes bourgeois qui n'avaient pas avantage à se présenter sans masque devant les électeurs. Il en fut ainsi autrefois.

Mais les temps ont changé. Maintenant les sans-parti sont séparés de la bourgeoisie par une barrière, le régime social soviétique. Cette même barrière unit les sans-parti et les communistes dans une seule et commune collectivité d'hommes soviétiques. Groupés au sein de cette commune collectivité, ils ont lutté ensemble pour augmenter la puissance de notre pays ; ensemble ils ont combattu et versé le sang sur les fronts au nom de la liberté et de la grandeur de notre Patrie ; ils ont forgé et obtenu ensemble la victoire sur les ennemis de notre pays. Ce qui les distingue seulement, c'est que les uns sont membres du Parti, les autres non.

Mais c'est là une différence de forme. L'important, c'est que les uns et les autres font œuvre commune. C'est pourquoi le bloc des communistes et des sans-parti est chose naturelle et d'un intérêt vital. (Vifs applaudissements prolongés.)

En terminant, permettez-moi de vous remercier de la confiance que vous me faites (longs applaudissements. Une voix lance : «

Pour le grand capitaine, auteur de toutes nos victoires, pour le camarade Staline, hurra ! ») en posant ma candidature à la députation au Soviet Suprême. Vous pouvez être certains que je tâcherai de justifier votre confiance.

(La salle se lève. Vifs applaudissements prolongés qui tournent en ovation. Des acclamations portent de tous les points de la salle : « Vive le grand Staline, hurra ! » « Pour le grand chef des peuples, hurra ! » « Gloire au grand Staline ! » « Vive le camarade Staline, candidat du peuple entier ! » « Gloire au camarade Staline, artisan de toutes nos victoires ! »)

Annexe 1.2

Staline: Au sujet du discours de M. Churchill à Fulton (mars 1946)

QUESTION. - Comment jugez-vous le dernier discours prononcé par M. Churchill aux États-Unis?

RÉPONSE. - J'estime que ce discours est un acte dangereux, qui vise à semer des germes de discorde entre les États alliés et à rendre plus difficile leur collaboration.

QUESTION. - Peut-on estimer que le discours de M. Churchill compromet la paix et la sécurité mondiale?

RÉPONSE. - Sans contredit, oui. En fait, M. Churchill se trouve actuellement dans la position d'un fauteur de guerre. Et il ne s'y trouve pas seul. Il a des amis, non seulement en Angleterre, mais également aux États-Unis.

Il est à remarquer que, sous ce rapport, M. Churchill et ses amis rappellent d'une façon étonnante Hitler et ses amis. Hitler a commencé la préparation à la guerre par sa

proclamation d'une théorie raciale, où il déclarait que seules les personnes de langue allemande représentaient une nation « véritable » au sens complet du mot.

M. Churchill, également, commence la préparation à la guerre par une théorie raciale, en affirmant que seules les nations de langue anglaise sont des nations - dans toute l'acception du mot - appelées à diriger les destinées du monde entier.

La théorie raciale allemande amena Hitler et ses amis à conclure que les Allemands, en tant qu'unique nation « véritable », devaient commander aux autres nations. La théorie raciale anglaise amène M. Churchill et ses amis à cette conclusion que les nations de langue anglaise, en tant que seules « véritables », doivent régner sur les autres nations du monde.

En fait, M. Churchill et ses amis, en Angleterre et aux États-Unis, présentent aux nations ne parlant pas anglais quelque chose comme un ultimatum : « Reconnaissez de bon gré notre domination, et tout alors ira bien ; dans le cas contraire, la guerre est inévitable. »

Mais, si les nations ont versé leur sang au cours de cinq années d'une terrible guerre, c'est pour la liberté et l'indépendance de leur pays et non pas pour remplacer la domination des Hitler par celle des Churchill.

Il est donc tout à fait probable que les nations qui ne parlent pas l'anglais, et qui représentent l'énorme majorité de la population du globe, n'accepteront pas de retourner à un nouvel esclavage. La tragédie de M. Churchill consiste dans le fait qu'il ne comprend pas, en « tory » endurci, cette vérité simple et évidente.

Il n'y a aucun doute que la position prise par M. Churchill est une position qui mène à la guerre, un appel à la guerre contre l'URSS. Il est clair aussi que cette position de M. Churchill est incompatible avec le traité d'alliance qui existe actuellement entre l'Angleterre et l'URSS.

Il est vrai que, pour embrouiller ses auditeurs, il déclare en passant que le traité

anglo-soviétique d'aide mutuelle et de coopération pourrait être facilement prolongé pour une période de cinquante ans. Mais comment peut-on concilier une telle déclaration de M. Churchill avec sa position qui mène à la guerre contre l'URSS, avec son prêche en faveur de la guerre contre l'URSS ?

Il est clair que ces faits sont absolument inconciliables. Et, si M. Churchill, invitant à la guerre contre l'URSS, estime cependant que le traité anglo-soviétique peut être prolongé et voir sa durée portée jusqu'à cinquante ans, cela montre qu'il considère ce traité comme un papier sans importance, qui ne lui sert qu'à couvrir et masquer sa position antisoviétique.

C'est pourquoi l'on ne peut pas considérer sérieusement les fausses déclarations des amis de M. Churchill en Grande-Bretagne relatives à une prolongation du traité anglo-soviétique jusqu'à cinquante ans et plus. La prolongation du traité ne répond à rien si l'une des parties viole le traité et le transforme en un papier vide de sens.

QUESTION. - Que pensez-vous de la partie du discours dans laquelle M. Churchill attaque le régime démocratique des États européens voisins de l'Union soviétique, et où il critique les relations de bon voisinage établies entre ces États et l'URSS ?

RÉPONSE. - Cette partie du discours de M. Churchill présente un mélange d'éléments de calomnie avec des éléments de grossièreté et de manque de tact. M. Churchill affirme que « Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest, Sofia, toutes ces villes célèbres, avec la population d'alentour, se trouvent dans la sphère soviétique et subissent toutes, sous une forme ou une autre, non seulement l'influence soviétique, mais encore le contrôle toujours grandissant de Moscou ». M. Churchill qualifie tout cela de « tendances expansionnistes » sans limites de l'URSS.

Il n'est pas nécessaire de faire un gros effort pour démontrer que M. Churchill calomnie grossièrement et sans pudeur aussi bien Moscou que les États voisins de l'URSS dont il est question plus haut.

Premièrement, il est tout à fait absurde de parler de contrôle exclusif de l'URSS à Vienne et à Berlin, où se trouvent également des Conseils de contrôle alliés composés de représentants des quatre puissances, et où l'URSS n'a qu'un quart des voix. Il arrive que certaines gens ne puissent pas faire autrement que de calomnier, mais il faut cependant garder la mesure.

Deuxièmement, il ne faut pas oublier les circonstances suivantes : les Allemands ont envahi l'URSS à travers la Finlande, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie. Ils ont pu exécuter leur agression à travers ces pays parce que, dans ces derniers, existaient alors des gouvernements hostiles à l'Union soviétique.

Par suite de l'invasion allemande, l'Union soviétique a perdu sans retour, dans les combats avec les Allemands, pendant l'occupation et par l'envoi d'hommes soviétiques dans les bagnes allemands, près de dix-sept millions de personnes. Autrement dit, les pertes de l'Union soviétique dépassent de plusieurs fois celles de la Grande-Bretagne et des États-Unis pris ensemble.

Il est possible qu'en certains lieux on soit enclin à oublier ces pertes colossales du peuple soviétique, qui ont rendu possible la libération de l'Europe du joug hitlérien. Mais l'Union soviétique ne peut oublier ces pertes.

On se demande ce qu'il peut bien y avoir d'étonnant dans le fait que l'Union soviétique, voulant garantir sa sécurité dans l'avenir, s'efforce d'obtenir que ces pays aient des gouvernements qui observent une attitude loyale envers l'URSS. Comment peut-on, si l'on a tout son bon sens, qualifier ces intentions pacifiques de l'Union soviétique de tendances expansionnistes de notre État ?

M. Churchill affirme, plus loin, que « le gouvernement polonais, se trouvant sous la domination des Russes, a été encouragé à formuler, vis-à-vis de l'Allemagne, des exigences énormes et injustifiées ». Chacun de ses mots est une calomnie grossière et insultante.

La Pologne démocratique actuelle est dirigée par des hommes éminents. Ils ont montré par leurs actes qu'ils savent défendre les intérêts et la dignité de leur patrie mieux que n'ont pu le faire leurs prédécesseurs.

Quelles raisons peut invoquer M. Churchill pour affirmer que les dirigeants de la Pologne contemporaine peuvent tolérer dans leur pays la « domination » de représentants de quelque État étranger que ce soit? Les calomnies de M. Churchill contre les « Russes » ne sont-elles pas dictées par l'intention de semer des germes de discorde dans les relations entre la Pologne et l'Union soviétique?

M. Churchill n'est pas content que la Pologne ait effectué un tournant dans sa politique en faveur de l'amitié et de l'alliance avec l'URSS. Il fut un temps où, dans les relations entre la Pologne et l'URSS, prédominaient des éléments de discorde et de contradictions.

Cela donnait la possibilité, à des hommes d'État du genre de M. Churchill, de jouer de ces contradictions, de chercher à mettre la main sur la Pologne sous prétexte de la protéger des Russes, d'agiter le spectre de la guerre entre l'URSS et la Pologne et de conserver la position d'arbitre.

Mais cette époque est révolue, car l'hostilité entre la Pologne et la Russie a fait place à l'amitié polono-soviétique. La Pologne actuelle, démocratique, ne veut plus être un « ballon de jeu » aux mains d'étrangers. Il me semble que c'est précisément cette circonstance qui irrite M. Churchill et la pousse à des sorties grossières, dépourvues de tact, contre la Pologne. Pensez donc : on ne le laisse pas jouer aux dépens d'autrui...

En ce qui concerne les attaques de M.

Churchill contre l'Union soviétique, à propos de l'extension des frontières occidentales de la Pologne, grâce à la reprise de territoires anciennement pris par l'Allemagne à la Pologne, il me semble que M. Churchill pipe ouvertement les dés.

Comme on le sait, la décision relative aux frontières occidentales de la Pologne a été adoptée à la conférence de Berlin des trois puissances sur la base des demandes polonaises. L'Union soviétique a déclaré à plusieurs reprises qu'elle considérait ces demandes comme justes et équitables.

Il est tout à fait probable que M. Churchill n'est pas content de cette décision. Mais pourquoi M. Churchill, sans ménager, ses flèches contre la position des Russes dans cette question, cache-t-il à ses auditeurs le fait que cette décision a été prise à l'unanimité à la conférence de Berlin et qu'elle a été votée non seulement par les Russes, mais également par les Britanniques et les Américains? Pourquoi M. Churchill a-t-il eu besoin d'induire en erreur ses auditeurs ?

M. Churchill affirme plus loin que « les Partis communistes étaient très faibles dans tous ces États d'Europe orientale, qu'ils ont acquis une force extraordinaire dépassant de beaucoup leur importance en effectifs et qu'ils s'efforcent d'instaurer partout un contrôle totalitaire », que « des gouvernements policiers dominant dans presque tous ces pays et que, à l'heure actuelle, il n'y existe aucune démocratie véritable, exception faite pour la Tchécoslovaquie ».

Comme on le sait, en Angleterre, un seul parti dirige maintenant l'État : le Parti travailliste, alors que les partis d'opposition sont privés du droit de participer au gouvernement anglais. Chez M. Churchill, cela s'appelle le véritable esprit démocratique.

En Pologne, en Roumanie, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Hongrie, c'est un bloc de plusieurs partis qui gouverne, un bloc de quatre à six partis, et l'opposition, si elle est à peu près

loyale, se voit assurer le droit de participer au gouvernement.

Chez M. Churchill cela s'appelle du totalitarisme, de la tyrannie, de la dictature policière. Pourquoi? Pour quel motif? N'attendez pas de réponse de la part de M. Churchill. M. Churchill ne comprend pas dans quelle position comique il se met avec ses discours criards sur le totalitarisme, la tyrannie et la dictature policière.

M. Churchill voudrait que la Pologne soit gouvernée par Sosnkowski et Anders, la Yougoslavie par Mikhaïlovitch et Pavélitch, la Roumanie par le prince Stirbey et Radescu, la Hongrie et l'Autriche par n'importe quel roi de la maison des Habsbourg, et ainsi de suite.

Il voudrait nous convaincre que ces messieurs de la fourrière fasciste peuvent garantir « un ordre vraiment démocratique ». Tel est l' « esprit démocratique » de M. Churchill.

M. Churchill n'est pas loin de la vérité quand il parle de l'influence accrue des Partis communistes en Europe orientale. Il convient cependant de noter qu'il n'est pas tout à fait précis.

L'influence des Partis communistes a augmenté non seulement en Europe orientale, mais aussi dans tous les pays où avait auparavant dominé le fascisme (Italie, Allemagne, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Finlande), ou bien où avait eu lieu l'occupation allemande, italienne ou hongroise (France, Belgique, Hollande, Norvège, Danemark, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Grèce, Union soviétique, etc.).

L'accroissement de l'influence des communistes ne peut pas être considéré comme un fait du hasard, mais comme un phénomène entièrement légitime.

L'influence des communistes s'est accrue parce que, pendant les dures années de la domination fasciste en Europe, les communistes se sont montrés des combattants sûrs, audacieux, pleins d'abnégation, contre le régime

fasciste et pour la liberté des peuples.

M. Churchill rappelle quelquefois, dans ses discours, « les petites gens qui vivent dans des maisons modestes ».

Il leur donne, en grand seigneur, des tapes amicales sur l'épaule et se dit leur ami. Mais ces hommes ne sont pas aussi simples qu'on pourrait le croire à première vue. Ces « petites gens » ont leur point de vue, leur politique, et ils savent se défendre.

Ce sont eux, les millions de ces « petites gens » qui ont battu M. Churchill et son parti en Angleterre, donnant leurs voix aux travaillistes.

Ce sont eux, les millions de ces « petites gens », qui ont isolé en Europe les réactionnaires et les partisans de la collaboration avec le fascisme, et ont donné leur préférence aux partis démocratiques de gauche.

Ce sont eux, les millions de ces « petites gens », qui, après avoir éprouvé les communistes dans le feu de la lutte et de la résistance au fascisme, ont décidé que les communistes méritaient pleinement la confiance du peuple.

C'est ainsi que l'influence des communistes a augmenté en Europe. Telle est la loi du développement historique.

Naturellement, M. Churchill n'est pas satisfait par un tel développement des événements, et il sonne l'alarme, faisant appel à la force.

Mais M. Churchill n'était pas non plus satisfait de l'apparition du régime soviétique en Russie, après la Première Guerre mondiale. A cette époque, il sonnait également l'alarme et organisa la campagne militaire « des quatorze États » contre la Russie, se proposant de faire tourner en arrière la roue de l'Histoire.

Mais l'Histoire s'est avérée plus forte que l'intervention churchillienne et le donquichottisme de M. Churchill l'a amené à subir à l'époque une défaite complète.

Je ne sais si M. Churchill et ses amis réussiront à organiser, après la Seconde Guerre

mondiale, une nouvelle campagne militaire contre « l'Europe orientale ».

Mais s'ils y réussissent, ce qui est peu probable, car des millions de « petites gens » montent la garde pour défendre la cause de la paix, on peut dire avec assurance qu'ils seront battus, de même qu'ils ont été battus autrefois, il y a de cela vingt-six ans.

2. Les fronts patriotiques au lendemain de 1945

a) La Tchécoslovaquie est en quelque sorte le modèle des démocraties populaires. Son Parti Communiste est puissant : il a été au premier rang dans la résistance anti-nazie, et d'ailleurs le compte-rendu de Julius Fucik sur son emprisonnement sera le livre de langue tchèque le plus publié dans le monde.

Il s'appuie sur une tradition solide depuis sa fondation, au lendemain de la révolution de 1917 ; il dispose ainsi d'une légitimité sans failles, de cadres éprouvés. Ses liens avec l'URSS sont d'autant plus forts que la culture nationale russe et sa langue sont proches, et que la Tchécoslovaquie, par ailleurs, fait partie des vainqueurs officiels de la seconde guerre mondiale, en tant que pays membre des alliés.

Les troupes soviétiques quittent ainsi le pays dès novembre 1945, alors que se forme un gouvernement de Front National. Aux élections de 1946, le Parti Communiste de Tchécoslovaquie obtient un score de 38 %. Si on lui additionne le score du parti social-démocrate, le chiffre montre à 55,75 %; si on y ajoute le score du parti socialiste national, plus au centre, on a alors un résultat de 79,41 % pour l'ensemble de la gauche.

b) En Bulgarie, le régime avait été allié des nazis et se proclama neutre en catastrophe en 1944. L'armée rouge intervint cependant, alors que la Résistance occupait auparavant les ministères, procédant à l'arrestation du gouvernement monarchiste ; en pratique, les milices populaires du Front Patriotique ont ainsi désarmé tant la police que la gendarmerie, générant de nouvelles structures pour remplacer celles-ci.

Fut alors organisé un nouveau gouvernement, formé du Front Patriotique, généré en 1942 par les communistes, dont la guérilla était formée de 30 000 activistes et appuyée par 200 000 personnes. A ce Front s'ajoutèrent les tendances de gauche de la social-démocratie et de l'Union agraire.

Les élections de novembre 1945 marquèrent la victoire du Front avec 88% et en juillet 1946 un référendum marque l'abolition de la monarchie et l'instauration de la République. Cependant l'opposition s'était majoritairement abstenue et de nouvelles élections eurent lieu en octobre 1946, le Front obtenant 78% des voix.

c) En Albanie, la guérilla a été puissante. Active dès 1941 et l'occupation italienne, elle est passée rapidement de 10 000 à 20 000 puis 70 000 activistes armés, contrôlant dès 1943 les campagnes d'un pays d'un million de personnes. Ainsi, dès mai 1944 le Congrès Antifasciste de Libération Nationale forme un conseil national, dirigé par Enver Hoxha ; en décembre 1945 le Front Démocratique obtient 93 % et l'assemblée proclame la République Populaire.

d) En Yougoslavie, la guérilla a également permis la libération du pays, et le Front Populaire obtient en novembre 1945 90,4 % des voix avec un taux de participation de 88 %.

e) En Pologne, la situation est tout à fait différente. Ce sont les alliés qui sont obligés de

forcer à la constitution d'un gouvernement d'union nationale des communistes et des conservateurs, ces derniers ayant formé un gouvernement à Londres.

La Pologne ne disposait, de fait, pas d'un Parti Communiste éprouvé. Le positionnement était si erroné et les erreurs si nombreuses, les scissions si fortes, que l'Internationale Communiste, en avril 1938, n'eut même pas d'autres choix que de le dissoudre. Le Parti Communiste ne put se reconstruire qu'à partir de 1942, dans les conditions de la clandestinité.

f) En Hongrie, la situation était proche de celle en Pologne, voire même pire sur certains plans, puisque le régime avait été l'allié de l'Allemagne nazie et était lui-même sur une ligne d'ultra-nationalisme expansionniste.

Un Front hongrois fut formé en mars 1944 par les communistes, mais son poids était faible. Aux élections de novembre 1945, les communistes n'obtiennent ainsi que 17 % des voix, autant que le reste de la gauche, alors que le parti des petits propriétaires et bourgeois indépendants obtient 59 % des voix.

g) En Roumanie, la situation était similaire aux cas polonais et hongrois. Le régime tenta, comme en Bulgarie et en Hongrie, un volte-face après son soutien à l'Allemagne nazie. La monarchie liquida le gouvernement pro-nazi, alors que l'armée rouge intervint dans le pays.

Fut alors constitué un Front national démocratique des forces libérales, conservatrices et communistes, ces dernières étant particulièrement faibles et avec un Front patriotique qui ne réussit pas à s'implanter véritablement mais qui lança une insurrection armée le 23 août 1944. Les milices populaires n'avait cependant pas encore pris le régime d'assaut.

L'épuration antifasciste affaiblit cependant la réaction, et aux élections de novembre 1945, le

parti national paysan obtient 878000 voix, contre 4,7 millions de voix au bloc gouvernemental (les communistes obtenant 68 sièges, les socialistes 81, et le front des laboureurs 70).

h) L'Allemagne sous contrôle de l'administration soviétique – l'Allemagne dite de l'Est – est un cas à part, puisqu'il n'y a pas eu de Résistance conséquente. Ainsi, elle est sévèrement épurée, 450 000 personnes étant révoquées des institutions et de l'économie, alors qu'une réforme agraire limite la propriété agricole à 5-10 hectares et constitue des fermes d'État.

Le Parti Communiste d'Allemagne organise une plate-forme commune avec la social-démocratie en août 1945 ; si les deux forces disposaient chacune de 90 000 membres à la fin 1945, elles disposent ensuite de respectivement 619 000 et 679 000 membres et finissent par fusionner en avril 1946, obtenant aux élections de 1946 55 % des voix, contre 20 % aux libéraux, 10 % aux chrétiens-démocrates, le reste des voix s'éparpillant.

3. Front et fusion des progressistes

La période 1945-1948 a consisté en la bataille

pour la victoire du front organisé par les communistes, front des progressistes devant paver la voie à la démocratisation générale de la société et par là même permettre l'affirmation du socialisme.

Les chiffres sont clairs : grâce à la progression de l'après-guerre, les communistes sont 800 000 en Pologne, 750 000 en Hongrie (contre 150 000 en 1945), 710 000 en Roumanie, 510 000 en Bulgarie... et surtout 2,5 millions en Tchécoslovaquie.

Dans ce dernier cas, cela donne quasiment 23 % de la population totale, ou encore un adulte sur trois, et pratiquement 50 % de la population active.

C'était en quelque sorte le renversement de la situation d'avant-guerre, où l'État soutenait la réaction et où la social-démocratie était en mesure de bloquer les communistes. De fait, la progression communiste est irrésistible, et cela malgré les innombrables complots qui se sont montés dans chaque pays, avec bien sûr le soutien massif des pays capitalistes.

Pour cette raison est décidée l'union des progressistes, avec comme ligne la fusion des communistes et des socialistes. A chaque poussée communiste suit la capacité à l'union avec les socialistes, pour cimenter le bloc progressiste face à la réaction.

En Hongrie, aux élections d'août 1947, les résultats sont de 22 % pour les communistes, contre 15 % aux sociaux-démocrates, 15 % au parti des petits propriétaires, 9 % au parti national paysan, alors que font une quinzaine de % le parti de l'indépendance ainsi que la démocratie chrétienne.

La droite du Parti Socialiste mobilise au même moment dans la rue contre le régime, amenant l'aile gauche à la rupture, et en juin 1948 a lieu la fusion avec les communistes.

En Tchécoslovaquie, c'est un socialiste de gauche, Zdeněk Fierlinger, qui a été le premier chef du gouvernement du nouveau régime. Toutefois, en novembre 1947, c'est la droite qui

l'emporte dans le Parti Socialiste ; Zdeněk Fierlinger est remplacé à la direction par Bohumil Lausman lors du congrès de Brno.

Cela provoque une crise, et en février 1948, le Parti Communiste avait quitté le gouvernement, pour mieux revenir cependant avec un nouveau gouvernement qui comprend une majorité progressiste (12 communistes et 3 sociaux-démocrates pour 24 ministres en tout), alors que les communistes voient chaque jour plus de 20 000 personnes rejoindre leur rang.

Durant l'été 1948 le parti social-démocrate fusionna avec le Parti Communiste, qui lança des mouvements populaires, capables de briser la tentative conservatrice de bloquer la progression révolutionnaire.

Le processus fut le même dans les autres pays. En Roumanie, les communistes et les socialistes fusionnent le 23 février 1948, en Bulgarie cela a lieu le 11 août 1948, en Pologne le 15 décembre 1948.

Parallèlement à ce processus, les pays s'affirment finalement comme ayant une constitution progressiste. La Bulgarie devient ainsi une république populaire en décembre 1947, tout comme la Roumanie en avril 1948. C'est le cas de la Tchécoslovaquie en juin 1948, de la Hongrie en août 1949, de la Pologne en juillet 1952. L'Allemagne dite de l'Est devient quant à elle une « république démocratique », en octobre 1949, puisque le pays est encore coupé en deux ; le terme définit la partie de l'Allemagne qui est démocratique, par opposition à la partie soumise aux pays impérialistes, principalement l'impérialisme américain, constituant depuis avril 1949 la « république fédérale ».

En septembre 1947 se tint également une première réunion communiste, en Pologne à Szklarska Poręba. On y retrouve les Partis Communistes de France et d'Italie, le Parti Communiste (bolchévik) de l'URSS ainsi que ceux des pays de l'Est européen.

Parmi les absents par rapport à l'Europe

ainsi qu'à l'importance de chaque Parti, il faut compter ainsi le Parti Communiste de Chine et le Parti Communiste de Grèce, tous deux en pleine guerre civile. Les communistes d'Allemagne dit de l'Est sont également absents, la réunification de leur pays étant encore l'objectif (RFA et RDA n'existent pas encore alors). La seule absence ainsi notable est celle des communistes d'Albanie.

A cette conférence fut fondé le Bureau d'information des Partis Communistes et Ouvriers, comme organe de liaison de ces Partis Communistes ; en français, le terme utilisé pour le désigner sera « Kominform ».

Un journal est publié : « *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire* » ; y seront publiés des articles des différents Partis Communistes, ainsi que les résolutions. Il sera notamment interdit en janvier 1951 par le gouvernement français, le forçant à reparaître sous un autre nom, « *Paix et démocratie* ».

Le contexte est en effet celui de la « guerre froide » ; l'impérialisme exerce une pression énorme, diffusant un anti-communisme massif. Le dirigeant communiste italien Palmiro Togliatti est victime d'un sabotage de sa voiture ; le dirigeant communiste belge Julien Lahaut est assassiné devant chez lui.

Les réunions du Bureau d'information permettent ainsi de renforcer l'unité, alors qu'un premier défi se pose, avec la question yougoslave.

situation internationale (1947)

Rapport présenté par Andreï Jdanov, membre du Bureau Politique du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., le 22 septembre 1947, devant la Conférence d'Information des Partis Communistes (réunion constitutive du Kominform), à Szklarska Poreba (Pologne)

Ce rapport a été publié le 1er novembre 1947 dans *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, l'organe du Kominform.

Les deux passages entre parenthèses [...] proviennent du texte original de Jdanov trouvé dans ses archives et publié en 1993 (édition bilingue anglo-russe) dans l'édition critique universitaire Cominform (cette volumineuse édition reprend l'ensemble des textes des trois Conférences qu'a connu le Kominform en 1947, 1948 et 1949) ; le passage entre parenthèses {...} se trouve dans le même manuscrit original de Jdanov, mais il a été barré par Jdanov.

I. LA SITUATION INTERNATIONALE APRES LA GUERRE

La fin de la Seconde Guerre mondiale a apporté des changements essentiels dans l'ensemble de la situation mondiale. La défaite militaire du bloc des États fascistes, le caractère antifasciste et de libération de la guerre, le rôle décisif joué par l'Union Soviétique dans la victoire sur les agresseurs fascistes tout cela a conduit à un changement radical dans le rapport des forces entre les deux systèmes — socialiste et capitaliste en faveur du socialisme.

En quoi consistent ces changements ?

Le résultat principal de la Seconde Guerre mondiale consiste dans la défaite militaire de l'Allemagne et du Japon — les deux pays les plus militaristes et les plus agressifs du capitalisme.

Annexe 3.1

PC(b) de l'URSS: Rapport sur la

Les éléments réactionnaires impérialistes du monde entier, et particulièrement en Angleterre, aux États-Unis d'Amérique et en France, avaient fondé des espoirs particuliers sur l'Allemagne et le Japon, et surtout sur l'Allemagne hitlérienne, premièrement, en tant que force la plus capable de porter un coup tel à l'Union Soviétique qu'il aurait pu l'affaiblir et miner son influence sinon l'écraser, et deuxièmement, en tant que force capable d'écraser le mouvement ouvrier révolutionnaire et démocratique en Allemagne même et dans tous les pays qui étaient l'objet de l'agression hitlérienne.

On visait, de cette façon, à consolider la situation générale du capitalisme.

C'est là qu'il faut chercher l'origine et l'une des principales causes de la politique munichoise d'avant-guerre, politique d'« apaisement » et d'encouragement à l'agression fasciste, politique menée méthodiquement par les milieux impérialistes dirigeants d'Angleterre, de France et des États-Unis d'Amérique.

Cependant, les espoirs que les impérialistes anglo-franco-américains nourrissaient à l'égard des hitlériens ne se sont pas justifiés. Contrairement à ce que supposaient les munichois, les hitlériens ont prouvé qu'ils étaient plus faibles, tandis que l'Union Soviétique et les peuples épris de liberté ont prouvé qu'ils étaient plus forts.

Ainsi, la Seconde Guerre mondiale a eu pour résultat ceci : les forces principales de la réaction fasciste internationale militante ont été mises en déroute et se sont trouvées pour longtemps hors de combat.

Par conséquent, le système capitaliste mondial, dans son ensemble, a subi de nouveau un coup sérieux.

Si le résultat le plus important de la Première Guerre mondiale fut la rupture du front uni de l'impérialisme et le détachement de la Russie du système capitaliste mondial ; si, par suite de la victoire du régime socialiste en

U.R.S.S., le capitalisme a cessé d'être le système universel unique de l'économie mondiale, le résultat de la Seconde Guerre mondiale, avec la défaite du fascisme, avec l'affaiblissement des positions mondiales du capitalisme et le renforcement du mouvement antifasciste, a été le détachement de toute une série de pays de l'Europe centrale et sud-orientale du système impérialiste.

De nouveaux régimes populaires et démocratiques ont surgi dans ces pays.

Le grand exemple de la guerre patriotique de l'Union Soviétique, le rôle libérateur de l'Armée soviétique se confondaient avec l'élan de la lutte de masse de libération nationale des peuples épris de liberté contre les occupants fascistes et leurs complices.

Au cours de cette lutte ont été démasqués, comme traîtres aux intérêts nationaux, les éléments pro-fascistes qui avaient collaboré avec Hitler : gros capitalistes influents, grands propriétaires fonciers, hauts fonctionnaires, officiers monarchistes.

Dans les pays danubiens, la libération de l'esclavage germano-fasciste s'est accompagnée, d'une part, de l'élimination du pouvoir de la couche supérieure de la bourgeoisie et des gros propriétaires terriens, compromise par sa collaboration avec le fascisme allemand, et, d'autre part, de l'arrivée au pouvoir de nouvelles forces du peuple qui avaient fait leurs preuves durant la lutte contre les oppresseurs hitlériens.

Dans ces pays, ce sont les représentants des ouvriers, des paysans, des intellectuels progressifs qui sont arrivés au pouvoir.

Partout, dans ces pays, ce fut la classe ouvrière qui a manifesté le plus grand héroïsme, le plus de conséquence et d'intransigeance dans la lutte antifasciste, et, partant, son autorité et son influence parmi le peuple se sont énormément accrues.

Le nouveau pouvoir démocratique en Yougoslavie, en Bulgarie, en Roumanie, en

Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Albanie, s'appuyant sur les masses populaires, a réussi à réaliser, dans le délai le plus court, des transformations démocratiques progressives telles que la bourgeoisie n'est déjà plus capable d'en faire.

La réforme agraire a remis la terre aux paysans et a conduit à la liquidation de la classe des hobereaux.

La nationalisation de la grande industrie et des banques et la confiscation de la propriété des traîtres qui avaient collaboré avec les Allemands ont sapé d'une manière radicale des positions du capital monopoliste dans ces pays et ont affranchi les masses de la servitude impérialiste.

En même temps, ont été établis les fondements de la propriété de l'État.

Un nouveau type d'État a été créé : la République populaire, où le pouvoir appartient au peuple, où la grande industrie, le transport et les banques appartiennent à l'État et où la force dirigeante est constituée par le bloc des classes travailleuses de la population, ayant à sa tête la classe ouvrière.

Les peuples de ces pays se sont non seulement libérés de l'étau impérialiste, mais ils sont en train d'édifier les bases du passage vers le développement socialiste.

L'importance et l'autorité internationale de l'U.R.S.S. se sont considérablement accrues à la suite de la guerre. L'U.R.S.S. a été la force dirigeante et l'âme de l'écrasement militaire de l'Allemagne et du Japon.

Les forces démocratiques progressives du monde entier se sont rassemblées autour de l'Union Soviétique. L'État socialiste, aux prises mortelles avec l'ennemi le plus puissant, est sorti victorieux des terribles épreuves de la guerre.

L'Union Soviétique est sortie de la guerre renforcée. La face du monde capitaliste a changé elle aussi bien sensiblement. Des six puissances

appelées « grandes » (l'Allemagne, le Japon, l'Angleterre, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie), trois ont été éliminées par suite de la défaite militaire : l'Allemagne, l'Italie, le Japon.

La France aussi a été affaiblie et a perdu son ancienne signification de grande puissance.

Ainsi, il ne reste plus que deux « grandes » puissances impérialistes mondiales : les États-Unis et l'Angleterre.

Mais les positions de l'un de ces pays, l'Angleterre, se sont trouvées ébranlées.

Durant la guerre, l'impérialisme anglais s'est montré affaibli du point de vue militaire et politique.

En Europe, l'Angleterre s'est montrée impuissante devant l'agression allemande.

En Asie, l'Angleterre — la plus grande puissance impérialiste — n'a pas réussi par ses propres forces à sauvegarder ses propres possessions coloniales.

Ayant temporairement perdu ses liaisons avec les colonies, qui approvisionnaient la métropole en denrées alimentaires et en matières premières et qui absorbaient une partie considérable de sa production industrielle, l'Angleterre s'est trouvée, du point de vue de son économie de guerre et en ce qui concerne ses propres fournitures industrielles et alimentaires, dépendante de l'Amérique.

Depuis la fin de la guerre, la dépendance financière et économique de l'Angleterre à l'égard des États-Unis d'Amérique n'a fait que croître.

Après la guerre, l'Angleterre a recouvré ses colonies : cependant, elle s'y est heurtée à une influence renforcée de l'impérialisme américain qui, pendant la guerre, avait déployé son activité dans toutes les zones considérées jusque-là comme des sphères d'influence du capitalisme monopoliste anglais : l'Orient arabe, l'Asie du Sud-Est.

L'influence de l'Amérique s'est renforcée dans

les dominions de l'Empire britannique et en Amérique du Sud, où le rôle joué par l'Angleterre lui échappe de plus en plus au bénéfice des États-Unis d'Amérique.

La crise du système colonial, accentuée par l'issue de la Seconde Guerre mondiale, se manifeste par le puissant essor du mouvement de libération nationale dans les colonies et les pays dépendants.

Par là même, les arrières du système capitaliste se trouvent menacés.

Les peuples des colonies ne veulent plus vivre comme par le passé.

Les classes dominantes des métropoles ne peuvent plus gouverner les colonies comme auparavant.

Les tentatives d'écrasement du mouvement de libération nationale par la force militaire se heurtent maintenant à la résistance armée croissante des peuples des colonies et conduisent à des guerres coloniales de longue durée : Hollande en Indonésie, France au Vietnam.

La guerre, qui a à son origine le développement inégal du capitalisme dans les différents pays, a conduit à une nouvelle aggravation de cette inégalité.

De toutes les puissances capitalistes, une seule — les États-Unis d'Amérique — est sortie de la guerre sans être affaiblie, mais considérablement renforcée tant économiquement que militairement.

Les capitalistes américains ont grassement profité de la guerre.

Le peuple américain n'a pas souffert des privations accompagnant la guerre, ni du joug de l'occupation, ni des bombardements aériens, tandis que ses pertes humaines n'ont pas été comparativement nombreuses, puisque les États-Unis, en fait, n'ont pris part qu'à la dernière étape de la guerre, alors que le sort de celle-ci était déjà décidé.

Pour les États-Unis, la guerre a servi avant tout d'impulsion à un large développement de la

production industrielle, au renforcement décisif de l'exportation, principalement vers l'Europe.

La fin de la guerre a posé devant les États-Unis une série de nouveaux problèmes.

Les monopoles capitalistes se sont efforcés de maintenir le niveau élevé de leurs profits de guerre.

Dans ce dessein, ils ont recherché à ce que le volume des commandes du temps de guerre ne soit pas réduit.

Mais pour cela les États-Unis devaient conserver tous les marchés extérieurs qui absorbaient la production américaine durant la guerre, et conquérir de nouveaux marchés, puisque s'est produite à la fin de la guerre une forte réduction de la capacité d'achat de la majorité des pays.

En même temps, la dépendance financière et économique de ces pays à l'égard des États-Unis d'Amérique s'est accrue.

Les États-Unis ont investi à l'étranger des crédits pour la somme de 19 milliards de dollars, non compris les investissements à la Banque internationale et au Fonds international des changes.

Les principaux concurrents des États-Unis — l'Allemagne et le Japon — ont disparu du marché mondial, et cela a ouvert de nouvelles et très grandes possibilités aux États-Unis d'Amérique.

Si, avant la Seconde Guerre mondiale, les cercles réactionnaires les plus influents de l'impérialisme américain s'en tenaient à la politique isolationniste et s'abstenaient d'intervenir activement dans les affaires de l'Europe et de l'Asie, maintenant, dans les nouvelles conditions d'après-guerre, les maîtres de Wall Street font une autre politique.

Ils ont dressé un programme d'utilisation de toute la puissance militaire et économique américaine, non seulement pour conserver et consolider les positions conquises à l'étranger pendant la guerre, mais aussi pour les étendre

au maximum en se substituant sur le marché mondial à l'Allemagne, au Japon et à l'Italie.

L'affaiblissement considérable de la puissance économique des autres États capitalistes a fait surgir la possibilité d'utilisation spéculative des difficultés économiques d'après guerre, ce qui favorise la mise de ces États sous le contrôle des États-Unis.

Cet affaiblissement a permis en particulier l'utilisation des difficultés économiques d'après guerre de la Grande-Bretagne. Les États-Unis d'Amérique ont proclamé un nouveau cours ouvertement conquérant et expansionniste.

Le but que se propose le nouveau cours expansionniste des États-Unis est l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain.

Ce nouveau cours vise à la consolidation de la situation de monopole des États-Unis sur les marchés, monopole qui s'est établi par suite de la disparition de leurs deux concurrents les plus grands — l'Allemagne et le Japon — et par l'affaiblissement des partenaires capitalistes des États-Unis : l'Angleterre et la France.

Ce nouveau cours compte sur un large programme de mesures d'ordre militaire, économique et politique, dont l'application établirait dans tous les pays visés par l'expansionnisme des États-Unis la domination politique et économique de ces derniers, réduirait ces pays à l'état de satellites des États-Unis, y instaurerait des régimes intérieurs qui élimineraient tout obstacle de la part du mouvement ouvrier et démocratique à l'exploitation de ces pays par le capital américain.

Les États-Unis d'Amérique cherchent à étendre actuellement l'application de ce nouveau cours politique non seulement envers les ennemis de la guerre d'hier, ou envers les États neutres, mais aussi de façon toujours plus grande, envers les alliés de guerre des États-Unis d'Amérique.

On attache une attention spéciale à l'utilisation des difficultés économiques de

l'Angleterre — l'allié et en même temps le rival capitaliste et concurrent de longue date des États-Unis.

Le cours expansionniste américain a pour point de départ la considération que, non seulement il faudra ne pas détendre l'étau de la dépendance économique vis-à-vis des États-Unis, dans lequel l'Angleterre est tombée durant la guerre, mais, au contraire, renforcer la pression sur l'Angleterre, afin de lui ravir successivement son contrôle sur les colonies, l'évincer de ses sphères d'influence et la réduire à l'état de vassal.

Ainsi, par leur nouvelle politique, les États-Unis tendent à raffermir leur situation de monopole et comptent assujettir et mettre sous leur dépendance leurs propres partenaires capitalistes.

Mais, sur le chemin de leurs aspirations à la domination mondiale, les États-Unis se heurtent à l'U.R.S.S. avec son influence internationale croissante, comme au bastion de la politique anti-impérialiste et antifasciste, aux pays de la nouvelle démocratie qui ont échappé au contrôle de l'impérialisme anglo-américain, aux ouvriers de tous les pays, y compris les ouvriers de l'Amérique même, qui ne veulent pas de nouvelle guerre de domination au profit de leurs propres oppresseurs.

C'est pourquoi le nouveau cours expansionniste et réactionnaire de la politique des États-Unis vise à la lutte contre l'U.R.S.S., contre les pays de la nouvelle démocratie, contre le mouvement ouvrier de tous les pays, contre le mouvement ouvrier aux États-Unis, contre les forces anti-impérialistes de libération dans tous les pays.

Les réactionnaires américains, inquiets des succès du socialisme en U.R.S.S., des succès des pays de la nouvelle démocratie et de la croissance du mouvement ouvrier et démocratique dans tous les pays du monde entier, après la guerre, sont enclins à se fixer comme tâche celle de « sauver » le système capitaliste du communisme.

De sorte que le programme franchement expansionniste des États-Unis rappelle extraordinairement le programme aventurier des agresseurs fascistes, qui a misérablement échoué, agresseurs qui, comme on le sait, se considéraient naguère aussi comme des prétendants à la domination mondiale.

Comme les hitlériens, lorsqu'ils préparaient l'agression de brigandage afin de s'assurer la possibilité d'opprimer et d'asservir tous les peuples et avant tout leur propre peuple, se masquaient de l'anticommunisme, de la même manière, les cercles dirigeants d'aujourd'hui des États-Unis dissimulent leur politique d'expansion et même leur offensive contre les intérêts vitaux de leur concurrent impérialiste devenu plus faible — l'Angleterre — par des tâches de pseudo-défense anticommuniste.

La course fiévreuse aux armements, la construction de nouvelles bases et la création de places d'armes pour les forces armées américaines dans toutes les parties du monde sont justifiées par les arguments pharisiens et faux de la soi-disant « défense » contre le danger militaire imaginaire de la part de l'U.R.S.S.

La diplomatie américaine agissant par les méthodes de menaces, de corruption et de chantage arrache facilement des autres pays capitalistes, et avant tout de l'Angleterre, le consentement à l'affermissement légal des positions avantageuses américaines en Europe et en Asie, dans les zones occidentales de l'Allemagne, en Autriche, en Italie, en Grèce, en Turquie, en Égypte, en Iran, en Afghanistan, en Chine, au Japon, etc.

Les impérialistes américains, se considérant comme la force principale opposée à l'U.R.S.S., aux pays de la nouvelle démocratie, au mouvement ouvrier et démocratique de tous les pays du monde, se considérant comme le bastion des forces réactionnaires, antidémocratiques du monde entier, ont entrepris littéralement, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de dresser contre l'U.R.S.S. et la démocratie

mondiale un front hostile et d'encourager les forces réactionnaires, anti-populaires, les collaborationnistes et les anciennes créatures capitalistes dans les pays européens qui, libérés du joug hitlérien, ont commencé à organiser leur vie selon leur propre choix.

Les politiciens impérialistes les plus enragés et déséquilibrés ont commencé, après Churchill, à dresser des plans en vue d'organiser le plus rapidement possible une guerre préventive contre l'U.R.S.S., faisant ouvertement appel à l'utilisation contre les hommes soviétiques du monopole américain temporaire de l'arme atomique.

Les instigateurs de la nouvelle guerre tentant d'utiliser l'intimidation et le chantage non seulement envers l'U.R.S.S., mais aussi envers les autres pays, et en particulier, envers la Chine et l'Inde, présentent d'une façon calomnieuse l'U.R.S.S. comme agresseur possible, et se présentent eux-mêmes en qualité d'« amis » de la Chine et de l'Inde, comme « sauveurs » du danger communiste, appelés à « aider » les plus faibles. De cette façon, on accomplit la tâche de maintenir dans l'obéissance à l'impérialisme l'Inde et la Chine et de prolonger leur asservissement politique et économique.

II NOUVELLE DISPOSITION DES FORCES POLITIQUES D'APRES-GUERRE ET FORMATION DES DEUX CAMPS

Les changements profonds survenus dans la situation internationale et dans la situation des différents pays, à la suite de la guerre, ont modifié tout le tableau politique du monde.

Une nouvelle disposition des forces politiques s'est créée.

Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre, et plus nettement apparaissent les deux principales directions de la politique

internationale de l'après-guerre, correspondant à la disposition en deux camps principaux des forces politiques qui opèrent sur l'arène mondiale : le camp impérialiste et antidémocratique d'une part, et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique.

Les États-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux États-Unis.

L'existence du gouvernement travailliste Atlee-Bevin en Angleterre et celle du gouvernement socialiste Ramadier en France n'empêchent pas l'Angleterre et la France de marcher comme des satellites, en ce qui concerne les questions principales, dans l'ornière de la politique impérialiste des États-Unis.

Le camp impérialiste est soutenu aussi par des États possesseurs de colonies, tels que la Belgique et la Hollande, et par des pays au régime réactionnaire antidémocratique, tels que la Turquie et la Grèce, ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des États-Unis, tel que le Proche-Orient, l'Amérique du Sud, la Chine.

Le but principal du camp impérialiste consiste à renforcer l'impérialisme, à préparer une nouvelle guerre impérialiste, à lutter contre le socialisme et la démocratie et à soutenir partout les régimes et mouvements pro-fascistes réactionnaires et antidémocratiques.

Pour réaliser ces tâches, le camp impérialiste est prêt à s'appuyer sur les forces réactionnaires et antidémocratiques dans tous les pays et à soutenir les ennemis de la guerre d'hier contre ses alliés de guerre.

Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'U.R.S.S. et les pays de la nouvelle démocratie en sont le fondement.

Les pays qui ont rompu avec l'impérialisme et qui se sont résolument engagés dans la voie du développement démocratique, tels que la Roumanie, la Hongrie, la Finlande, en font partie. Au camp anti-impérialiste adhèrent l'Indonésie, le Vietnam, l'Inde ; l'Égypte et la

Syrie y apportent leurs sympathies. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, sur les Partis Communistes frères, sur les combattants du mouvement de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressives et démocratiques qui existent dans chaque pays.

Le but de ce camp consiste à lutter contre les menaces de nouvelles guerres. et d'expansion impérialiste, pour l'affermissement de la démocratie et pour l'extirpation des restes du fascisme.

La fin de la Deuxième Guerre mondiale a placé les peuples épris de liberté devant l'importante tâche d'assurer une paix démocratique durable, consolidant la victoire sur le fascisme.

C'est à l'Union Soviétique et à sa politique extérieure qu'appartient le rôle dirigeant dans la solution de cette tâche principale d'après-guerre.

Cela provient de la nature de l'État soviétique socialiste, profondément étranger à tous les mobiles agressifs et exploités, et intéressé à créer les conditions les plus favorables pour réaliser l'édification de la société communiste.

L'une de ces conditions, c'est la paix.

En tant que nouveau système social supérieur, l'Union Soviétique reflète, dans sa politique extérieure, les espoirs de toute l'humanité progressive, qui aspire à une paix durable et ne peut être intéressée à une nouvelle guerre engendrée par le capitalisme.

L'Union Soviétique, fidèle combattant de la liberté et de l'indépendance pour tous les peuples, est l'ennemie de l'oppression nationale et raciale, de l'exploitation coloniale sous toutes ses formes.

Le changement survenu à la suite de la Deuxième Guerre mondiale dans le rapport des forces entre le monde capitaliste et le monde socialiste de l'État soviétique a élargi le rayon de son activité politique extérieure.

C'est autour de la tâche consistant à assurer la paix démocratique juste que s'est opéré le ralliement de toutes les forces du camp anti-impérialiste et antifasciste.

C'est sur cette base qu'a pris naissance et que s'est renforcée la coopération amicale de l'U.R.S.S. avec les pays démocratiques à l'égard de tous les problèmes de politique extérieure.

Ces pays, et tout d'abord les pays de la nouvelle démocratie : la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Albanie, qui ont joué un rôle important dans la guerre libératrice contre le fascisme, ainsi que la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, partiellement la Finlande, qui ont rejoint le front antifasciste — sont devenus dans l'après-guerre, de fermes combattants pour la paix, pour la démocratie, pour la liberté et l'indépendance contre toutes les tentatives faites par les États-Unis et l'Angleterre pour faire retourner leur développement en arrière et les placer de nouveau sous le joug impérialiste.

Les succès et l'augmentation du prestige international du camp démocratique ne sont pas du goût des impérialistes. Déjà, pendant la Deuxième Guerre mondiale, en Angleterre et aux États-Unis, l'activité des forces réactionnaires s'est accrue infailliblement, s'efforçant de briser l'action coordonnée des puissances alliées, de faire traîner la guerre en longueur, de saigner à blanc l'U.R.S.S. et de sauver les agresseurs fascistes de la débâcle complète.

Le sabotage du deuxième front de la part des impérialistes anglo-saxons, Churchill en tête, reflétait nettement cette tendance, qui n'est, au fond, que la continuation de la politique de « Munich » dans la nouvelle situation changée.

Mais, tant que la guerre durait, les cercles réactionnaires d'Angleterre et des États-Unis

n'osaient pas intervenir ouvertement contre l'Union Soviétique et les pays démocratiques, comprenant très bien que, dans tous les pays, la sympathie des masses populaires allait sans réserve à l'U.R.S.S. et aux pays démocratiques.

Mais, dès les derniers mois qui précédèrent la fin de la guerre, la situation commença à se modifier.

Déjà, au cours des pourparlers à la Conférence des Trois Puissances, à Berlin, en juillet 1945, les impérialistes anglo-américains ont montré leur désir de ne pas tenir compte des intérêts légitimes de l'U.R.S.S. et des pays démocratiques.

Au cours des deux dernières années, la politique extérieure de l'Union Soviétique et des pays démocratiques a été une politique de lutte pour la réalisation conséquente des principes démocratiques d'après-guerre.

Les États du camp anti-impérialiste se sont montrés de fidèles et conséquents combattants pour la réalisation de ces principes, sans en dévier d'un seul point.

C'est pourquoi la tâche principale de la politique extérieure des États démocratiques d'après-guerre est de lutter pour une paix démocratique, de liquider les restes du fascisme et d'empêcher une nouvelle agression fasciste impérialiste, de lutter pour l'affermissement des principes d'égalité des droits et le respect de la souveraineté des peuples, pour la réduction générale des armements et l'interdiction de tout genre d'armes de grande destruction, destinées à l'extermination en masse de la population paisible.

Dans la mise en application de toutes ces tâches, la diplomatie soviétique et la diplomatie des États démocratiques se sont heurtées à la résistance de la diplomatie anglo-américaine qui, après guerre, suit infailliblement et conséquemment une ligne visant à renoncer à tous les principes communs proclamés pendant la guerre par les Alliés pour l'organisation de la paix d'après-guerre, une ligne tendant à

remplacer cette politique de paix et d'affermissement de la démocratie par une nouvelle politique ayant pour but de rompre la paix générale, d'assurer la défense des éléments fascistes et de persécuter la démocratie dans tous les pays.

L'activité commune de la diplomatie de l'U.R.S.S. et de la diplomatie des États démocratiques visant à résoudre le problème de la réduction des armements et l'interdiction de l'arme la plus destructrice — la bombe atomique — a une grande signification.

Sur l'initiative de l'Union Soviétique, il a été fait une proposition à l'Organisation des Nations Unies pour la réduction générale des armements et pour la reconnaissance, comme tâche de premier plan, de l'interdiction de la production et de l'utilisation de l'énergie atomique pour des buts de guerre.

Cette proposition du Gouvernement soviétique se heurta à une résistance acharnée de la part des États-Unis et de l'Angleterre.

Tous les efforts des milieux impérialistes ont été dirigés en vue de saboter cette décision.

Cela s'est exprimé par toutes sortes de barrières et d'atermoiements sans fin et stériles dans l'intention d'empêcher toutes mesures pratiques effectives.

L'activité des délégués de l'U.R.S.S. et de ceux des pays démocratiques dans les organes de l'Organisation des Nations Unies porte un caractère de lutte quotidienne, systématique, opiniâtre en faveur des principes démocratiques de coopération internationale et pour dévoiler les intrigues des comploteurs impérialistes contre la paix et la sécurité des peuples.

Cela se manifeste de façon particulièrement visible, par exemple, dans l'examen de la situation aux frontières septentrionales de la Grèce.

L'Union Soviétique et la Pologne sont intervenues ensemble, énergiquement, contre l'utilisation du Conseil de Sécurité un vue de

discréditer la Yougoslavie, la Bulgarie, l'Albanie, faussement accusées par les impérialistes d'actes d'agression contre la Grèce.

La politique extérieure soviétique a pour point de départ le fait de la coexistence, pour une longue période, des deux systèmes, le capitalisme et le socialisme.

De là découle la possibilité de coopération entre l'U.R.S.S. et les pays possédant un autre système, à condition de respecter le principe de réciprocité et d'exécuter les engagements pris.

On sait que l'U.R.S.S. a toujours été et reste fidèle à ses engagements.

L'Union Soviétique a montré sa volonté et son désir de coopération.

A l'Organisation des Nations Unies, l'Angleterre et l'Amérique mènent une politique complètement opposée.

Elles font tout pour renoncer à leurs engagements, pris antérieurement, et pour se délier les mains, afin de mener une nouvelle politique, non pas dans l'esprit de coopération des peuples, mais pour les dresser les uns contre les autres, politique visant à violer les droits et les intérêts des peuples démocratiques et à isoler l'U.R.S.S.

La politique soviétique suit la ligne d'entretien loyal des rapports de bon voisinage avec tous les États qui montrent leur désir de coopérer.

L'Union Soviétique a toujours été, est et sera toujours une amie fidèle et une alliée envers les pays qui sont ses véritables amis et alliés. La politique extérieure soviétique vise à une extension ultérieure de l'aide amicale de la part de l'Union Soviétique à ces pays.

Défendant la cause de la paix, la politique extérieure de l'U.R.S.S. rejette le principe de vengeance envers les peuples vaincus.

Comme on le sait, l'U.R.S.S. est pour la formation d'une Allemagne unie, éprise de liberté, démilitarisée, démocratique. Formulant la politique soviétique envers l'Allemagne, le

camarade Staline a dit :

« Bref, la politique de l'Union Soviétique dans le problème allemand se résume à la démilitarisation et à la démocratisation de l'Allemagne...

La démilitarisation et la démocratisation de l'Allemagne sont une des plus importantes conditions pour instaurer une paix durable et solide. »

Cependant, cette politique de l'État soviétique envers l'Allemagne se heurte à une résistance effrénée des milieux impérialistes des États-Unis et d'Angleterre.

La session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, qui s'est tenue à Moscou en mars-avril 1947, a montré que les États-Unis, l'Angleterre et la France sont prêts, non seulement à faire échec à la démocratisation et à la démilitarisation de l'Allemagne, mais aussi à liquider l'Allemagne en tant qu'État uni, à la démembrer et à résoudre séparément le problème de la paix.

La réalisation de cette politique s'effectue actuellement dans de nouvelles conditions, alors que l'Amérique a rompu avec l'ancien cours de Roosevelt et passe à une nouvelle politique, à une politique de nouvelles aventures militaires.

III LE PLAN AMERICAIN D'ASSERVISSEMENT DE L'EUROPE

Le passage de l'impérialisme américain au cours agressif et ouvertement expansionniste depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a trouvé son expression tant dans la politique extérieure des États-Unis que dans leur politique intérieure.

Le soutien actif des forces réactionnaires et antidémocratiques dans le monde entier, la mise en échec des décisions de Potsdam visant à la démocratisation et à la démilitarisation de l'Allemagne, la protection des réactionnaires

japonais, l'extension des préparatifs militaires, l'accumulation des réserves de bombes atomiques, tout cela s'accompagne d'une offensive contre les droits démocratiques élémentaires des travailleurs à l'intérieur des États-Unis.

Bien que les États-Unis aient été relativement peu touchés par la guerre, la majorité écrasante des Américains ne veut pas d'une nouvelle guerre et des sacrifices et restrictions qui en découlent.

Cela incite le capital monopoliste et ses serviteurs parmi les cercles dirigeants des États-Unis à chercher des moyens extraordinaires pour briser l'opposition intérieure à ce cours expansionniste et agressif, et ainsi se laisser les mains libres pour continuer à mener cette politique dangereuse.

Mais la campagne contre le communisme, proclamée par les milieux dirigeants américains, s'appuyant sur les monopoles capitalistes, aboutit, avec une inévitable logique, à la violation des droits et des intérêts vitaux des travailleurs américains, à la fascisation intérieure de la vie politique des États-Unis, à la diffusion des « théories » et notions misanthropes les plus sauvages.

Nourrissant des rêves de préparation d'une troisième guerre mondiale, les milieux expansionnistes américains sont profondément intéressés à étouffer à l'intérieur du pays toute résistance possible aux aventures extérieures, à empoisonner de chauvinisme et de militarisme les masses politiquement arriérées et peu cultivées des Américains moyens, à abrutir le petit bourgeois américain à l'aide des moyens les plus divers de propagande antisoviétique, anticommuniste, par exemple le cinéma, la radio, l'église, la presse.

La politique extérieure expansionniste, inspirée et menée par la réaction américaine, prévoit une activité simultanée dans toutes les directions :

1. Mesures militaires stratégiques ;
2. Expansion économique ;
3. Lutte idéologique.

La réalisation des plans militaires stratégiques de futures agressions est liée aux efforts pour utiliser au maximum l'appareil de production militaire des États-Unis, qui s'est accru considérablement vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

L'impérialisme américain mène une politique conséquente de militarisation du pays.

Aux États-Unis, les dépenses pour l'armée et la flotte dépassent 11 milliards de dollars par an. En 1947-48, les États-Unis ont assigné pour l'entretien de leurs forces armées 35 % du budget, soit onze fois plus qu'en 1937-38.

Si, au début de la Deuxième Guerre mondiale, l'armée des États-Unis occupait la 17^e place de tous les pays capitalistes, actuellement elle occupe la première place.

Parallèlement à l'accumulation des bombes atomiques, les stratèges américains ne se gênent pas pour dire qu'aux États-Unis se font des préparatifs pour l'arme bactériologique.

Le plan militaire stratégique des États-Unis prévoit la création, en temps de paix, de nombreuses bases et places d'armes, très éloignées du continent américain et destinées à être utilisées dans des buts d'agression contre l'U.R.S.S. et les pays de la nouvelle démocratie.

Les bases américaines militaires, aériennes et navales, existent ou sont de nouveau en voie de création en Alaska, au Japon, en Italie, au sud de la Corée, en Chine, en Égypte, en Iran, en Turquie, en Grèce, en Autriche et en Allemagne occidentale.

Une mission militaire américaine opère en Afghanistan et même au Népal. Des préparatifs se font fiévreusement pour utiliser l'Arctique en vue d'une agression militaire.

Bien que la guerre soit déjà finie depuis

longtemps, l'alliance militaire entre l'Angleterre et les États-Unis subsiste encore, de même que l'état-major anglo-américain unifié des forces armées.

Sous l'enseigne de la convention sur la standardisation des armements, les États-Unis ont étendu leur contrôle sur les forces armées et les plans militaires des autres pays, en premier lieu de l'Angleterre et du Canada.

Sous l'enseigne de la défense commune de l'hémisphère occidental, les pays de l'Amérique latine sont en voie d'entrer dans l'orbite des plans d'expansion militaire des États-Unis.

Le gouvernement des États-Unis a annoncé que sa tâche officielle était d'aider à la modernisation de l'armée turque.

L'armée du Kuomintang réactionnaire fait son instruction avec des officiers américains et reçoit du matériel américain.

La clique militaire devient une force politique active aux États-Unis, dont elle fournit, sur une grande échelle, les hommes d'État et les diplomates qui suivent une ligne militariste agressive dans toute la politique du pays.

L'expansion économique des États-Unis complète d'une façon importante la réalisation du plan stratégique. L'impérialisme américain s'efforce, comme un usurier, d'exploiter les difficultés d'après-guerre des pays européens, surtout la pénurie de matières premières, de combustibles et de denrées alimentaires dans les pays alliés qui ont le plus souffert de la guerre, pour leur dicter ses conditions asservissantes de secours.

En prévision de la crise économique imminente, les États-Unis s'empressent de trouver de nouvelles sphères de monopole pour l'investissement des capitaux et pour l'écoulement des marchandises. Le « secours » économique des États-Unis a pour but d'asservir l'Europe au capital américain.

Plus la situation économique d'un pays est grave, plus les monopoles américains s'efforcent

de lui dicter de dures conditions.

Mais le contrôle économique entraîne aussi avec lui une dépendance politique de l'impérialisme américain.

Ainsi, l'extension des sphères d'écoulement des marchandises américaines se combine pour les États-Unis avec l'acquisition de nouvelles places d'armes propices à la lutte contre les nouvelles forces démocratiques de l'Europe.

En « sauvant » un pays de la famine et de la ruine, les monopoles américains ont le dessein de le priver de toute indépendance.

L'« aide » américaine entraîne presque automatiquement des modifications de la ligne politique du pays qui reçoit cette « aide » : viennent au pouvoir des partis et des personnalités qui, obéissant aux directives de Washington, sont prêts à réaliser, dans leur politique intérieure et extérieure, le programme désiré par les États-Unis (France, Italie, etc.)

Enfin, les aspirations des États-Unis à la domination mondiale et leur ligne antidémocratique comportent aussi une lutte idéologique.

La tâche principale de la partie idéologique du plan stratégique américain consiste à user du chantage envers l'opinion publique, à répandre des calomnies sur la prétendue agressivité de l'Union Soviétique et des pays de la nouvelle démocratie, afin de pouvoir ainsi présenter le bloc anglo-saxon dans le rôle d'un bloc de prétendue défense et le décharger de la responsabilité dans la préparation de la nouvelle guerre.

La popularité de l'Union Soviétique à l'étranger s'est considérablement accrue pendant la Deuxième Guerre mondiale. Par sa lutte héroïque, pleine d'abnégation, contre l'impérialisme, l'Union Soviétique a gagné l'amour et le respect des travailleurs de tous les pays.

La puissance militaire et économique de l'État socialiste et la force indestructible de

l'unité morale et politique de la société soviétique ont été démontrées clairement à la face du monde entier.

Les milieux réactionnaires des États-Unis et de l'Angleterre se demandent avec souci comment dissiper l'impression inoubliable que le régime socialiste produit sur les ouvriers et les travailleurs du monde entier.

Les instigateurs de guerre se rendent très bien compte que, pour envoyer les soldats combattre contre l'Union Soviétique, une longue préparation idéologique est nécessaire.

Dans leur lutte idéologique contre l'U.R.S.S., les impérialistes américains, qui s'orientent mal dans les problèmes politiques et montrent leur ignorance, mettent en avant tout d'abord l'image représentant l'Union Soviétique comme une force soit-disant antidémocratique, totalitaire, tandis que les États-Unis, l'Angleterre et tout le monde capitaliste sont présentés comme des démocraties.

Cette plate-forme de la lutte idéologique — défense de la pseudo-démocratie bourgeoise et attribution au communisme de traits totalitaires — unit tous les ennemis de la classe ouvrière sans exception, depuis les magnats capitalistes jusqu'aux leaders socialistes de droite qui, avec un grand empressement, s'emparent de n'importe quelle calomnie antisoviétique, dictée par leurs maîtres impérialistes.

Le pivot de cette propagande fourbe réside dans l'affirmation que l'existence de plusieurs partis et d'une minorité oppositionnelle organisée serait l'indice d'une démocratie véritable. Sur cette base, les « travaillistes » anglais, ne ménageant pas leurs forces pour lutter contre le communisme, auraient voulu déceler qu'il y a, en U.R.S.S., des classes antagonistes et une lutte de partis correspondante.

Ignorants en politique, ils ne peuvent pas arriver à comprendre que, depuis longtemps déjà, il n'y a plus en U.R.S.S. de capitalistes et de propriétaires fonciers, qu'il n'y a plus de

classes antagonistes et, partant, qu'il ne pourrait y exister plusieurs partis.

Ils auraient voulu avoir en U.R.S.S. des partis chers à leurs cœurs, des partis bourgeois, y compris des partis pseudo-socialistes, en tant qu'agence impérialiste.

Mais, pour leur malheur, l'histoire a condamné ces partis bourgeois exploités à disparaître.

Ne ménageant pas les mots pour monter des calomnies contre le régime soviétique, les « travaillistes » et autres avocats de la démocratie bourgeoise trouvent en même temps tout à fait normale la dictature sanglante de la minorité fasciste sur le peuple en Grèce et en Turquie ; ils ferment les yeux sur les nombreuses infractions révoltantes aux normes mêmes de la démocratie formelle dans les pays bourgeois ; ils passent sous silence le joug national et racial, la corruption, l'usurpation sans cérémonie des droits démocratiques aux États-Unis.

L'une des lignes de la « campagne » idéologique qui accompagne les plans d'asservissement de l'Europe est l'attaque contre les principes de souveraineté nationale, l'appel à renoncer aux droits souverains des peuples, auxquels on oppose l'idée d'un « gouvernement mondial ».

Le sens de cette campagne consiste à embellir l'expansion effrénée de l'impérialisme américain qui, sans cérémonie, porte atteinte aux droits souverains des peuples, et à présenter les États-Unis dans le rôle de champion des lois humaines, tandis que ceux qui résistent à la pénétration américaine sont présentés en partisans d'un nationalisme « égoïste » périmé. L'idée d'un « gouvernement mondial », reprise par les intellectuels bourgeois rêveurs et pacifistes, est utilisée non seulement comme moyen de pression en vue de désarmer moralement les peuples qui défendent leur indépendance contre les attentats de l'impérialisme américain, mais aussi comme mot d'ordre spécialement opposé à l'Union Soviétique, qui défend infatigablement et

conséquemment le principe d'une réelle égalité des droits et de la protection des droits souverains de tous les peuples grands et petits.

Dans les conditions actuelles, les pays impérialistes tels que les États-Unis, l'Angleterre et les États qui leur sont proches, deviennent des ennemis dangereux de l'indépendance nationale et de l'autodétermination des peuples, tandis que l'Union Soviétique et les pays à nouvelle démocratie constituent le rempart sûr dans la défense de l'égalité des droits et de l'autodétermination nationale des peuples.

Il est tout à fait caractéristique que les éclaireurs militaires et politiques américains, du genre Bullitt, les leaders syndicaux jaunes du genre Green, les socialistes français avec Blum, l'apologiste fieffé du capitalisme en tête, le social-démocrate allemand Schumacher, et les leaders travaillistes du type Bevin, collaborent étroitement à la réalisation du plan idéologique établi par l'impérialisme américain.

La « doctrine Truman » et le « plan Marshall » sont, dans les conditions actuelles aux États-Unis, l'expression concrète des efforts expansionnistes.

Au fond, ces deux documents sont l'expression d'une même politique, bien qu'ils se distinguent par la forme sous laquelle y est présentée une même et seule prétention américaine d'asservir l'Europe.

En ce qui concerne l'Europe, les principales lignes de la « doctrine Truman » sont les suivantes :

1. Création de bases américaines dans la partie orientale du bassin méditerranéen, afin d'affermir la domination américaine dans cette zone ;

2. Soutien démonstratif des régimes réactionnaires en Grèce et en Turquie, en tant que bastions de l'impérialisme américain contre la nouvelle démocratie dans les Balkans (aide militaire et technique à la Grèce et à la Turquie, octroi d'emprunts) ;

3. Pression ininterrompue sur les États à nouvelle démocratie, ce qui s'exprime par de fausses accusations de totalitarisme et d'aspirations expansionnistes, par les attaques contre les fondements du nouveau régime démocratique, par l'immixtion continuelle dans les affaires intérieures de ces États, par le soutien de tous les éléments antidémocratiques à l'intérieur de ces pays — éléments qui luttent contre l'État par la cessation démonstrative des rapports économiques avec ces pays en vue de créer à ces derniers des difficultés économiques, de freiner leur développement économique, de faire échec à leur industrialisation, etc.

La « doctrine Truman » qui prévoit l'offre de l'aide américaine à tous les régimes réactionnaires, qui agissent de façon active contre les peuples démocratiques, porte un caractère ouvertement agressif.

Sa publication a provoqué une certaine gêne même dans les milieux des capitalistes américains habitués à n'importe quoi.

Aux États-Unis et dans d'autres pays, les éléments progressistes ont protesté énergiquement contre le caractère provoquant, ouvertement impérialiste, de l'intervention Truman.

L'accueil défavorable qui a été fait à la « doctrine Truman » a rendu nécessaire le « plan Marshall », qui est une tentative plus voilée de mener cette même politique d'expansion.

Le fond des formules voilées, embrouillées intentionnellement du « plan Marshall » consiste à former un bloc d'États liés aux États-Unis par des engagements et à offrir aux États européens des crédits américains, en paiement de la renonciation à leur indépendance économique et ensuite à leur indépendance politique. L'essentiel du « plan Marshall » est donc de reconstruire les régions industrielles de l'Allemagne occidentale, contrôlées par les monopoles américains.

Il ressort des délibérations qui se sont

succédé et des interventions des hommes d'État américains que l'objet du « plan Marshall » n'est pas une offre de secours, tout d'abord aux pays vainqueurs appauvris, alliés de l'Amérique dans la lutte contre l'Allemagne, mais une offre de secours aux capitalistes allemands, afin que ceux-ci, tenant en main les sources principales de charbon et de métal nécessaires à l'Europe et à l'Allemagne, les États qui ont besoin de charbon et de métal soient placés sous la dépendance de la puissance économique de l'Allemagne en voie de restauration.

Malgré le fait que le « plan Marshall » prévoit l'abaissement de l'Angleterre, ainsi que celui de la France, à l'état de puissances de second ordre, le gouvernement travailliste d'Attlee en Angleterre et le gouvernement socialiste de Ramadier en France, se sont accrochés au « plan Marshall » comme à une planche de salut.

On sait que l'Angleterre a déjà presque dépensé l'emprunt américain de 3.750 millions de dollars qui lui fut octroyé en 1946.

On sait aussi que l'Angleterre a eu les pieds et les mains liés par les conditions asservissantes de cet emprunt. Le gouvernement travailliste de l'Angleterre, serré comme dans un nœud coulant par sa dépendance financière envers les États-Unis ne voit d'autre issue, pour en sortir, que l'obtention de nouveaux emprunts.

C'est pourquoi il a accueilli le « plan Marshall » comme une issue à l'impasse économique, comme une chance d'obtenir de nouveaux crédits.

En outre, les hommes politiques anglais avaient compté sur la création du bloc des pays de l'Europe occidentale — pays débiteurs des États-Unis — afin d'essayer de jouer à l'intérieur de ce bloc le rôle d'un gérant en chef américain qui pourrait, à la rigueur, un tirer profit au détriment des pays faibles.

La bourgeoisie anglaise avait caressé le rêve qu'en utilisant le « plan Marshall », en rendant des services aux monopoles américains et en se

soumettant à leur contrôle, elle recouvrerait ses positions perdues dans certains pays et, en particulier, rétablirait ses positions dans les régions balkano-danubiennes.

Afin de donner extérieurement une plus grande apparence « d'objectivité » aux propositions américaines, il avait été décidé d'inclure, au nombre des initiateurs devant préparer la réalisation du « plan Marshall », la France, qui avait déjà sacrifié à moitié sa souveraineté nationale en faveur des États-Unis, puisque l'octroi du crédit à la France, en mai 1947, de la part des États-Unis, avait été conditionné par l'éloignement des communistes du gouvernement.

Suite à la directive de Washington, les gouvernements d'Angleterre et de France avaient proposé à l'Union Soviétique de participer à l'examen des propositions Marshall. Une telle démarche devait masquer le caractère hostile à l'U.R.S.S. de ces propositions. Sachant bien d'avance que l'U.R.S.S. se refuserait à discuter les propositions d'aide américaine selon les conditions formulées par Marshall, on avait fait le calcul d'en profiter pour essayer de mettre à la charge de l'U.R.S.S. la responsabilité du « refus de contribuer à la reconstruction économique de l'Europe », et de cette façon dresser contre l'U.R.S.S. les pays européens qui ont besoin d'un secours réel.

Si, par contre, l'U.R.S.S. acceptait de participer aux pourparlers, il serait facile de faire tomber dans le piège de « la reconstruction économique de l'Europe avec l'aide de l'Amérique » les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe. Pendant que le « plan Truman » misait sur l'intimidation terroriste de ces pays, le « plan Marshall » avait comme objectif de sonder la fermeté de leur situation économique, de tenter de les séduire et de les lier ensuite par le « secours » du dollar.

Le « plan Marshall » était appelé, dans ce cas donné, à contribuer à la réalisation de l'une des tâches les plus importantes du programme américain général : restaurer le pouvoir de

l'impérialisme dans les pays de la nouvelle démocratie, obliger ces pays à renoncer à leur coopération économique et politique étroite avec l'Union Soviétique.

Les représentants de l'U.R.S.S., ayant consenti à examiner à Paris, avec les gouvernements de l'Angleterre et de la France, les propositions de Marshall, ont démasqué, à la Conférence de Paris, le manque de fondement de la tâche visant à l'élaboration d'un programme économique pour toute l'Europe.

Ils ont dévoilé, dans la tentative de créer une nouvelle organisation européenne sous l'égide de la France et de l'Angleterre, une menace d'immixtion dans les affaires intérieures des pays européens et de violation de leur souveraineté.

Ils ont démontré que le « plan Marshall » est en contradiction avec les principes normaux de coopération internationale, qu'il porte dans son sein la scission de l'Europe, la menace d'assujettissement d'un certain nombre de pays européens aux intérêts du capitalisme américain et qu'il est basé sur l'octroi préférentiel, par rapport aux Alliés, de secours aux consortiums et monopoles allemands à la reconstitution desquels le « plan Marshall » réserve avec évidence un rôle particulier en Europe.

Cette position claire de l'Union Soviétique a enlevé le masque au plan des impérialistes américains et de leurs commis anglo-français.

La Conférence européenne a subi un échec scandaleux.

Huit États européens ont refusé d'y participer.

Mais il y a eu aussi, parmi les États qui avaient accepté de participer à l'examen du « plan Marshall » et à l'élaboration de mesures concrètes pour sa réalisation, un certain nombre de pays qui n'ont pas fait un accueil particulièrement enthousiaste à ce « plan », d'autant plus qu'on s'est bientôt aperçu que les suppositions de l'U.R.S.S. étaient entièrement justes, c'est-à-dire que ce plan est loin de

comporter une aide effective et réelle.

Il se trouve que le gouvernement des États-Unis ne se presse pas du tout de réaliser les promesses de Marshall.

Des personnalités politiques américaines du Congrès ont reconnu que ce dernier ne discuterait pas avant 1948 les nouvelles sommes allouées pour les crédits promis à quelques pays européens.

Ainsi, il est devenu évident que l'Angleterre, la France et d'autres États de l'Europe occidentale, qui ont accepté le « schéma parisien de réalisation » du « plan Marshall », sont tombés eux-mêmes victimes du chantage américain.

Cependant, les tentatives de former un bloc occidental sous l'égide de l'Amérique continuent.

Il faut noter que la variante américaine du bloc occidental ne peut pas ne pas rencontrer de sérieuses oppositions, même dans les pays qui dépendent déjà des États-Unis, tels que l'Angleterre et la France.

La perspective de restaurer l'impérialisme allemand en tant que force réelle capable de s'opposer à la démocratie et au communisme en Europe ne peut séduire ni l'Angleterre ni la France.

Nous nous trouvons là en présence d'une des principales contradictions intérieures du bloc Angleterre-États-Unis-France. Visiblement, les monopoles américains, comme toute la réaction internationale, n'estiment pas que Franco ou encore les fascistes grecs soient un rempart un tant soit peu sûr des États-Unis contre l'U.R.S.S. et les nouvelles démocraties en Europe.

C'est pourquoi ils nourrissent des espoirs particuliers sur la restauration de l'Allemagne capitaliste, considérant qu'elle constituerait la plus importante garantie pour le succès de la lutte contre les forces démocratiques en Europe. Ils n'ont confiance ni dans les « travaillistes » en Angleterre, ni dans les socialistes en France,

estimant que, malgré toute leur complaisance, ils sont des « semi-communistes » n'ayant pas suffisamment mérité la confiance.

C'est pourquoi la question allemande, et en particulier celle du bassin de la Ruhr, base du potentiel militaire et industriel du bloc hostile à l'U.R.S.S., est la plus importante de la politique internationale et fournit un sujet de litige entre les États-Unis, l'Angleterre et la France.

Les appétits des impérialistes américains ne peuvent pas ne pas provoquer de sérieuses inquiétudes en Angleterre et en France.

Les États-Unis ont fait comprendre d'une manière non équivoque qu'ils veulent prendre la Ruhr aux Anglais.

Les impérialistes américains exigent aussi la fusion des trois zones d'occupation et veulent établir ouvertement l'isolement politique de l'Allemagne occidentale sous le contrôle américain.

Les États-Unis insistent pour que le niveau de production de l'acier soit élevé dans le bassin de la Ruhr sur la base du maintien des entreprises capitalistes sous l'égide des États-Unis.

Les crédits promis par Marshall pour la reconstruction de l'Europe sont compris à Washington de préférence comme aide aux impérialistes allemands.

Ainsi apparaît le « bloc occidental » qu'est en train de forger l'Amérique, non d'après le modèle du plan Churchill des États-Unis d'Europe, qui fut conçu comme instrument de la politique anglaise, mais comme protectorat américain dans lequel les États souverains d'Europe, y compris l'Angleterre elle-même, auront à jouer un rôle qui n'est pas si éloigné du rôle du fameux « 49e État d'Amérique ».

L'impérialisme américain traite l'Angleterre et la France de plus en plus insolentement et cyniquement. Les délibérations à deux et à trois sur les problèmes concernant la fixation du niveau de production industrielle de l'Allemagne

occidentale (Angleterre-Etats-Unis, Etats-Unis-France), qui enfreignent arbitrairement les décisions de Potsdam, prouvent en même temps que les États-Unis ne tiennent nullement compte des intérêts vitaux de leurs partenaires en pourparlers. L'Angleterre, et surtout la France sont obligées d'entendre le diktat américain et de l'accepter avec résignation.

La conduite de la diplomatie américaine à Londres et à Paris, sous maints aspects, rappelle celle que l'on observe en Grèce, où les représentants américains n'estiment plus du tout nécessaire de respecter les convenances, nomment et déplacent comme bon leur semble les ministres grecs et se conduisent en conquérants.

Ainsi, le nouveau plan de « dawisation » de l'Europe est, au fond, dirigé contre les intérêts fondamentaux des peuples d'Europe ; c'est un plan d'asservissement et d'assujettissement de l'Europe aux États-Unis.

Le « plan Marshall » est dirigé contre l'industrialisation des pays démocratiques de l'Europe et, par conséquent, contre les fondements de leur indépendance.

En son temps, le plan de « dawisation » de l'Europe fut mis en échec, alors que les forces de la résistance au plan Dawes étaient bien inférieures à celles d'aujourd'hui. Maintenant, dans l'Europe d'après-guerre, il existe un nombre parfaitement suffisant de forces, sans parler de l'Union Soviétique, qui, si elles manifestent leur volonté et leur décision, peuvent faire échec à ce plan d'asservissement.

Il n'est question pour les peuples d'Europe que de faire preuve de volonté de résistance, d'être prêts à la résistance.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., elle mettra toutes ses forces à empêcher la réalisation de ce plan.

L'appréciation que les pays du camp anti-impérialiste ont donnée du « plan Marshall » a été entièrement confirmée par la marche des événements.

Le camp des pays démocratiques s'est montré vis-à-vis du « plan Marshall » comme une force puissante qui veille à la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté de tous les peuples européens, une force qui ne se laisse pas influencer par le chantage et l'intimidation, et qui, de même, ne se laisse pas tromper par les fausses manœuvres de la diplomatie du dollar.

Le gouvernement soviétique n'a jamais fait d'objection à l'utilisation de crédits étrangers, en particulier américains, en tant que moyen capable d'accélérer le processus de la reconstruction économique. Cependant, l'Union Soviétique s'en tient toujours à ce principe que les conditions de crédit ne portent pas un caractère d'asservissement, ne conduisent pas à l'asservissement économique et politique de l'État débiteur par l'État créateur.

Ayant comme point de départ cette orientation politique, l'Union Soviétique a toujours défendu la position suivant laquelle les crédits étrangers ne doivent pas être l'instrument principal de la reconstitution de l'économie du pays.

La condition fondamentale et décisive de la reconstruction économique doit consister dans l'utilisation des ressources intérieures de chaque pays et dans la création de sa propre industrie.

Sur une telle base seulement peut être assurée l'indépendance du pays contre les atteintes de la part du capital étranger qui manifeste constamment sa tendance à utiliser le crédit comme instrument d'asservissement politique et économique.

Tel est précisément le « plan Marshall », dirigé contre l'industrialisation des pays européens et visant, par conséquent, à saper leur indépendance.

IV LES TACHES DES PARTIS COMMUNISTES POUR LE RASSEMBLEMENT DE TOUS LES ELEMENTS DEMOCRATIQUES, ANTIFASCISTES ET AMIS DE LA PAIX, DANS LA LUTTE CONTRE LES NOUVEAUX PLANS DE GUERRE ET D'AGRESSION

L'Union Soviétique défend inlassablement la thèse que les rapports politiques et économiques réciproques entre les différents États doivent s'élever exclusivement sur les principes d'égalité des droits de chaque État et le respect réciproque de leur souveraineté.

La politique extérieure soviétique, et en particulier les rapports économiques soviétiques avec les États étrangers sont basés sur le principe d'égalité des droits, assurant dans les accords conclus des avantages bilatéraux. Les traités avec l'U.R.S.S. constituent des accords réciproquement avantageux pour les parties contractantes.

Ils ne contiennent jamais rien qui pourrait porter atteinte à l'indépendance de l'État, à la souveraineté nationale des parties contractantes. Cette distinction fondamentale des accords de l'U.R.S.S. avec les autres États saute nettement aux yeux, surtout maintenant à la lumière des accords injustes, basés sur l'inégalité des droits, que les États-Unis concluent et préparent.

La politique commerciale extérieure de l'Union Soviétique ne connaît pas d'accords fondés sur l'inégalité des droits.

Bien plus, le développement des rapports économiques de l'U.R.S.S. avec tous les États intéressés montre sur quelle base doivent s'établir des rapports normaux entre les États.

Il suffit de rappeler les traités que l'U.R.S.S. a conduits récemment avec la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et la Finlande.

L'U.R.S.S. montre ainsi clairement les voies

dans lesquelles l'Europe peut trouver une issue à sa situation économique difficile. L'Angleterre pourrait bénéficier d'un tel traité si le gouvernement travailliste, subissant la pression du dehors, n'avait pas laissé tomber l'accord en préparation avec l'U.R.S.S.

C'est un mérite indiscutable de la politique extérieure de l'U.R.S.S. et des pays de la nouvelle démocratie d'avoir démasqué le plan américain d'asservissement économique des pays européens.

Il faut, en outre, tenir compte de la circonstance suivante : l'Amérique elle-même se trouve devant la menace d'une crise économique.

La générosité officielle de Marshall a ses propres causes sérieuses. Si les pays européens ne reçoivent pas de crédits américains, la demande de marchandises américaines de la part de ces pays va diminuer, ce qui contribuera de son côté à accélérer et à renforcer la crise économique qui s'approche aux États-Unis.

C'est pourquoi, si les pays européens font preuve de la maîtrise nécessaire et de la volonté de résister aux conditions asservissantes de crédit, l'Amérique pourra se voir obligée de reculer.

La dissolution du Komintern, répondant aux exigences du développement du mouvement ouvrier dans les conditions de la nouvelle situation historique, a joué son rôle positif.

Par la dissolution du Komintern, il a été mis fin pour toujours à la calomnie répandue par les adversaires du communisme et du mouvement ouvrier, à savoir que Moscou s'immisce dans la vie intérieure des autres États et que, soi-disant, les Partis Communistes des différents pays n'agissent pas dans l'intérêt de leur peuple, mais d'après les ordres du dehors.

Le Komintern avait été créé après la Première Guerre mondiale, quand les Partis Communistes étaient encore faibles, quand la liaison entre la classe ouvrière des différents pays était presque inexistante et quand les Partis Communistes n'avaient pas encore de

dirigeants du mouvement ouvrier généralement reconnus.

Le Komintern eut le mérite de rétablir et de raffermir les relations entre les travailleurs des différents pays, d'élaborer les positions théoriques du mouvement ouvrier dans les nouvelles conditions du développement d'après-guerre, d'établir les règles communes d'agitation et de propagande des idées du communisme et de faciliter la formation des dirigeants du mouvement ouvrier.

Ainsi ont été créées les conditions de la transformation des jeunes Partis Communistes en partis ouvriers de masse.

Cependant, à partir du moment où les partis communistes se transformèrent en partis ouvriers de masse, leur direction provenant d'un centre devenait impossible et non conforme au but.

On est arrivé à ceci que le Komintern, de facteur aidant au développement des Partis Communistes, avait commencé à se transformer en facteur freinant ce développement.

La nouvelle phase de développement des Partis Communistes exigeait de nouvelles formes de liaison entre les Partis. Ce sont ces circonstances qui ont déterminé la nécessité de la dissolution du Komintern et de l'organisation de nouvelles formes de liaison entre les Partis.

Pendant les quatre années qui se sont écoulées depuis la dissolution du Komintern, on enregistre un renforcement considérable des Partis Communistes, une extension de leur influence dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Asie. L'influence des Partis Communistes s'est accrue non seulement dans les pays de l'Europe orientale, mais également dans presque tous les pays de l'Europe qui avaient connu la domination fasciste, ainsi que dans les pays comme la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, la Finlande, etc., qui avaient connu l'occupation fasciste allemande. L'influence des communistes s'est renforcée tout particulièrement dans les pays de la nouvelle

démocratie, où les Partis Communistes sont devenus les partis les plus influents de ces États.

Pourtant, dans la situation actuelle des Partis Communistes, il y a aussi des faiblesses propres.

Certains camarades avaient considéré la dissolution du Komintern comme signifiant la liquidation de toutes les liaisons, de tout contact entre les Partis Communistes frères.

Or, comme l'expérience l'a démontré, une pareille séparation des Partis Communistes n'est pas juste, mais nuisible et foncièrement contre nature.

Le mouvement communiste se développe dans les cadres nationaux, mais, en même temps, il est placé devant des tâches et des intérêts communs aux Partis Communistes des différents pays.

En fait, on se trouve devant un tableau bien étrange : les socialistes, qui se démènent farouchement pour prouver que le Komintern avait soi-disant dicté des directives de Moscou aux communistes de tous les pays, ont reconstitué leur Internationale, tandis que les communistes s'abstiennent de se rencontrer, et encore plus, de se consulter sur les questions qui les intéressent mutuellement, et tout cela par crainte de la calomnie des ennemis au sujet de la « main de Moscou ».

Les représentants des différentes branches d'activité — les savants, les coopérateurs, les militants syndicaux, les jeunes, les étudiants — estiment qu'il est possible d'entretenir entre eux un contact international, de faire des échanges de leurs expériences et de se consulter sur les questions concernant leurs travaux, d'organiser des conférences et des délibérations internationales, tandis que les communistes, même ceux des pays qui ont des relations d'alliés, se sentent gênés d'établir entre eux des relations d'amitié.

Il n'y a pas de doute que pareille situation, si elle se prolonge, ne soit grosse de conséquences très nuisibles au développement du travail des

Partis frères.

Ce besoin de consultation et de coordination libre des activités des différents Partis est devenu particulièrement pressant, surtout maintenant, alors que la continuation de l'éparpillement pourrait conduire à l'affaiblissement de la compréhension réciproque et parfois même à des erreurs sérieuses.

[L'absence de liens entre nous, qui résulte dans un isolement mutuel, affaiblit indubitablement nos forces. En particulier, si on parle d'erreurs, il nous faut faire référence aux erreurs commises par les dirigeants des Partis Communistes de France et d'Italie envers la nouvelle campagne de l'impérialisme américain contre la classe ouvrière.

La direction du Parti Communiste français n'a pas démasqué et ne démasque pas de façon adéquate pour le peuple de son pays le plan Truman-Marshall, le plan américain d'esclavage de l'Europe, et de la France en particulier.

Le départ des communistes du Gouvernement Ramadier a été traité par le Parti Communiste comme un évènement domestique, alors que la véritable raison de l'expulsion des communistes du Gouvernement était que celle-ci avait été exigée par l'Amérique.

Il est à présent devenu assez évident que l'expulsion des communistes du Gouvernement était la condition préalable pour que la France reçoive des crédits américains.

Un crédit américain de 250 millions de dollars était le prix modeste payé par la France pour renoncer à sa souveraineté nationale.

Comment le Parti Communiste français a-t-il réagi face à cet acte honteux des cercles dirigeants de France qui ont vendu la souveraineté nationale du pays ?

Au lieu de dénoncer comme honteuse, comme une trahison de la défense de l'honneur et de l'indépendance de la patrie, la conduite des autres partis, socialistes inclus, le Parti Communiste français a réduit la question à un

problème de violation des pratiques démocratiques, qui s'exprimait par un empiètement sur les droits du parti le plus nombreux au Parlement français, alors que la violation de la tradition parlementaire était, dans ce cas, simplement le prétexte et non la cause.

Cet étouffement des raisons réelles pour lesquelles les communistes ont été exclus du Gouvernement constitue sans aucun doute une erreur sérieuse de la part de la direction du Parti Communiste français, et soit était dû à une mauvaise compréhension de la situation, et il est difficile de supposer que ça ait été le cas, soit les communistes français se sont laissés intimider par des arguments sur les intérêts « nationaux » de la France. Apparemment, les communistes craignaient qu'ils puissent être accusés de constituer un obstacle à l'octroi par l'Amérique d'un crédit à la France, et ainsi, de soi-disant nuire aux intérêts de leur pays.

De cette manière, les communistes ont cédé à un chantage qui leur reprochait de ne pas être suffisamment patriotique alors que la seule force patriotique en France aurait été le Parti Communiste, s'il avait démasqué la signification réelle du crédit américain, qui avait été conditionné à une modification de la composition du Gouvernement par l'exclusion des communistes, ce qui, partant, affaiblissait la souveraineté même de la France.

A cette occasion, le Parti Communiste français a cédé à la pression de la réaction, même s'il savait que cette pression était dictée par des forces impérialistes hostiles au peuple français.

Les communistes français auraient dû se présenter fièrement devant le peuple, dévoilant le rôle de l'impérialisme américain qui avait ordonné à la France d'expulser les communistes du Gouvernement national et expliquer au peuple qu'il ne s'agissait pas simplement d'une autre « crise gouvernementale », pas d'une simple violation des traditions parlementaires (bien que cela soit aussi significatif en tant que

caractéristique de la crise de la démocratie bourgeoise), mais d'un cas d'ingérence étrangère dans les affaires françaises, une abrogation de l'indépendance politique de la France, une vente de la souveraineté de la nation par les socialistes français.

Il est déplorable que les dirigeants responsables des communistes français aient échoué jusqu'ici à expliquer au peuple français et à l'opinion publique mondiale dans son ensemble la cause sous-jacente de ces événements qui ont eu lieu en France, et le rôle honteux joué dans cette question par les socialistes français.

Les communistes français ont accusé les socialistes de « glissement vers la droite ». Mais quel glissement vers la droite peut-il y avoir eu ? Blum a-t-il jamais été de gauche ? Nous savons que Blum n'a jamais été de droite ni de gauche mais a toujours été, est et restera un serviteur loyal de la bourgeoisie, une courroie de transmission de l'influence de celle-ci dans le mouvement ouvrier.

En conséquence, il ne saurait glisser nulle part, et les camarades français ont évidemment échoué à discerner suffisamment clairement les manœuvres des dirigeants socialistes.

La triste expérience de la France a servi de signal pour une « crise gouvernementale » en Italie.

Exactement comme en France, la source principale de cette « crise gouvernementale », créée artificiellement, était la question d'un crédit américain et la présentation par les cercles impérialistes américains, comme un préliminaire à celui-ci, d'une exigence d'expulsion des communistes du Gouvernement.

La presse italienne de droite a dévoilé ce secret sans vraiment de honte. « Si nous voulons vivre, écrivait le journal de droite italien *Buon Senso*, nous devons obtenir un prêt des U.S.A. » De cela, le journal tirait la conclusion : « La crise doit être résolue de façon à nous permettre de recevoir le crédit dont nous avons besoin.

Les arguments contraires sont sans fondement. Nous devons comprendre ce qui s'est passé en France, où les socialistes ont rompu avec les communistes et où ces derniers se sont laissés expulser des postes ministériels sans faire de scandale. »

L'annonce de la décision de De Gasperi d'expulser les représentants du Parti Communiste italien du Gouvernement a provoqué les masses et a causé de multiples protestations. Mais malheureusement, on n'a pas soutenu ni dirigé suffisamment cette initiative des masses.

La conclusion qu'il faut tirer est que, en Italie comme en France, en surestimant les forces de la réaction, les communistes ont été les victimes de l'intimidation et du chantage impérialiste.

Ils ont sous-estimé leurs propres forces, les forces de la démocratie, la volonté des masses de défendre les droits nationaux et intérêts fondamentaux de leurs pays.

C'est d'autant plus décevant que tant les Partis Communistes français qu'italien ont démontré, dans des conditions difficiles, leur capacité à rallier autour de la bannière communiste les larges masses de la classe ouvrière, les paysans pauvres et l'intelligentsia.]

Puisque la plus grande partie des dirigeants des partis socialistes (surtout les travaillistes anglais et les socialistes français) se comporte comme agents de cercles impérialistes des États-Unis d'Amérique, c'est aux Partis Communistes qu'incombe le rôle historique particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe et de démasquer résolument tous les auxiliaires intérieurs de l'impérialisme américain.

En même temps, les communistes doivent soutenir tous les éléments vraiment patriotiques qui n'acceptent pas de laisser porter atteinte à leur patrie, qui veulent lutter contre l'asservissement de leur patrie au capital étranger et pour la sauvegarde de la

souveraineté nationale de leur pays.

Les communistes doivent être la force dirigeante qui entraîne tous les éléments antifascistes épris de liberté à la lutte contre les nouveaux plans expansionnistes américains d'asservissement de l'Europe.

Il importe de considérer qu'il y a très loin du désir des impérialistes de déclencher une nouvelle guerre à la possibilité d'organiser une telle guerre.

Les peuples du monde entier ne veulent pas la guerre.

Les forces attachées à la paix sont si grandes et si puissantes qu'il suffirait qu'elles fassent preuve de ténacité et de fermeté dans la lutte pour le défense de la paix pour que les plans des agresseurs subissent un fiasco total.

Il ne faut pas oublier que le bruit fait par les agents impérialistes autour des dangers de guerre tend à intimider les gens sans fermeté ou ceux à nerfs faibles, afin de pouvoir, au moyen du chantage, obtenir des concessions en faveur de l'agresseur.

Actuellement, le danger principal pour la classe ouvrière consiste en la sous-estimation de ses propres forces et en la surestimation des forces de l'adversaire.

De même que, dans le passé, la politique munichoise a encouragé l'agression hitlérienne, de même aujourd'hui, les concessions à la nouvelle orientation des États-Unis d'Amérique et du camp impérialiste, peuvent inciter ses inspirateurs à devenir plus insolents et plus agressifs.

C'est pourquoi les Partis Communistes doivent se mettre à la tête de la résistance dans tous les domaines — gouvernemental, économique et idéologique — aux plans impérialistes d'expansion et d'agression.

Ils doivent serrer leurs rangs, unir leurs efforts sur la base d'une plate-forme anti-impérialiste et démocratique commune, et rallier autour d'eux toutes les forces démocratiques et

patriotiques du peuple.

Une tâche particulière incombe aux Partis Communistes frères de France, d'Italie, d'Angleterre et des autres pays. Ils doivent prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leurs propres pays. Si les Partis Communistes frères restent fermes sur leurs positions, s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage, s'ils se comportent résolument en sentinelles de la paix durable et de la démocratie populaire, de la souveraineté nationale, de la liberté et de l'indépendance de leur pays, s'ils savent, dans leur lutte contre les tentatives d'asservissement économique et politique de leur pays, se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe ne pourra être réalisé.

[Parce que l'Union Soviétique se tient à la tête de la résistance aux nouvelles tentatives d'expansion impérialiste, les Partis Communistes frères doivent partir de la considération suivante : tout en renforçant leur situation politique dans leurs propres pays, c'est en même temps dans leur intérêt de renforcer la puissance de l'Union Soviétique, comme bastion principal de la démocratie et du socialisme.

Cette politique de soutien à l'Union Soviétique, en tant que force dirigeante dans la lutte pour une paix ferme et durable, dans la lutte pour la démocratie, doit être poursuivie par les Partis Communistes de façon honnête et franche.

Il faut souligner aussi fermement que possible que les efforts des Partis Communistes frères pour renforcer l'U.R.S.S. coïncident avec les intérêts vitaux de leurs propres pays.

Il est impossible d'accepter comme correcte l'insistance constante de certaines figures dirigeantes des Partis Communistes frères sur leur indépendance vis-à-vis de Moscou.

Il ne s'agit pas d'une question

d'indépendance, car Moscou n'a mis et ne souhaite mettre personne dans une situation de dépendance.

L'insistance délibérée sur cette « indépendance » de Moscou, ce « renoncement » de Moscou, revient essentiellement à de la servilité, à de l'opportunisme envers ceux pour qui Moscou est l'ennemi.

Les Partis Communistes ne doivent pas avoir peur de proclamer bruyamment qu'ils soutiennent la politique pacifiste et démocratique de Moscou, ils ne doivent pas avoir peur de déclarer que la politique de l'Union Soviétique coïncide avec les intérêts des autres peuples épris de paix.]

{Il faut aussi faire mention des erreurs « de gauche », si on peut utiliser ce terme, liées à la critique de l'aide soi-disant insuffisante offerte par l'Union Soviétique aux pays amis, et à l'affirmation d'exigences non fondées concernant l'étendue de cette aide.

Des erreurs de ce type ont été commises, en particulier dans les pays de nouvelle démocratie comme la Yougoslavie, et se manifestent par des déclarations selon lesquelles l'U.R.S.S., soi-disant sur base de considérations de haute politique, non désireuse d'endommager ses relations avec les grandes puissances, ne lutte pas avec suffisamment d'énergie pour soutenir les demandes des petits pays, en particulier la Yougoslavie.

Une critique comme celle-là naît de la sous-estimation de la grande importance et du grand rôle de l'Union Soviétique, qui ne peut pas et ne doit pas disperser des forces qui sont nécessaires pour des conflits plus importants.

Les exigences envers l'Union Soviétique selon lesquelles elle devrait, partout et dans tous les cas, soutenir n'importe quelle demande, même au prix d'amoindrir ses propres positions, sont sans fondement.}

Annexe 3.2

Kominform: Déclaration sur les problèmes de la situation internationale (1947)

DECLARATION SUR LES PROBLEMES DE LA SITUATION INTERNATIONALE

Les représentants du Parti Communiste de Yougoslavie, du Parti Ouvrier Bulgare (communiste), du Parti Communiste de Roumanie, du Parti Communiste Hongrois, du Parti Ouvrier Polonais, du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., du Parti Communiste Français, du Parti Communiste de Tchécoslovaquie et du Parti Communiste d'Italie, après avoir échangé leurs vues sur les problèmes de la situation internationale, se sont mis d'accord sur la déclaration suivante :

Dans la situation internationale résultant de la Deuxième Guerre mondiale et de la période d'après-guerre, des changements essentiels sont intervenus.

Ces changements sont caractérisés par une nouvelle disposition des forces politiques fondamentales agissant sur l'arène internationale, par la modification des rapports entre les États vainqueurs dans la Seconde Guerre mondiale, par un nouveau regroupement de ces États.

Pendant la guerre contre l'Allemagne et le Japon, les États alliés marchaient ensemble et constituaient un seul camp. Cependant, il existait déjà dans le camp des alliés une différence dans la détermination des buts de la guerre, ainsi que dans la détermination des tâches relatives à l'organisation du monde après la guerre.

Pour l'Union Soviétique et pour les autres pays démocratiques, les buts fondamentaux de la guerre comportaient le rétablissement, l'affermissement des régimes démocratiques en Europe, la liquidation du fascisme, les mesures

propres à prévenir la possibilité d'une nouvelle guerre d'agression de la part de l'Allemagne, l'établissement d'une coopération dans tous les domaines et pour une longue période entre les peuples d'Europe.

Les États-Unis d'Amérique et en accord avec eux l'Angleterre se fixaient d'autres buts de guerre, notamment l'éviction de leur concurrents sur les marchés (l'Allemagne, le Japon) et l'instauration de leur propre hégémonie. Ce désaccord dans la détermination des buts de la guerre et des tâches relatives à l'organisation du monde après la guerre n'a cessé de s'approfondir depuis la fin des hostilités.

Deux lignes politiques opposées se sont manifestées : à l'un des pôles, la politique de l'U.R.S.S. et des autres pays démocratiques, qui vise à saper l'impérialisme et à renforcer la démocratie ; au pôle opposé, la politique des États-Unis et de l'Angleterre, qui vise à renforcer l'impérialisme et à étrangler la démocratie.

Et parce que l'U.R.S.S. et les démocraties nouvelles sont devenues un obstacle à la réalisation des plans impérialistes de lutte pour la domination mondiale et pour l'écrasement des mouvements démocratiques, une croisade est organisée contre elles. Cette croisade s'accompagne de menaces d'une nouvelle guerre de la part des hommes politiques impérialistes les plus acharnés des États-Unis et de l'Angleterre.

Ainsi deux camps se sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste et antidémocratique, qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme.

La lutte entre ces deux camps, entre le camp impérialiste et le camp anti-impérialiste, se déroule dans les conditions de l'accentuation

continue de la crise générale du capitalisme, de l'affaiblissement des forces du capitalisme et de l'affermissement des forces du socialisme et de la démocratie.

C'est pour cela que le camp impérialiste et sa force dirigeante, les États-Unis, déploient une activité particulièrement agressive. Cette activité se développe à la fois sur tous les plans : sur le plan militaire et stratégique, sur le plan de l'expansion économique et sur le plan de la lutte idéologique. Le plan Truman-Marshall constitue seulement la partie européenne de la politique d'expansion que les États-Unis réalisent dans toutes les parties du monde.

Au plan d'asservissement économique et politique de l'Europe par l'impérialisme américain s'ajoutent des plans d'asservissement économique et politique de la Chine, de l'Indonésie, des pays de l'Amérique du Sud. Les États-Unis préparent les agresseurs d'hier — les magnats capitalistes de l'Allemagne et du Japon — à jouer un nouveau rôle, le rôle d'instrument de la politique impérialiste des États-Unis en Europe et en Asie.

Le camp impérialiste a recours aux moyens tactiques les plus variés où se conjuguent la menace de l'emploi direct de la force, le chantage et les violences, toutes sortes de mesures de pression politique et économique, la corruption, l'utilisation des contradictions intérieures et des querelles pour renforcer les positions impérialistes. Tout cela est dissimulé sous le masque du libéralisme et du pacifisme en vue de tromper et de prendre au piège les gens sans expérience politique.

Parmi les moyens tactiques des impérialistes, une place particulière revient à l'utilisation de la politique de trahison des socialistes de droite du type Blum en France, Attlee et Bevin en Angleterre, Schumacher en Allemagne, Renner et Scherf en Autriche, Saragat en Italie, etc. Ils s'efforcent de dissimuler le caractère de brigandage de la politique impérialiste sous le masque de la démocratie et d'une phraséologie socialiste alors qu'ils ne sont en fait que les

auxiliaires fidèles des impérialistes en suscitant la désagrégation dans les rangs de la classe ouvrière et en empoisonnant la conscience de cette dernière. Ce n'est pas par hasard que la politique extérieure de l'impérialisme anglais a trouvé en la personne de Bevin, son serviteur le plus conséquent et le plus zélé.

Dans ces conditions, le camp anti-impérialiste et démocratique se trouve devant la nécessité de s'unir, de se mettre librement d'accord sur un plan d'action commune, d'élaborer sa tactique contre les forces principales du camp impérialiste, contre l'impérialisme américain, contre ses alliés anglais et français, contre les socialistes de droite, avant tout en Angleterre et en France.

Les efforts de l'ensemble des forces démocratiques anti-impérialistes de l'Europe sont nécessaires pour mettre en échec le plan d'agression impérialiste. Les socialistes de droite se comportent en traîtres.

A l'exception de ceux des pays de démocratie nouvelle, où le bloc des communistes et des socialistes avec les autres partis progressifs et démocratiques constitue la base de la résistance de ces pays aux plans impérialistes, les socialistes dans la plupart des autres pays et, avant tout, les socialistes français, et les labouristes anglais — Ramadier, Blum, Attlee et Bevin — facilitent par leur complaisance la tâche du capital américain, l'incitent aux actes de violence et conduisent leurs propres pays à l'état de vassaux dépendant des États-Unis. Dans ces conditions, les partis communistes ont pour devoir essentiel de prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leur propre pays.

Si les partis communistes restent fermes sur leurs positions, s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage, s'ils se comportent résolument en sentinelles de la démocratie, de la souveraineté, de la liberté et de l'indépendance de leurs pays, s'ils savent dans leur lutte contre les tentatives

d'asservissement économique et politique se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur national et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe et de l'Asie ne pourra être réalisé.

Telle est, à l'heure actuelle, une des tâches principales des partis communistes.

Il importe de considérer qu'il y a très loin entre le désir des impérialistes de déclencher une nouvelle guerre et la possibilité d'organiser une telle guerre. Les peuples du monde entier ne veulent pas la guerre. Les forces attachées à la paix sont si grandes et si puissantes qu'il suffirait qu'elles fassent preuve de ténacité et de fermeté dans la lutte pour la défense de la paix pour que les plans des agresseurs subissent un fiasco total. Il ne faut pas oublier que le bruit fait par les agents impérialistes autour des dangers de guerre tend à intimider les gens sans fermeté ou ceux à nerfs faibles, afin de pouvoir, au moyen du chantage, obtenir des concessions en faveur de l'agresseur.

Le danger principal pour la classe ouvrière consiste actuellement dans la sous-estimation de ses propres forces et dans la surestimation des forces du camp impérialiste. De même que, dans le passé, la politique munichoise a encouragé l'agression hitlérienne, de même aujourd'hui, les concessions à la nouvelle politique des États-Unis, au camp impérialiste, peuvent inciter ses inspirateurs à devenir plus insolents et plus agressifs.

C'est pourquoi les partis communistes doivent se mettre à la tête de la résistance dans tous les domaines — gouvernemental, politique, économique et idéologique — aux plans impérialistes d'expansion et d'agression. Ils doivent serrer leurs rangs, unir leurs efforts sur la base d'une plate-forme anti-impérialiste et démocratique commune et rallier autour d'eux, toutes les forces démocratiques et patriotiques du peuple.

Annexe 3.3**Kominform: sur l'échange des expériences et la coordination (1947)****RESOLUTION SUR L'ECHANGE DES EXPERIENCES ET LA COORDINATION DE L'ACTIVITE DES PARTIS REPRESENTES A LA CONFERENCE**

La Conférence constate que l'absence de contacts entre les Partis Communistes qui y sont représentés comporte dans la situation de sérieux inconvénients.

L'expérience a prouvé qu'un tel manque de liaison entre les Partis Communistes est grandement dommageable et ne saurait se justifier. La nécessité de l'échange des expériences et d'une coordination librement consentie de l'action des partis intéressés, revêt en ce moment une acuité particulière dans les conditions compliquées de la situation d'après-guerre où l'absence d'une liaison entre Partis Communistes peut conduire à une situation préjudiciable à la classe ouvrière.

En conséquence, les participants à la Conférence se sont mis d'accord sur ce qui suit :

1. Il sera créé un Bureau d'Information des représentants du Parti Communiste de Yougoslavie, du Parti Ouvrier Bulgare (communiste), du Parti Communiste de Roumanie, du Parti Communiste Hongrois, du Parti Ouvrier Polonais, du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., du Parti Communiste Français, du Parti Communiste de Tchécoslovaquie, du Parti Communiste d'Italie.

2. Le Bureau d'Information aura pour tâche d'organiser l'échange des expériences et, en cas de nécessité, la coordination de l'activité des Partis Communistes sur la base d'un libre consentement.

3. Le Bureau d'Information sera composé de représentants des Comités Centraux à raison de

deux pour chacun d'eux. Les délégués des Comités Centraux doivent être nommés et remplacés par les Comités Centraux intéressés.

4. Le Bureau d'Information éditera un organe bimensuel, et plus tard, hebdomadaire. L'organe sera édité en français et en russe et, dans la mesure des possibilités, en d'autres langues.

5. Le siège du Bureau d'Information est fixé à Belgrade.

Annexe 3.4**Kominform: Le devoir essentiel des Partis Communistes (1947)****COMMUNIQUE SUR LA CONFERENCE D'INFORMATION DES REPRESENTANTS DE QUELQUES PARTIS COMMUNISTES**

LE DEVOIR ESSENTIEL DES PARTIS COMMUNISTES :

DEFENDRE, CONTRE LES PLANS IMPERIALISTES D'EXPANSION ET D'AGRESSION, L'HONNEUR ET LA SOUVERAINETE DE LEURS PAYS

A la fin du mois de septembre s'est tenue en Pologne une Conférence d'information avec la participation des partis suivants : le Parti Communiste de Yougoslavie : camarades E. Kardelj et M. Djilas ; le Parti Ouvrier Bulgare (communiste) : camarades V. Tchervenkov et V. Poptomov ; le Parti Communiste de Roumanie : camarades G. Dej et A. Pauker ; le Parti Communiste Hongrois : camarades M. Farkache et I. Reval ; le Parti Ouvrier Polonais : camarades W. Gomulka et H. Minc ; le Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. : camarades A. Jdanov et G. Malenkov ; le Parti Communiste Français : camarades J. Duclos et E. Fajon ; le Parti Communiste de

Tchécoslovaquie : camarades R. Slanski et S. Bastovanski ; le Parti Communiste d'Italie : camarades L. Longo et E. Reale.

Les participants à la conférence ont entendu des rapports d'information sur l'activité des Comités Centraux des Partis représentés à la Conférence : pour le Parti Communiste de Yougoslavie, des camarades E. Kardelj et M. Djilas ; pour le Parti Ouvrier Bulgare (communiste), du camarade V. Tchervenkov ; pour le Parti Communiste de Roumanie, du camarade G. Dej ; pour le Parti Communiste Hongrois, du camarade I. Reval ; pour le Parti Ouvrier Polonais, du camarade W. Gomulka ; pour le Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., du camarade G. Malenkov ; pour le Parti Communiste Français, du camarade J. Duclos ; pour le Parti Communiste de Tchécoslovaquie, du camarade R. Slanski ; et pour le Parti Communiste d'Italie, du camarade L. Longo.

Ayant procédé à un échange de vues sur lesdits rapports, les participants à la conférence ont décidé d'examiner la situation internationale, ainsi que le problème de l'échange des expériences et de la coordination de l'activité des partis communistes représentés à la conférence.

Le rapport sur la situation internationale a été présenté par le camarade A. Jdanov. Les participants à la conférence ont échangé leurs opinions sur ledit rapport et constaté leur accord complet dans l'appréciation de la situation internationale actuelle et des tâches qui en découlent, après quoi ils ont adopté à l'unanimité une déclaration sur les problèmes de la situation internationale.

Le rapport sur l'échange des expériences et la coordination de l'activité des partis communistes a été présenté par le camarade W. Gomulka. En ce qui concerne ce problème, constatant les effets négatifs qui découlent de l'absence de contacts entre les partis représentés à la conférence, et tenant compte de la nécessité de l'échange mutuel de leurs expériences, la

conférence a décidé la création d'un Bureau d'Information.

Le Bureau d'Information sera constitué de représentants des Comités Centraux des partis nommés ci-dessus.

Les tâches du Bureau d'Information consistent dans l'organisation de l'échange des expériences entre les partis intéressés et, en cas de nécessité, dans la coordination de leur activité sur la base d'un libre consentement.

Il a été décidé qu'un organe sera édité par le Bureau d'Information.

Le siège du Bureau d'Information et de la rédaction de son organe a été fixé à Belgrade.

4. Le PC de Yougoslavie aux mains des assassins et des espions

Les réussites des Fronts populaires amènent une première grande contradiction au sein du mouvement communiste. Il existe en effet une perspective pour la réaction : utiliser ce Front contre le Parti Communiste.

C'est ce qui s'est passé en Yougoslavie, où le Parti Communiste est dissous, littéralement, dans le Front National ; le Parti Communiste de Yougoslavie devient une sorte de société secrète, il n'existe plus du tout de manière publique.

Dans la foulée, des bons rapports sont établis avec les pays impérialistes, et la perspective de la collectivisation des terres est rejetée. La socialisation de l'industrie cède également la place aux conceptions « autogestionnaires ». Bientôt, les partisans de la ligne rouge - 250 000 personnes - seront placés en camp par le régime dirigé par Tito.

Les faits ont été documenté notamment par le Parti Communiste de Chine dans son document de septembre 1963, « La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ? A propos de la lettre ouverte du comité central du PCUS ».

Le régime titiste va également mettre en avant le thème des « non alignés », du troisième camp, rejetant le camp socialiste et aussi, prétendument, le camp impérialiste.

Comme le constate un article de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, en octobre 1949 :

« Le but principal de ces affirmations – c'est-à-dire des thèses titistes – est de « prouver » qu'il est possible de faire la révolution dans les différents pays et de libérer les peuples coloniaux du joug impérialiste, non pas sur la base du rassemblement des forces de la classe ouvrière internationale, de toutes les masses exploitées et des peuples coloniaux, mais dans une lutte isolée des peuples des différents pays et des colonies sans aucune liaison avec la lutte générale du prolétariat mondial contre l'impérialisme. »

Enfin, le régime titiste trahissait ce faisant également le Parti Communiste de Grèce, en pleine insurrection contre le régime anglo-américain ; la Yougoslavie ferma ses frontières aux forces partisans, mais pas aux troupes réactionnaires qui purent ainsi les prendre à revers.

En conséquence, au début du processus de rupture, en mars et en mai 1948, deux lettres sont envoyées au nom du Comité Central du Parti Communiste (bolchévik) de l'URSS au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie.

Devant la position yougoslave toujours plus opposée aux positions communistes, les contradictions sont exposées publiquement par une résolution du Kominform lui-même, en juin 1948, qui affirme que

« la direction du Parti Communiste de Yougoslavie suit, ces derniers temps, dans les questions principales de la politique extérieure et intérieure, une ligne fautive représentant l'abandon de la doctrine marxiste-léniniste. »

Selon le Kominform,

« les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie glissent de la voie marxiste-léniniste dans la voie du parti des koulaks [paysans riches] et des populistes sur la question du rôle dirigeant de la classe ouvrière, en affirmant que les paysans constituaient 'la base la plus solide de l'État yougoslave' ».

Le régime titiste affirmait en effet déjà être sur la voie du socialisme, et avoir donc dépassé les antagonismes de classe, alors qu'en fait la lutte des classes s'intensifiait dans les campagnes où régnait de fait la propriété privée, la petite production engendrant systématiquement le capitalisme.

Par conséquent,

« le Bureau d'Information est unanime à conclure que les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie, par leurs vues anti-soviétiques et anti-Parti, incompatibles avec le marxisme-léninisme, par toute leur conduite et leur refus de participer à la session du Bureau d'Information, se sont mis dans l'opposition envers les Partis Communistes affiliés au Bureau d'Information, qu'ils se sont engagés dans la voie de la division du front unique socialiste contre l'impérialisme, dans la voie de la trahison de la cause de la solidarité internationale des travailleurs et du passage aux positions du nationalisme. »

Le régime titiste accentua toujours davantage son positionnement anti-communiste, aussi le

Kominform formula une résolution totalement nette, en novembre 1949. Intitulée « Le Parti Communiste de Yougoslavie aux mains des assassins et des espions », on y lit entre autres :

« Si, dans sa conférence de juin 1948, le Bureau d'Information des Partis Communistes a constaté le passage de la clique Tito-Rankovitch de la démocratie et du socialisme au nationalisme bourgeois, la période écoulée depuis cette conférence du Bureau d'Information a vu s'achever le passage de cette clique du nationalisme bourgeois au fascisme et à la trahison directe des intérêts nationaux de la Yougoslavie.

Les événements des derniers temps ont montré que le gouvernement yougoslave se trouve dans l'entière dépendance des cercles impérialistes étrangers et s'est transformé en un instrument de leur politique agressive, ce qui a abouti à la liquidation de l'indépendance et de la souveraineté de la République yougoslave.

Le Comité Central du Parti Communiste et le gouvernement de Yougoslavie se sont liés complètement aux cercles impérialistes contre l'ensemble du camp du socialisme et de la démocratie, contre les Partis Communistes du monde entier, contre les pays de démocratie populaire et l'URSS.

La clique des espions et des assassins à gages de Belgrade s'est ouvertement acoquinée avec la réaction impérialiste et s'est mise à son service, ainsi que l'a révélé en toute clarté le procès de Rajk et de Brankov à Budapest. Ce procès a montré que les gouvernants yougoslaves actuels sont passés du camp de la démocratie et du socialisme à celui du capitalisme et de la réaction, sont devenus les complices directs des auteurs d'une nouvelle guerre et s'efforcent, par leurs actes de trahison, de mériter les louanges et de gagner les faveurs des impérialistes.

Le passage de la clique Tito au fascisme n'est pas l'effet du hasard ; il s'est effectué sur l'ordre des maîtres de cette clique, les impérialistes anglo-américains, à la solde desquels elle est depuis longtemps, ainsi que cela vient d'être révélé.

C'est pour exécuter la volonté des impérialistes que les traîtres yougoslaves

se sont assigné le but de créer, dans les pays de démocratie populaire, des bandes politiques composées d'éléments réactionnaires, nationalistes, cléricaux et fascistes, afin de faire, avec leur appui, des coups d'Etat contre-révolutionnaires dans ces pays, de détacher ces pays de l'Union soviétique et de tout le camp socialiste et de les soumettre aux forces de l'impérialisme.

La clique Tito a fait de Belgrade un centre américain d'espionnage et de propagande anti-communiste. »

La victoire était complète : la ligne titiste était écrasée.

Annexe 4.1

Lettre de Staline et Molotov à Tito et au CC du PC yougoslave (mars 1948)

Dans votre lettre, vous exprimez, le désir que nous vous communiquions quels sont les autres faits qui provoquent le mécontentement de l'URSS et qui entraînent l'aggravation des rapports entre l'URSS et la Yougoslavie.

De tels faits existent, en réalité, et bien qu'ils soient étrangers au rappel des conseillers civils et militaires, nous estimons nécessaire de vous les communiquer.

Premièrement. Nous savons que, parmi les camarades dirigeants en Yougoslavie, circulent des déclarations antisoviétiques telles que par exemple « le PC (b) dégénère », qu'« en URSS règne un chauvinisme de grande puissance », que « l'URSS aspire à subjuguier économiquement la Yougoslavie », que « le Kominform est un instrument du PC (b) pour subjuguier les autres partis » et ainsi de suite. Ces déclarations antisoviétiques se dissimulent généralement derrière des phrases gauchistes, comme quoi « le socialisme en URSS a cessé d'être révolutionnaire », que seule la Yougoslavie est le véritable champion du «

socialisme révolutionnaire ».

Certes, il est ridicule d'entendre de pareilles histoires sur le PC (b) venant de marxistes douteux du type Djilas, Voukmanovitch, Kidritch, Rankovitch et autres.

Mais il s'agit ici du fait que ces déclarations circulent depuis longtemps parmi de nombreux travailleurs dirigeants de Yougoslavie et qu'on continue à en faire, ce qui naturellement crée une atmosphère antisoviétique qui aggrave les rapports entre le PC (b) et le PCY.

Nous reconnaissons sans condition le droit au parti communiste yougoslave de même qu'à chaque parti communiste, de critiquer le PC (b) comme le PC (b) a également le droit de critiquer tout autre parti communiste. Mais le marxisme exige que la critique soit franche et honnête, et non dissimulée et calomnieuse, privant celui qui est critiqué de la possibilité de répondre.

Cependant, la critique de la part des dirigeants yougoslaves n'est ni franche ni honnête, mais de derrière les coulisses et malhonnête. C'est une critique hypocrite car, tout en discréditant par leur « critique » le PC (b) derrière son dos, les dirigeants yougoslaves le vantent publiquement et relèvent jusqu'aux cieux.

C'est justement pourquoi une semblable critique devient calomnieuse, une tentative de discréditer le PC (b), une tentative de détrôner le système soviétique.

Nous ne doutons pas que les masses yougoslaves du parti rejetteraient avec indignation cette critique antisoviétique, comme leur étant étrangère et hostile, si elles pouvaient seulement supposer son existence.

Nous pensons que les dirigeants yougoslaves en question s'efforcent, justement à cause de cela, de faire ces critiques secrètement, dans les coulisses, derrière le dos des masses. Il n'est pas inutile de rappeler que. Lorsqu'il entreprit de déclarer la guerre au PC (b), Trotsky commenta également par accuser le PC (b) de

dégénérescence, d'étroitesse nationaliste, de chauvinisme.

Bien entendu, il dissimulait tout cela derrière des phrases gauchistes sur la révolution mondiale.

Néanmoins, on sait que Trotsky était un renégat, et que plus tard, étant démasqué, il passa ouvertement au camp des ennemis jurés du PC (b) et de l'Union soviétique. Nous pensions que la carrière politique de Trotsky était suffisamment instructive.

Deuxièmement.

La situation actuelle du Parti communiste yougoslave suscite nos craintes.

Le fait que le Parti communiste de Yougoslavie, tout en étant le parti dirigeant, n'est toujours pas complètement légalisé, qu'il se trouve toujours dans une position semi-légale, laisse une impression étrange.

Les décisions des organes du Parti ne sont généralement pas publiées dans la presse. On ne publie également pas de rapports sur les réunions du Parti.

Dans la vie du Parti communiste de Yougoslavie on ne sent pas de démocratie intérieure.

Le CC du Parti, dans sa majorité, n'est pas élu mais coopté. Il n'y a pas de critique et d'autocritique dans le Parti, ou presque pas. Il est caractéristique que le secrétaire administratif du Parti est ministre de la Sûreté d'État, en d'autres termes, les cadres du Parti sont mis sous la surveillance du ministre de la Sûreté d'État. Selon la théorie marxiste, le parti doit contrôler tous les organes d'État du pays, et parmi eux le ministre de la Sûreté d'État également.

Or en Yougoslavie c'est l'inverse, puisqu'en réalité c'est le parti qui est contrôlé par le ministre de la Sûreté d'État. C'est ce qui explique probablement le fait que l'initiative des masses du parti en Yougoslavie n'est pas ce

qu'elle devrait être. Il est compréhensible que nous ne pouvons pas considérer une telle organisation du parti communiste comme marxiste léniniste, comme bolchevique.

Dans le Parti communiste de Yougoslavie on ne sent pas l'esprit d'une politique de lutte de classe.

L'accroissement des éléments capitalistes dans les campagnes comme dans les villes avance à grand pas, et la direction du parti ne prend aucune mesure pour limiter les éléments capitalistes.

Le Parti communiste de Yougoslavie se berce dans l'illusion de la théorie opportuniste pourrie d'une intégration pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme, théorie empruntée à Bernstein, Folmar, Bukharine. Selon la théorie marxiste-léniniste, le parti est considéré comme la force dirigeante fondamentale d'un pays, possédant son programme propre et ne se diluant pas dans la masse des sans parti.

En Yougoslavie au contraire, c'est le Front populaire qui est considéré comme la force dirigeante fondamentale tandis qu'on tend à diluer le parti dans le Front populaire.

Dans son discours au second Congrès du Front populaire de Yougoslavie, le camarade Tito a dit : « Le Parti communiste de Yougoslavie a-t-il un autre programme, différent de celui du Front populaire ? Non. Le Parti communiste n'a pas d'autre programme. Le programme du Front populaire est son programme. »

La Yougoslavie, il se trouve que l'on considère cette bizarre théorie comme une théorie nouvelle. Mais en réalité, il n'y a là rien de nouveau.

En Russie, il y a déjà 40 ans, une partie des menchéviks proposait que le parti marxiste se dissolve dans l'organisation ouvrière de masse sans parti et que le premier soit remplacé par la seconde ; l'autre partie des menchéviks proposait que le parti marxiste se dissolve dans

l'organisation de masse sans parti travailleurs ouvriers et paysans, et que le premier soit remplacé par la seconde. On sait que Lénine qualifia alors ces menchéviks de méchants opportunistes et de liquidateurs du parti. [...]

Ces faits, ainsi qu'il a déjà été dit, ne sont pas liés à la question du rappel des techniciens militaires et civils, mais cela ne veut pas dire qu'ils louent pour cela un rôle moindre dans l'aggravation des rapports entre nos pays.

Le Comité Central du PC(b)

Annexe 4.2

Lettre de Staline et Molotov au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie (mai 1948)

Vos lettres du 17 mai 1943 et du 20 mai 1943, portant les signatures des camarades Tito et Kardelj ont été reçues.

Le CC du PC (b) estime que les dirigeants du Parti communiste yougoslave font avec ces lettres un nouveau pas sur la voie qui aggrave les erreurs de principe les plus grossières dont le CC du PC (b) a souligné le danger et la nuisance dans sa lettre du 4 mai 1943.

1. Les camarades Tito et Kardelj écrivent qu'ils se sentent « si inégaux en droits, qu'il nous est impossible d'accepter que cette affaire soit débattue devant le Komform », et ils se permettent de nouveau d'insinuer que c'est le CC du PC (b) qui les a mis dans cette position.

Le CC du PC (b) estime qu'il n'y a pas la moindre parcelle de vérité dans cette affirmation. Il n'y a aucune inégalité en droits du parti communiste yougoslave et il ne peut y en avoir au sein du Bureau d'Information des neuf partis communistes.

Chacun sait que lors de la formation du Bureau d'Information des neuf partis

communistes tous les partis communistes ont décidé sans conteste que chaque parti devait soumettre ses rapports au Bureau d'Information, de même que chaque parti avait le droit de critiquer les autres partis.

C'est justement de ce point de vue qu'est partie la conférence des neuf partis lorsqu'à ses réunions de septembre 1947, elle entendit les rapports des CC de tous les partis communistes sans exception.

Lorsqu'elle soumit l'activité des partis communistes italiens et français à la sévère critique bolchevique, la conférence des neuf partis se basait sur l'égalité en droits permettant à chaque parti de critiquer les autres partis.

On sait que les camarades français et italiens, non seulement n'ont pas refusé aux autres partis le droit de critiquer leurs erreurs, mais ont eu, au contraire, une attitude bolchevique devant cette critique et en ont tiré les conclusions nécessaires.

On sait encore que les camarades yougoslaves, de même que tous les autres, ont utilisé à la conférence la possibilité de critiquer les erreurs des camarades italiens et français et n'ont pas jugé, de même que tous les autres, qu'en critiquant les italiens et les français, les autres partis communistes détruisaient l'égalité en droits des partis communistes italien et français.

Mais pourquoi les camarades yougoslaves font-ils maintenant ce retour complet, exigeant la liquidation de l'ordre établi au Bureau d'Information ?

Justement parce qu'ils pensent que le parti yougoslave et sa direction doivent avoir la faveur d'une position privilégiée, que les statuts du Kommform ne sont pas pour eux, qu'ayant le droit de critiquer les autres partis, ils ne doivent pas eux-mêmes subir la critique de ceux-ci.

Mais une telle morale, si l'on peut ainsi s'exprimer, n'a rien de commun avec l'égalité de droits.

Ce n'est rien d'autre qu'une exigence de la part des camarades yougoslaves de privilèges pour le PCY, comme n'en a pas et ne peut en avoir aucun parti.

Nous avons soutenu et nous soutenons un point de vue sans lequel l'existence et l'activité du Bureau d'Information deviendraient impossibles : chaque parti communiste est tenu de soumettre son rapport au Bureau d'Information, chaque parti communiste a le droit de critiquer chaque autre parti communiste.

Le refus de la part des yougoslaves de faire un rapport sur leur activité devant le Bureau d'Information, et d'entendre la critique des autres partis communistes est une atteinte à l'égalité en droits des partis communistes.

2. Dans leur lettre du 17 mai, les camarades Tito et Kardelj répètent, comme dans leur dernière lettre, que la critique des erreurs de la direction du parti communiste yougoslave par le CC du PC (b) est soi-disant fondée sur des informations inexactes.

Mais les camarades yougoslaves ne citent aucune preuve à l'appui de cette affirmation.

De sorte que la déclaration reste phrase creuse, et la critique du CC du PC (b) reste une fois de plus sans réponse, bien que les camarades Tito et Kardelj écrivent dans leur lettre qu'ils « ne cherchent pas à fuir la critique sur les questions de principe ».

Peut-être que les dirigeants yougoslaves n'ont tout simplement rien à dire pour se justifier ?

C'est l'un ou l'autre : ou bien le Bureau politique du CC du PCY, conscient de la gravité des erreurs qu'il a commises, mais désirant les cacher au Parti communiste de Yougoslavie et induire celui-ci en erreur, établit une version sur l'inexistence de ces erreurs et accuse, comme coupables, des personnes innocentes qui auraient soi-disant mal informé le CC du PC (b) ou bien il ne comprend réellement pas que par ses erreurs il s'éloigne du marxisme-léninisme.

Mais il faut alors reconnaître que l'ignorance des questions du marxisme est trop grande au Bureau politique du CC du PCY.

3. Évitant de répondre aux questions directes du CC du PC (b) et aggravant leurs fautes par leur entêtement, ne désirant ni les reconnaître ni les corriger, les camarades Tito et Kardelj affirment en paroles qu'ils prouveront à l'oeuvre qu'ils restent fidèles à l'Union soviétique, fidèles aux leçons de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Après tout ce qui s'est passé, nous n'avons aucune raison de croire à ces affirmations.

Les camarades Tito et Kardelj ont déjà fait au CC du PC (b) bien des promesses, sans les tenir.

Leurs lettres, et en particulier la dernière, nous en ont encore plus convaincus.

Le Bureau politique du CC du PCY, et en particulier le camarade Tito doivent savoir que, par leur politique antisoviétique et antirusse qui a été appliquée ces derniers temps dans la pratique quotidienne, ils ont tout fait pour saper la confiance du parti communiste et du gouvernement de l'URSS.

4. Les camarades Tito et Kardelj se plaignent d'être dans une situation difficile et disent que les conséquences de tout cela sont très lourdes pour la Yougoslavie.

Cela est, bien entendu, exact, mais les camarades Tito et Kardelj en sont exclusivement coupables et, de concert avec eux, les autres membres du Bureau politique du CC du parti communiste yougoslave qui ont placé leur prestige et leur ambition au-dessus des intérêts du peuple yougoslave et qui, au lieu de reconnaître et de corriger leurs erreurs, dans l'intérêt de leur peuple, nient opiniâtrement ces erreurs, dangereuses pour le peuple yougoslave.

5. Les camarades Tito et Kardelj déclarent que le CC du PCY refuse de se présenter à la session du Bureau d'Information pour y discuter la question de la situation dans le parti

communiste yougoslave.

Si c'est la leur décision définitive, cela veut dire alors qu'ils n'ont rien à dire au Bureau d'Information pour se justifier, que par cela même ils reconnaissent tacitement qu'ils sont coupables et qu'ils craignent de se montrer en face des partis communistes frères.

De plus, leur refus de venir devant le Bureau d'Information signifie que le CC du PCY est entré dans la voie d'une scission avec le front socialiste unique des démocraties populaires, avec l'Union soviétique et que maintenant il prépare son parti et le peuple yougoslave à trahir le front unique des démocraties populaires et l'URSS.

Étant donné que le Bureau d'Information est la base de parti du front unique, une telle politique mène à la trahison de la cause de la solidarité internationale des travailleurs et au passage sur les positions du nationalisme, hostile à la cause de la classe ouvrière.

Que les représentants du CC du PCY se présentent ou non à la session du Bureau d'Information, le CC du PC (b) insiste pour que la question de la situation dans le parti communiste yougoslave soit débattue à la prochaine session du Bureau d'Information.

Les camarades tchécoslovaques et hongrois demandant que la convocation du Bureau d'Information soit remise à la seconde moitié de juin, le CC du PC (b) déclare être d'accord avec cette proposition.

22 mai 1948

Annexe 4.3

La Yougoslavie de Tito dans le camp impérialiste (1950)

(Publié dans la revue du Parti Communiste français *Cahiers du communisme*, en août 1950)

La campagne en faveur du « communisme » yougoslave bat son plein. Il n'est pas de semaine où quelque nouveau reportage ne chante les louanges de Tito, le vrai, le seul, l'unique chef d'État dont puissent se réclamer les « révolutionnaires authentiques ».

L'étoile de Tito, au ciel du socialisme, fait pâlir toutes les constellations. Qu'est-ce que l'Union Soviétique peut représenter, elle qui, d'après les déclarations mêmes de ses dirigeants, en est seulement à la phase du passage au communisme, auprès de la Yougoslavie dont M. Claude Bourdet dit par exemple : « Article premier : la Yougoslavie n'est pas une République populaire. C'est un État communiste » ?

Nous assistons donc à cette étrange situation où un système et une idéologie qui seraient les plus dangereux pour les intérêts capitalistes sont portés aux nues dans la presse et dans les déclarations des personnages officiels qui représentent précisément ces intérêts. Pour qui a le moindre bon sens, l'accueil empressé qui est fait à la propagande « titiste », de Franc-Tireur au Figaro, en passant par La Croix, Paris-Presse, France-Soir, etc., constitue déjà la preuve d'une gigantesque mystification. Une mystification semblable à celle de Hitler, que Staline dénonçait en ces termes le 6 novembre 1941 :

« Si ces impérialistes déchaînés et ces

pires réactionnaires continuent à se draper dans la toge de « nationalistes » et de « socialistes », ils le font pour tromper le peuple, abuser des naïfs et couvrir du drapeau du « nationalisme » et du « socialisme » leur nature de brigands impérialistes. »

La toge du « communisme national » dans laquelle se drapait Tito ne saurait davantage faire illusion. Il y a maintenant plus de deux ans que la résolution du Bureau d'information sur la Yougoslavie formulait le diagnostic du régime établi par Tito et sa clique et donnait une analyse extrêmement précise de la situation en Yougoslavie. La politique extérieure des dirigeants yougoslaves y était déjà caractérisée comme essentiellement antisoviétique. La résolution indiquait que les dirigeants yougoslaves « se sont engagés dans la voie de la division du front unique socialiste contre l'impérialisme, dans la voie de la trahison de la cause de la solidarité internationale des travailleurs et dans le passage aux positions du nationalisme ». Elle ajoutait, dans un passage capital qu'il n'est pas inutile de citer longuement :

« Les dirigeants yougoslaves s'orientent mal dans la situation internationale et intimidés par le chantage à la menace des impérialistes estiment qu'ils pourraient gagner la bienveillance des États impérialistes par des concessions faites à ces États, s'entendre avec eux sur l'indépendance de la Yougoslavie et inculquer peu à peu au peuple yougoslave, l'orientation vers ces États, c'est-à-dire l'orientation vers le capitalisme. »

« En faisant cela, ils partent tacitement d'une thèse nationaliste bourgeoise bien connue, selon laquelle : « les États capitalistes présentent un moindre danger que l'U.R.S.S. pour l'indépendance de la Yougoslavie ».

« Les dirigeants yougoslaves ne

comprennent probablement pas ou peut-être font semblant de ne pas comprendre qu'une pareille thèse nationaliste ne peut aboutir qu'à la dégénérescence de la Yougoslavie en une République bourgeoise ordinaire, à la perte de l'indépendance de la Yougoslavie et à sa transformation en une colonie des payés impérialistes. »

L'orientation ainsi définie a été amplement confirmée par les événements de ces deux dernières années. C'est que les tares que l'analyse marxiste avait permis de déceler n'étaient pas seulement le fait d'une politique grossièrement erronée. Elles relevaient, comme la suite l'a démontré, d'une pratique déjà ancienne de la trahison parmi la clique des dirigeants yougoslaves. Mais la résolution du Bureau d'information les contraignit à se démasquer toujours davantage.

C'est en vain que les « idéologues » et propagandistes du « titisme » s'acharnent à édifier le mythe d'une neutralité de Tito, d'une « troisième force yougoslave », qui certes ne se trouverait plus dans le même camp que l'U.R.S.S., les démocraties populaires et le mouvement mondial des combattants de la paix, mais qui ne serait pas non plus dans le camp de l'impérialisme et des forces de guerre. Les faits parlent. Il n'y a pas de neutralité yougoslave. Il n'y a pas de « troisième force titiste ». La Yougoslavie de Tito est bel et bien passée dans le camp américain. Elle est même très exactement à l'avant-garde du dispositif d'agression.

Pour ouvrir les yeux des plus aveugles il y a non seulement le fait que l'attitude des représentants titistes à l'O.N.U. ne se distingue pas de celle des représentants des puissances occidentales ; qu'ils ont été en maintes occasions les porte-parole les plus ardents de l'antisoviétisme à la tribune de Lake-Success ; qu'ils ont été les candidats de Washington au Conseil de Sécurité, où ils ont été élus en violation des règles de l'O.N.U. ; qu'ils ont encore, dernièrement, dans le débat sur la

Corée, pris une position identique à celle des Etats-Unis en désignant la Corée du Nord comme l'agresseur, en votant les sommations exigées par Truman, en acceptant par leur présence et leur vote que le Conseil de Sécurité, tel qu'il fonctionne actuellement, joue le rôle d'instrument pur et simple de la politique américaine.

Où et quand les dirigeants yougoslaves ont-ils adopté une attitude « neutraliste » ? Serait-ce par hasard dans l'affaire grecque, où il est prouvé et archi-prouvé qu'ils ont aidé de manière décisive les monarcho-fascistes et leurs maîtres américains. Faut-il rappeler que le 5 juillet 1949, les troupes démocratiques grecques qui défendaient la chaîne frontière du Kaïmatchalan, étaient prises à revers par les troupes monarchistes ?

Or celles-ci ne pouvaient avoir accompli leur mouvement tournant qu'à travers le territoire yougoslave. L'opération avait été précédée par une entrevue entre officiers yougoslaves et officiers monarcho-fascistes, anglais et américains. La commission balkanique de l'O.N.U. a reconnu que les monarcho-fascistes ont « violé » le territoire yougoslave et qu'il y a eu une rencontre entre officiers grecs et yougoslaves au Kaïmatchalan. Mais la trahison est encore allée plus loin, puisque, comme le signalait l'agence Grèce Libre dans un communiqué en date du 16 août 1949 : « Pendant la bataille du Vitsi et au moment où des détachements de l'A.D.G. livraient d'après combats, ils essuyèrent d'avant et d'arrière le feu des Yougoslaves. »

D'ailleurs, M. Tsaldaris avait vendu la mèche plusieurs mois à l'avance, en déclarant au début d'avril au correspondant du Daily Mail : « Dans peu de temps, Tito et le roi de Grèce seront des alliés contre la menace bulgaro-kominformiste ». Pour cette gaffe monumentale, Tsaldaris se fit vivement rabrouer par la revue anglaise Time and Tide : « Une proclamation ouverte de Tito qu'il ne sympathise plus avec les insurgés grecs aurait miné les prétentions du maréchal à être

aussi bon communiste que n'importe lequel de ses critiques kominformistes. M. Tsaldaris ne paraît pas avoir compris qu'une telle déclaration ne pourrait qu'aider la propagande du Kominform... » (Voir *La Pensée*, n° 29.).

Malheureusement les gaffes du genre de celle de M. Tsaldaris, qui permettent de percer à jour les « prétentions » du Maréchal, sont difficiles à éviter. Le correspondant à Athènes du *New York Times* câblait à son journal, le 21 août dernier : « La fin du conflit grec aura une influence profonde dans les Balkans. L'Albanie sera isolée. La Grèce sera en, position de régulariser ses relations avec la Yougoslavie. L'Autriche espère également y arriver, après que son traité aura finalement été accepté par les Quatre Grands.

Ceci permettra l'extension graduelle d'une ligne, depuis Vienne jusqu'à Athènes. » Inutile de demander pour qui cette « ligne » serait installée. Le même correspondant expliquait tranquillement, le 16 septembre, que les puissances occidentales ont en vue « l'affaiblissement et, éventuellement le changement du régime albanais, la protection de la Yougoslavie et de la Grèce... l'établissement d'un bloc véritablement indépendant (sic), comprenant l'Autriche, la Yougoslavie, l'Albanie et la Grèce ».

On pourrait aisément multiplier de semblables aveux. Citons encore celui de M. John Nuycen, chef de la mission de l'O.E.C.E. en Grèce : « On peut dire que la Grèce constitue l'accès aux Balkans, c'est-à-dire aux pays du rideau de fer. Nous croyons que la porte s'est déjà entrouverte à travers la Yougoslavie. »

Le comportement des Yougoslaves à l'O.N.U., l'affaire grecque éclairent le dessein général de la politique extérieure de la clique Tito. Mais il est encore de nombreux autres indices de la trahison. Les lecteurs des Cahiers ont été largement informés de tout ce qu'ont révélé les procès des agents et espions titistes dans les démocraties populaires : le procès Rajk en Hongrie, le procès Kostov en Bulgarie, celui de

Koci Drozé en Albanie, et de leurs complices, ont mis en évidence comme une dimension supplémentaire de la trahison « titiste ».

Comme le dit, à propos du procès de Budapest la résolution du Bureau d'information de novembre 1949 : « C'est pour exécuter la volonté des impérialistes que les traîtres yougoslaves se sont assigné le but de créer, dans les pays de démocratie populaire, des bandes politiques composées d'éléments réactionnaires, nationalistes, cléricaux et fascistes, afin de faire, avec leur appui, des coups d'État contre-révolutionnaires dans ces pays, de détacher ces pays de l'Union Soviétique et de tout le camp socialiste et de les soumettre aux forces de l'impérialisme. La clique Tito a fait de Belgrade un centre américain d'espionnage et de propagande anticommuniste. »

La presse bourgeoise a hurlé à l'in vraisemblance, à la machination, aux accusations forgées de toutes pièces, aux aveux extorqués, etc. Toute une littérature koestlérienne a fleuri, après que Tito lui-même ait donné le « la ».

Jusqu'au jour où même dans un journal comme *Combat*, qui avait mené, à l'usage des intellectuels, une campagne acharnée en faveur de Tito, de Rajk, de Kostov et Cie, on a pu lire, sous la plume de M. J. Bloch-Morhange, spécialiste des questions d'espionnage, une démonstration de la culpabilité de Rajk et de ses complices. M. Bloch-Morhange s'appuie sur les documents du procès de Budapest et montre qu'il est impossible de contester la véracité des aveux des accusés.

« Quand Rajk reconnaît, étant étudiant, avoir été arrêté par la police de Budapest à propos d'une affaire de tracts communistes et avoir été relâché en acceptant de se livrer à un, travail d'indicateur, ainsi que le confirme à l'audience le capitaine Boka, ancien attaché à la Préfecture de police de Budapest, il est certain qu'il dit la vérité. »

Sécurité. »

« Quand il reconnaît, après la guerre d'Espagne, avoir été interné en France dans trois camps, puis libéré pendant l'occupation de la France par l'Allemagne par un commandant allemand, avoir été envoyé en Allemagne, puis rapatrié en Hongrie, il est vraisemblable qu'il dit la vérité... »

« Quand Rajk reconnaît avoir rencontré à la fin de l'année 1945 ou au début de 1946, l'officier américain Martar Himmler, il est vraisemblable qu'il dit la vérité. »

« Quand Rajk reconnaît que lorsque l'O.S.S. (Office of Strategic Services) ayant passé la main aux agents de renseignements yougoslaves, on lui rappela qu'on détenait les preuves de sa lâcheté de 1931, il est vraisemblable qu'il dit la vérité », et quelles que soient la thèse particulière de M. J. Bloch-Morhange et sa prudence de langage, il en a assez dit pour édifier les plus sceptiques. Tito et sa clique apparaissent bien comme les hommes à tout faire des services de renseignements des puissances occidentales, comme les hommes du complot et de la guerre.

Leur rôle de provocateurs est encore plus éclatant depuis l'intervention impérialiste américaine en Corée. C'est sur eux que compte Washington pour tenter de laver, le cas échéant, par une généralisation du conflit, l'humiliant échec des troupes de Mac Arthur. Ils multiplient les incidents aux frontières de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie et s'ingénient à tenir prêt un prétexte pour le moment où il plairait à leurs maîtres de Wall-Street de déclencher la troisième guerre mondiale.

L'éditorial du *Monde* du 15 juillet 1950, décrit assez bien le mécanisme de l'opération :

« Si la Yougoslavie estimait sa sécurité et son indépendance nationale en danger, on croit dans les milieux des Nations Unies que le gouvernement de Belgrade solliciterait l'intervention du Conseil de

Et *Le Monde* poursuit :

« Le Conseil de Sécurité serait évidemment amené à adopter vis-à-vis d'elle la même attitude qu'à l'égard de la Corée du Sud et à appliquer les mêmes articles de la Charte. »

Ainsi, que Tito lève le petit doigt et l'on peut être assuré, par tout ce qui a précédé, qu'il le lèverait au commandement de Truman et ceux qui règnent à Washington et font la loi présentement au Conseil de Sécurité se lanceraient dans la plus criminelle des aventures.

L'examen rapide de la politique extérieure des dirigeants yougoslaves est par lui-même probant. Mais ce qu'il nous a révélé est amplement confirmé par l'analyse du régime intérieur et de la situation économique en Yougoslavie.

La « construction du socialisme » reposait sur le plan quinquennal qui a débuté en 1947. A mesure que les mois et les années passent, la faillite du plan devient de plus en plus difficile à dissimuler. Si on veut se donner la peine de, comparer les renseignements sur la planification fournis d'un côté par les démocraties populaires et de l'autre par le gouvernement yougoslave, il n'est pas difficile de voir que les démocraties, populaires fournissent des statistiques claires, cohérentes, honnêtes, faisant état aussi bien des succès obtenus que des difficultés rencontrées.

Du côté yougoslave, au contraire, les renseignements fournis ne permettent absolument pas de dresser un tableau d'ensemble de la situation. Les bulletins de victoire que diffuse généreusement l'agence Tanjug sont incohérents, fragmentaires, contradictoires et ne fournissent absolument aucune base sérieuse de documentation. Par exemple il n'a jamais été donné un renseignement précis sur la production agricole alors que l'on multiplie les chiffres sur les

coopératives de production. Pour ce qui est des quantités récoltées, qui sont tout de même l'essentiel, il faut se contenter de la phrase prononcée par Tito dans son discours du 27 avril 1950 devant l'Assemblée nationale : « Dans certaines branches, la production agricole s'est rapprochée du niveau d'avant guerre, et même l'a dépassé dans certains domaines. »

C'est tout, mais c'est déjà assez révélateur. Ce qu'il est impossible de dissimuler, ce sont les difficultés alimentaires toujours insupportables dans un pays essentiellement agricole qui avait autrefois une production excédentaire. Il est reconnu aujourd'hui comme un fait indiscutable que la Yougoslavie est le pays de la sous-alimentation permanente pour la grande majorité des travailleurs.

Sur la production des objets industriels de consommation courante, même mystère, mais là aussi la pénurie est si évidente, si visible qu'elle a été reconnue par tous les journalistes, même les plus favorables à Tito.

Au fond il n'est pas un seul observateur étranger qui ne soit édifié sur cette question du plan quinquennal. Aucun n'a jamais parlé du succès du plan et beaucoup ont ouvertement avoué l'échec complet. Ainsi l'hebdomadaire américain *Time*, le 30 janvier 1950, dans un article intitulé : « Impression de Belgrade », écrivait : « La vérité concernant le plan, autant qu'on puisse la découvrir, est que les réalisations sont certainement bien en dessous des objectifs visés. » Et M. Alsop, dans le *New York Times*, écrivait, quelque temps après : « A l'heure actuelle, le gouvernement yougoslave a visiblement grand besoin d'une aide urgente en devises stables pour pallier l'échec du plan quinquennal et atténuer les cruels sacrifices des masses. » (Cité dans *Pour une paix durable*, 14 mars 1950.)

Il est cependant certains domaines où le plan quinquennal a dépassé les prévisions. Il s'agit précisément de la destruction des forêts. Ce qui est remarquable, c'est que la propagande de Tito n'hésite pas à présenter cela comme un

succès économique.

Le bulletin *Tanjug*, du 3 juillet 1950, écrit :

« L'industrie du bois a exécuté son plan quinquennal en trois ans. M. Cameron, membre de la délégation internationale pour le ravitaillement et l'agriculture, qui séjourne actuellement en Yougoslavie, a dit : l'industrie du bois a exécuté son plan quinquennal en trois ans. Le plan supplémentaire, actuellement en voie d'exécution, est plus important que le plan quinquennal tout entier. »

Nous avons là un exemple typique de l'information titiste. La destruction des forêts, pour l'exportation, est appelée « industrie du bois ». Et ce contrôle des pillages des richesses naturelles de la Yougoslavie est exercé par M. Cameron dont on oublie d'indiquer la nationalité américaine.

En dehors du bois, la Yougoslavie exporte en quantité des matières premières stratégiques réclamées par les Américains. Un communiqué de Radio-Belgrade en date du 18 avril 1950 reconnaissait que : « le quart des exportations globales consiste en plomb, cuivre, antimoine, argent, bauxite, étain, chrome, pyrite, mercure, magnésite et autres minerais ». Ces produits vont d'abord vers les États-Unis — les exportations vers l'Amérique ont augmenté de plus de six fois de 1948 à 1950 — mais aussi vers l'Allemagne occidentale, l'Angleterre, l'Italie.

Réciproquement les Américains et aussi les Anglais et les Allemands envoient en Yougoslavie uniquement l'outillage nécessaire pour développer les productions qui leur sont utiles.

En somme quand on examine avec un peu de soin l'économie yougoslave, son caractère fondamental apparaît avec beaucoup de clarté : la Yougoslavie est un pays colonial, sous contrôle américain, et toute son évolution économique est commandée par les intérêts de

l'impérialisme américain. Concrètement, qu'est-ce que cela représente ?

1° Du point de vue stratégique, la Yougoslavie doit entretenir une armée nombreuse (environ 30 divisions) toujours disponible pour une attaque contre les démocraties populaires et l'Union Soviétique. Ce petit pays de quinze millions d'habitants, a mobilisé environ un million d'hommes soit dans l'armée régulière, soit dans les forces de police. C'est la plus grande armée dont disposent les États-Unis dans le monde. L'économie yougoslave est donc d'abord une économie de guerre qui doit supporter cette charge intérieure extrêmement lourde.

2° Toujours du point de vue stratégique, la Yougoslavie doit augmenter la production de matériaux de guerre dont les États-Unis et les paysmarshallisés ont besoin. Ceci détermine les secteurs industriels qui bénéficient de crédits et d'investissements étrangers, et dont le développement est assuré pour une certaine période.

3° L'économie yougoslave doit entretenir toute la clique gouvernementale qui tient le pays sous le joug. Tito, en tant que premier chambellan de l'impérialisme américain, a droit à des privilèges spéciaux. Ce sont ses 27 châteaux, ses immenses terrains de chasse et tout ce faste de satrape qui a été maintes fois décrit.

Mais les autres domestiques ont aussi de grands besoins et ils coûtent plus ou moins cher suivant la fonction qu'ils occupent. Les privilégiés du régime, au nombre de 150.000 environ, disposent de soldes élevées, de magasins spéciaux, d'avantages en nature, et surtout de facilités diverses pour monnayer leur influence et spéculer sur la pénurie générale. Tout cela représente aussi une charge écrasante pour le peuple yougoslave.

4° Enfin il ne faut pas oublier les profits capitalistes ordinaires. M. Alsop, dans l'article déjà cité, parle de cela en termes très clairs, qui peuvent toucher le cœur des hommes d'affaires

américains : « La Yougoslavie, dit-il, constitue un excellent business qui donnera deux dollars pour chaque dollar investi. » Ceci suppose évidemment des méthodes d'exploitation féroces pour l'ensemble des travailleurs yougoslaves et permet de mieux comprendre et le travail forcé et l'extraordinaire misère d'un peuple tombé sous la domination de semblables aventuriers.

C'est tout cela qui s'appelle en Yougoslavie « la construction du socialisme ».

Les thèmes essentiels de la propagande de Tito à l'usage interne sont les suivants : nous sommes pauvres parce que l'Union Soviétique et les démocraties populaires refusent de nous aider, parce que nous sommes seuls pour construire le socialisme ; nous sommes pauvres parce que nous construisons le socialisme et que cela demande beaucoup de sacrifices, mais plus tard quand le socialisme sera construit, tout ira pour le mieux.

Le chauvinisme et la démagogie ont-ils réussi à tromper le peuple yougoslave ? Sans aucun doute, de même que le peuple allemand avait été aussi trompé par la démagogie de Hitler et de Goebbels. Mais depuis deux ans, les yeux s'ouvrent en Yougoslavie, beaucoup plus vite qu'ils ne s'étaient ouverts en Allemagne parce que les conditions historiques ne sont plus les mêmes. Tito n'a pas la même liberté de manœuvre que Hitler parce que ses maîtres américains sont plus exigeants, parce qu'il a été obligé, pour tromper le peuple yougoslave, de prendre le masque du communisme, de se proclamer disciple de Marx et de Lénine. Tout cela le contraint à une acrobatie de plus en plus difficile où il finira par se casser le cou.

La misère du peuple yougoslave est sans égale dans toute l'Europe et les persécutions policières de plus en plus sévères ne peuvent pas empêcher le mécontentement général de grandir. D'autre part, pour essayer de trouver une base sociale suffisante, Tito est contraint de rétablir le capitalisme privé sous toutes ses formes et ceci encore ne peut manquer de pousser à la révolte les travailleurs qui s'étaient laissé

tromper. Ce rétablissement du capitalisme privé, qu'il serait trop long d'analyser ici en détail, s'est opéré en deux temps : d'abord à la campagne, actuellement dans les entreprises industrielles.

A la campagne, l'appui social du régime est maintenant partout la classe des koulaks. Déjà, le 5 août 1949, Tito déclarait : « On ne saurait qualifier de koulaks, les paysans qui ont quinze, vingt hectares ou même plus, s'ils approuvent notre société nouvelle. » En fait, il ne s'agit pas tant de la superficie des terres que du rôle dirigeant donné à la classe des koulaks à la campagne au moyen de ces coopératives de travail où ils sont les maîtres incontestés.

De même que la domination des capitalistes agraires a été organisée au nom de « la socialisation » du travail agricole, de même le retour à l'entreprise privée dans le domaine industriel s'accomplit en ce moment au nom de la démocratie, de « la lutte contre le bureaucratisme ». Le gouvernement de Belgrade appelle cela « la gestion des entreprises par les collectifs ouvriers ».

A ce propos on peut lire dans *Tanjug* du 29 juin 1950 : « Le maréchal Tito a déclaré hier que cela signifie que les moyens de production d'État, usines, mines, chemins de fer, passent graduellement à une forme plus élevée de biens socialistes et que c'est là le chemin qui mène vers le dépérissement des fonctions de l'État dans l'économie. » Quand on ajoute que la loi prévoit que « le directeur, (de chaque entreprise) sera nommé par le Conseil d'administration de l'entreprise économique supérieure » on peut comprendre sans être devin qu'il s'agit pour l'État d'abandonner aux privilégiés du régime la direction et les profits des entreprises.

La Yougoslavie de Tito est devenue en fait le pays de l'exploitation capitaliste la plus impitoyable, sous la direction d'un appareil policier plus puissant que ne l'était la Gestapo de Hitler.

Que tout cela conduise à brève échéance vers

la catastrophe et les aventures guerrières est une certitude mathématique. Il dépend pour une grande part des peuples yougoslaves de conjurer ce terrible danger. Mais il dépend aussi des démocrates, des partisans de la paix du monde entier de faire le barrage, d'empêcher, par une campagne de vérité, Tito et sa clique de faire des dupes et d'accomplir dans une confusion propice le mauvais coup qu'il prépare.

Dire la vérité sur Tito et son régime est devenu un devoir aussi urgent que pouvait l'être à la veille de la deuxième guerre mondiale la dénonciation de Hitler et de ses complices.

5. Socialisation et répression du titisme

La démocratie populaire est un régime allant au socialisme, par étapes. Dans ce cadre, le rythme était différent selon les situations, mais il y avait deux objectifs : briser les grands propriétaires terriens et distribuer les terres, pour amener à collectiviser les terres ensuite ; s'assurer du monopole des grandes industries.

Cela allait de pair avec le renforcement de l'idéologie socialiste : c'était une bataille au sein de la démocratie populaire afin que le camp du socialisme gagne sur la réaction.

En Hongrie est ainsi procédé en décembre 1947 à la nationalisation des grandes banques, puis en février 1948 de la production de charbon, des centrales électriques, des mines de bauxite et de la production d'aluminium. Le 28 avril 1948, ce sont toutes les entreprises de plus de 100 personnes qui sont nationalisées, ainsi que toutes les entreprises complémentaires au secteur étatisé ; sur 1,2 million de membres, 180 000 sont purgés en 1948.

En Bulgarie, la nationalisation concerne en décembre 1947 toutes les entreprises non

artisanales. La direction est maintenue : après la mort de Georgi Dimitrov c'est Vassil Kolarov qui prend le relais, puis à sa mort Valko Tchervenkov. Entre 1950 et 1953, la partie collectivisée des terres passe de 12 % à 61 %; sur les 460 000 membres, 100 000 sont purgés en 1953.

En Pologne, en juin 1946, sont nationalisées les grandes industries et les entreprises de plus de cinquante salariés sont nationalisées, avec une réforme agraire distribuant pratiquement six millions d'hectares de terres aux paysans. En Roumanie, la grande majorité du secteur industriel est étatisé en juin 1948. En République Démocratique Allemande, les grands propriétaires sont expropriés en Prusse et 3 millions d'hectares sont distribués aux petits paysans; 1949 35 % de l'industrie est nationalisée.

Toutefois, le principe même de pousser aux coopératives après avoir brisé la féodalité des grands propriétaires terriens a été parfois remis en question, car il y avait des partisans du titisme dans les démocraties populaires, ou plus exactement, il y avait des gens défendant les mêmes conceptions. En Pologne, il y avait ainsi Władysław Gomułka, qui fut mis à l'écart en 1948-1949.

En Roumanie, il y avait Lucretiu Patrascanu, qui fut exécuté en 1948, avant la répression du groupe déviationniste de droite Pauker – Luca – Georgescu en 1952 ; en Hongrie, ce fut László Rajk, exécuté la même année. En Albanie, il y avait Kotchi Dzoze (Koçi Xoxe en albanais), qui entendait même rattacher le pays à la Yougoslavie ; il fut exécuté en 1949, tout comme Traycho Kostov en Bulgarie.

Il s'agit là d'importants dirigeants, voire du principal dirigeant ; tous ont en commun de combiner le nationalisme bourgeois – parfois ouvertement expansionniste comme en Bulgarie, en Roumanie, etc. - avec la remise en cause de la primauté du Parti Communiste et la proposition de l'alliance avec toute la paysannerie.

La presse des pays capitalistes a largement médiatisé ces procès, définis comme des simulacres. En réalité, deux phénomènes s'entrecroisent qui ont malheureusement nui à la compréhension de leur juste ligne.

Déjà, comme lors des procès de Moscou des années 1930, les activistes jugés ont parfois reconnus leur faute et fait leur auto-critique, ce qui est un phénomène incompréhensible pour la bourgeoisie.

Ensuite, ces éléments renégats se fondaient sur une mentalité, une ligne, pas sur une conception politique ouvertement affirmée : leur caractère réactionnaire n'était pas nécessairement frappant et les commentateurs bourgeois s'empressèrent de reprendre l'antienne « la révolution mange ses enfants ».

Enfin, et c'est un point important, en raison d'un manque de compréhension correcte de la dialectique et donc de la transformation, les communistes des pays de l'Est européen, comme en URSS lors des années 1930, ont considéré que si les titistes avaient trahi, alors ils avaient toujours été des traîtres.

Ils ont ainsi cherché à comprendre sur la durée un complot qui, de fait, relevait en réalité de l'après-guerre. Un autre point fut le sionisme, qui se développait comme idéologie suite à la fondation de l'État israélien et de son intégration dans l'orbite de l'impérialisme américain.

Cela a également nui à une juste analyse du phénomène titiste. C'est dans ce cadre que se situe le procès en Tchécoslovaquie du groupe autour de Rudolf Slánský. Haut dirigeant du Parti Communiste, et responsable de la sécurité, il fut démis de ses fonctions en 1951 et accusé de complot. Avec 11 autres personnes, il fut exécuté en 1952, comme membre d'un bloc titiste et sioniste (en Tchécoslovaquie un premier complot fut jugé, avec le groupe autour de Milada Horáková et Závaš Kalandra, tous deux exécutés en 1950).

La presse des pays capitalistes a largement

diffusé la thèse selon laquelle le procès de Rudolf Slánský aurait un arrière-plan antisémite ; en réalité, c'est le sionisme qui était visé. Il faut également voir que les masses juives ont largement participé à la fondation des nouveaux régimes et que l'on trouve ainsi des figures communistes juives à de très hauts postes. Si Rudolf Slánský était juif, c'est également le cas du dirigeant du Parti hongrois Mátyás Rákosi.

En URSS même eut lieu le « complot des blouses blanches », organisé par des médecins sionistes, mais en même temps le responsable communiste juif Lev Mekhlis a droit en 1953 à des funérailles nationales, un écrivain largement mis en avant est Ilya Ehrenbourg qui est juif, tout comme l'un des plus proches collaborateurs de Staline, Lazare Kaganovitch.

Comme le dirigeant communiste tchécoslovaque Klement Gottwald l'expliqua à la conférence nationale du Parti Communiste de Tchécoslovaquie :

« Est-ce à dire qu'une personne d'origine juive et un sioniste, ce serait la même chose ? Non ! Ce qui décide, c'est l'origine de classe de l'individu, c'est son attitude à l'égard de la terre natale c'est son dévouement, son activité en faveur de la cause du socialisme. De même, la lutte contre le sionisme n'a rien de commun avec l'antisémitisme. L'antisémitisme est une des variétés du racisme barbare, de ce même racisme cultivé, par exemple, actuellement par les « supermen » américains à l'égard des noirs et des peuples coloniaux et pas seulement coloniaux. L'antisionisme est une défense contre l'officine américaine d'espionnage, de travail de diversion et de sape. Ce sont ainsi deux choses différentes qui se distinguent comme le ciel se distingue de la terre. »

Annexe 5.1

Kominform: Résolutions (1949)

Les représentants du Parti communiste de Bulgarie, du Parti ouvrier Roumain, du Parti des travailleurs hongrois, du Parti ouvrier unifié de Pologne, du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., du Parti communiste français, du Parti communiste italien et du Parti communiste de Tchécoslovaquie, après avoir discuté de la défense de la paix et de la lutte contre les fauteurs de guerre, sont arrivés à un accord unanime sur les conclusions suivantes.

Les événements des deux dernières années ont pleinement confirmé la justesse de l'analyse de la situation internationale donnée par le Bureau d'Information des Partis communistes et ouvriers dans sa première conférence, en septembre 1947. Au cours de cette période, deux lignes se sont dessinées plus nettement encore dans la politique mondiale : celle du camp démocratique, antiimpérialiste, ayant à sa tête l'U.R.S.S., du camp qui mène une lutte persévérante et conséquente pour la paix entre les peuples, pour la démocratie, et celle du camp impérialiste, antidémocratique, ayant à sa tête les cercles dirigeants des États-Unis d'Amérique, du camp qui a pour but principal d'établir par la violence la domination anglo-américaine sur le monde, d'asservir les autres pays et les autres peuples, d'écraser la démocratie et de déclencher une nouvelle guerre.

En même temps, le camp impérialiste devient de plus en plus agressif. Les cercles dirigeants des États-Unis d'Amérique et de Grande-Bretagne mènent ouvertement une politique d'agression et de préparation d'une nouvelle guerre.

Dans la lutte contre le camp de l'impérialisme et de la guerre, les forces de paix, de démocratie et de socialisme ont grandi et se sont consolidées.

Le développement continu de la puissance de l'Union Soviétique, la consolidation politique et

économique des pays de démocratie populaire et leur entrée dans la voie de l'édification socialiste, la victoire historique de la Révolution populaire chinoise sur les forces conjuguées de la réaction intérieure et de l'impérialisme américain, la création de la République démocratique allemande, la consolidation des Partis communistes et le développement du mouvement démocratique dans les pays capitalistes, l'ampleur immense du mouvement des partisans de la paix, tout cela marque un élargissement et un renforcement sérieux du camp antiimpérialiste et démocratique. En même temps, le camp impérialiste et antidémocratique s'affaiblit. Les succès des forces de démocratie et de socialisme, le fait que la crise économique mûrit, l'aggravation continue de la crise générale du système capitaliste, l'aggravation des contradictions intérieures et extérieures de ce système attestent l'affaiblissement croissant de l'impérialisme.

Les changements survenus dans le rapport des forces sur l'arène internationale en faveur du camp de la paix et de la démocratie provoquent la rage des fauteurs de guerre impérialistes. Les impérialistes anglo-américains comptent, par la guerre, changer le cours du développement historique, résoudre leurs contradictions et leurs difficultés intérieures et extérieures, consolider les positions du capital monopoliste et accéder à la domination mondiale.

Sentant que le temps travaille contre eux, les impérialistes forgent avec une hâte fébrile différents blocs et alliances des forces réactionnaires pour la réalisation de leurs plans d'agression. Toute la politique du bloc impérialiste anglo-américain sert à préparer une nouvelle guerre.

Elle s'exprime par la mise en échec du règlement pacifique des relations avec l'Allemagne et le Japon, par l'achèvement du démembrement de l'Allemagne, par la transformation des zones occidentales de l'Allemagne et du Japon occupé par les troupes américaines en pépinières du fascisme, de

l'esprit revanchard, et en places d'armes pour la réalisation des plans d'agression de ce bloc.

C'est à cette politique que servent le plan Marshall d'asservissement et sa suite directe, l'Union occidentale et le bloc militaire de l'Atlantique-nord, dirigés contre tous les peuples épris de paix : c'est à cette politique que servent la course effrénée aux armements aux États-Unis d'Amérique et, dans les pays de l'Europe occidentale, le gonflement des budgets de guerre et l'extension du réseau des bases militaires américaines. Cette politique s'exprime aussi dans le refus opposé par le bloc anglo-américain à l'interdiction de l'arme atomique, bien que la légende du monopole atomique américain se soit effondrée, et dans l'excitation extrême de l'hystérie belliciste.

Toute la ligne du bloc anglo-américain à l'Organisation des Nations Unies, ligne visant à saper l'O.N.U. Et à en faire l'instrument des monopoles américains, est déterminée par cette politique.

La politique de déclenchement d'une nouvelle guerre par les impérialistes s'est également exprimée par le complot dévoilé au procès de Rajk et de Brankov à Budapest, complot organisé par les milieux anglo-américains contre les pays de démocratie populaire et l'Union Soviétique avec l'aide de la clique nationaliste et fasciste de Tito, devenue une officine de la réaction impérialiste internationale. La politique de préparation d'une nouvelle guerre signifie pour les masses populaires des pays capitalistes un accroissement ininterrompu d'insupportables charges fiscales, l'aggravation de la misère des masses laborieuses parallèlement à l'augmentation fabuleuse des surprofits des monopoles s'enrichissent dans la course aux armements.

Le fait que la crise économique mûrit apporte aux travailleurs des pays capitalistes une misère accrue, le chômage et la faim, l'angoisse du lendemain.

En même temps, la politique de préparation à la guerre est liée aux atteintes incessantes

portées par les cercles impérialistes gouvernants aux droits vitaux élémentaires et aux libertés démocratiques des masses populaires, à l'accentuation de la réaction dans tous les domaines de la vie sociale, politique et idéologique, à l'emploi des méthodes de répression fascistes à l'égard des forces progressistes et démocratiques des peuples. Par ces mesures, la bourgeoisie impérialiste essaie de préparer ses arrières pour une guerre de brigandage.

Ainsi, de même qu'hier, les agresseurs fascistes, le bloc anglo-américain prépare une nouvelle guerre dans tous les domaines : mesures militaires et stratégiques, pression et chantage politiques, expansion économique et asservissement des peuples, abrutissement idéologique des masses et accentuation de la réaction. Les potentats de l'impérialisme américain édifient leurs plans de déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale et d'accession à la domination mondiale sans tenir compte du rapport réel des forces entre le camp de l'impérialisme et le camp du socialisme. Leurs plans de domination mondiale ont encore moins de fondement et sont encore plus aventureux que les plans des hitlériens et des impérialistes japonais.

Manifestement, les impérialistes américains surestiment leurs forces et sous-estiment la force et l'organisation grandissante du camp antiimpérialiste.

Actuellement, la situation historique diffère radicalement de celle dans laquelle a été préparée la deuxième guerre mondiale et, dans les conditions internationales présentes, les fauteurs de guerre auront incomparablement plus de mal à mettre leurs plans sanglants à exécution.

« Les horreurs de la guerre récente sont encore présentes à la mémoire des peuples et les forces sociales qui sont pour la paix sont trop grandes pour que les disciples de Churchill en matière d'agression puissent en triompher et les diriger dans le sens

d'une guerre nouvelle. »

(J. Staline.)

Les peuples ne veulent pas la guerre, ils haïssent la guerre. Ils ont de plus en plus conscience de l'abîme effrayant dans lequel les impérialistes essaient de les entraîner. La lutte inlassable de l'Union Soviétique, des pays de démocratie populaire et du mouvement ouvrier et démocratique international pour la paix, pour la liberté et l'indépendance des peuples, contre les fauteurs de guerre, reçoit chaque jour un soutien plus puissant des couches les plus larges de la population de tous les pays du monde.

D'où le développement d'un puissant mouvement des partisans de la paix.

Ce mouvement, qui rassemble dans ses rangs plus de 600 millions d'hommes, s'élargit et grandit, englobant tous les pays du monde et entraînant dans ses rangs des combattants toujours nouveaux contre la menace de guerre.

Le mouvement des partisans de la paix est l'indice évident que les masses populaires prennent en main la défense de la paix, en affirmant leur volonté inébranlable de sauvegarder la paix et de prévenir la guerre.

Cependant, il serait faux et nuisible à la cause de la paix de sous-estimer le danger de la nouvelle guerre que préparent les puissances impérialistes, États-Unis d'Amérique et Grande Bretagne en tête.

Le développement immense des forces du camp de la démocratie et du socialisme ne doit susciter aucune quiétude dans les rangs des vrais combattants de la paix. Ce serait une erreur profonde et impardonnable de croire que la menace de guerre aurait diminué.

L'expérience de l'Histoire montre que plus la cause de la réaction impérialiste est désespérée, plus celle-ci devient furieuse et plus grandit le danger d'aventures militaires.

Seules, la plus grande vigilance des peuples, leur ferme résolution de lutter activement de

toutes leurs forces et par tous les moyens pour la paix conduiront à la faillite des projets criminels des fauteurs d'une nouvelle guerre.

Dans cette situation où la menace d'une nouvelle guerre augmente de plus en plus, les Partis communistes et ouvriers ont une grande responsabilité devant l'Histoire.

La lutte pour une paix solide et durable, pour l'organisation et le rassemblement des forces de paix contre les forces de guerre doit être, à l'heure actuelle, au centre de toute l'activité des Partis communistes et des organisations démocratiques.

Pour remplir cette grande et noble mission : sauver l'humanité de la menace d'une nouvelle guerre, les représentants des Partis communistes et ouvriers considèrent comme primordiales les tâches suivantes :

1. Il faut travailler avec encore plus d'opiniâtreté à l'élargissement et à la consolidation organique du mouvement des partisans de la paix en y entraînant des couches toujours nouvelles, en en faisant un mouvement de l'ensemble du peuple. Il faut se préoccuper particulièrement d'entraîner dans le mouvement des partisans de la paix les syndicats, les organisations de femmes, de jeunes, les organisations coopératives, sportives, culturelles et éducatives, religieuses et autres, ainsi que les savants, les écrivains, les journalistes, les intellectuels, les parlementaires et autres personnalités politiques et sociales qui interviennent pour la défense de la paix, contre la guerre.

Aujourd'hui s'impose avec une force particulière la tâche de rassembler tous les partisans honnêtes de la paix, sans distinction de croyances religieuses, d'opinions politiques et d'appartenance de parti, sur la plus large plateforme de lutte pour la paix, contre la menace d'une nouvelle guerre qui pèse sur l'humanité.

2. Pour continuer à développer le mouvement des partisans de la paix, il est d'une importance décisive que la classe ouvrière participe de plus

en plus activement à ce mouvement, qu'elle resserre ses rangs et qu'elle s'unisse.

C'est pourquoi la première tâche des Partis communistes et ouvriers consiste à entraîner dans les rangs des combattants de la paix les couches les plus larges de la classe ouvrière, à créer une unité solide de la classe ouvrière, à organiser des actions communes des divers détachements du prolétariat sur une base commune de lutte pour la paix et l'indépendance nationale de leur pays.

3. L'unité de la classe ouvrière ne peut s'obtenir que par une lutte résolue contre les socialistes de droite, diviseurs et désorganisateur du mouvement ouvrier.

Les socialistes de droite à la Bevin, Attlee, Blum, Guy Mollet, Spaak, Schumacher, Renner, Saragat, et les chefs syndicaux réactionnaires dans le genre de Green, de Carrey, de Deakin, qui font une politique antipopulaire de division, sont les principaux ennemis de l'unité de la classe ouvrière, les complices des fauteurs de guerre et les serviteurs de l'impérialisme ; ils couvrent leur trahison d'une phraséologie cosmopolite pseudo-socialiste. Les Partis communistes et ouvriers doivent, en luttant sans trêve pour la paix, dénoncer quotidiennement les chefs socialistes de droite comme les pires ennemis de la paix.

Il faut développer et consolider par tous les moyens la collaboration et l'unité d'action avec les organisations et les adhérents de base des partis socialistes, soutenir tous les éléments réellement honnêtes dans les rangs de ces partis en leur expliquant combien la politique des dirigeants réactionnaires de droite est pernicieuse.

4. Les Partis communistes et ouvriers doivent opposer à la propagande haineuse des agresseurs, qui s'efforcent de transformer les pays d'Europe et d'Asie en champs de bataille sanglants, la plus large propagande en faveur d'une paix solide et durable entre les peuples, ils doivent dénoncer inlassablement les blocs et les alliances politiques et militaires de caractère

agressif (en premier lieu l'Union occidentale et le bloc de l'Atlantique-nord) ; ils doivent expliquer largement qu'une nouvelle guerre apporterait aux peuples des détresses terribles entre toutes et des destructions colossales et que la lutte contre la guerre et la défense de la paix est l'affaire de tous les peuples du monde.

Il faut faire en sorte que la propagande belliciste, que la propagande de la haine raciale et de l'hostilité entre les peuples, faite par les agents de l'impérialisme anglo-américain, se heurte à une condamnation impitoyable de toute l'opinion publique démocratique dans chaque pays.

Il faut faire en sorte qu'aucune entreprise des propagandistes d'une nouvelle guerre ne reste sans riposte de la part des partisans honnêtes de la paix.

5. Recourir largement aux nouvelles formes, efficaces et éprouvées, de lutte de masse pour la paix, telles que les comités de défense de la paix à la ville et à la campagne, l'organisation de pétitions et de protestations, de consultations populaires, qui ont été appliquées dans une ample mesure en France et en Italie. L'édition et la diffusion de littérature dénonçant les préparatifs de guerre, la collecte de fonds pour soutenir la lutte pour la paix, l'organisation du boycott des films, des journaux, des livres, des revues, des compagnies radiophoniques, des institutions et des personnalités qui font de la propagande en faveur d'une nouvelle guerre, tout cela constitue une tâche des plus importantes pour les Partis communistes et ouvriers.

6. Les Partis communistes et ouvriers des pays capitalistes considèrent de leur devoir de fusionner la lutte pour l'indépendance nationale et la lutte pour la paix ; de dénoncer inlassablement le caractère antinational, le caractère de trahison de la politique des gouvernements bourgeois devenus les commis avoués de l'impérialisme agressif d'Amérique ; d'unir et de rassembler toutes les forces démocratiques patriotiques du pays autour des

mots d'ordre d'abolition de l'asservissement ignominieux aux monopoles américains et de retour, à l'extérieur et à l'intérieur, à une politique indépendante répondant aux intérêts nationaux des peuples.

Il faut rassembler les masses populaires les plus larges des pays capitalistes pour défendre les droits et les libertés démocratiques, en leur expliquant sans trêve que la défense de la paix est indissolublement liée à la défense des intérêts vitaux de la classe ouvrière et des masses laborieuses, à la défense de leurs droits économiques et politiques.

Des tâches importantes incombent aux Partis communistes de France, d'Italie, de Grande Bretagne, d'Allemagne occidentale et des autres pays dont les impérialistes américains veulent utiliser les peuples comme chair à canon pour réaliser leurs plans d'agression.

Leur devoir est de développer avec une force accrue la lutte pour la paix, la lutte pour faire échouer les projets criminels des fauteurs de guerre anglo-américains.

7. Les Partis communistes et ouvriers des pays de démocratie populaire et de l'Union Soviétique ont pour tâche, en même temps qu'ils dénoncent les fauteurs de guerre impérialistes et leurs complices, de continuer à consolider le camp de la paix et du socialisme, pour la défense de la paix et de la sécurité des peuples.

8. Les impérialistes anglo-américains réservent un rôle important à la clique nationaliste de Tito qui a pris du service dans les organismes d'espionnage des impérialistes, pour réaliser leurs plans d'agression, en particulier dans l'Europe du centre et du sud est.

La défense de la paix et la lutte contre les fauteurs de guerre exigent que l'on continue à dénoncer cette clique, passée dans le camp des pires ennemis de la paix, de la démocratie et du socialisme, dans le camp de l'impérialisme et du fascisme. Il s'est constitué, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un front organisé

de la paix, ayant à sa tête l'Union Soviétique, rempart et champion de la paix dans le monde entier. L'appel courageux des Partis communistes proclament que jamais les peuples ne feront la guerre au premier pays socialiste du monde, l'Union Soviétique, gagne de plus en plus largement dans les masses populaires des pays capitalistes.

Pendant la guerre contre le fascisme, les Partis communistes ont été à l'avant-garde de la résistance des peuples aux envahisseurs : dans la période d'après guerre, les Partis communistes et ouvriers sont les champions d'avant-garde des intérêts vitaux de leurs peuples, contre une nouvelle guerre.

Rassemblés sous la direction de la classe ouvrière, tous les adversaires d'une nouvelle guerre, le monde du travail, de la science, de la culture, forment un front puissant de la paix, capable de faire échouer les projets criminels des impérialistes. De l'énergie et de l'initiative des Partis communistes dépend, pour beaucoup, l'issue de la lutte gigantesque et toujours plus ardente pour la paix.

Il est possible de faire échouer les plans des fauteurs de guerre. Il dépend avant tout des communistes, combattants d'avant-garde, de faire de cette possibilité une réalité.

Les forces de la démocratie, les forces des partisans de la paix dépassent de beaucoup les forces de la réaction.

Il s'agit maintenant de porter à un degré plus élevé encore la vigilance des peuples à l'égard des fauteurs de guerre, d'organiser et de rassembler les larges masses populaires dans une lutte active pour la défense de la paix, au nom de leur vie et de leur liberté.

[...]

Résolution du Bureau d'information

I

La préparation d'une nouvelle guerre par les impérialistes anglo-américains, la campagne de la réaction bourgeoise contre les droits démocratiques et les intérêts économiques de la classe ouvrière et des masses populaires imposent l'accentuation de la lutte de la classe ouvrière pour le maintien et la consolidation de la paix, pour l'organisation d'une riposte décidée aux fauteurs de guerre et à la poussée de la réaction impérialiste.

Le gage du succès dans cette lutte, c'est l'unité des rangs de la classe ouvrière.

L'expérience d'après-guerre montre que la politique de division du mouvement ouvrier occupe une des premières places dans l'arsenal des moyens et des procédés tactiques employés par les impérialistes pour déclencher une nouvelle guerre, pour écraser les forces de la démocratie et du socialisme, pour réduire brutalement le niveau de vie des masses populaires.

Au cours de toute l'histoire du mouvement ouvrier international, jamais encore l'unité de la classe ouvrière, aussi bien dans chaque pays qu'à l'échelle mondiale, n'avait eu une importance aussi décisive qu'à l'heure actuelle.

L'unité des rangs de la classe ouvrière est indispensable pour défendre la paix, pour faire échouer les projets criminels des fauteurs de guerre et le complot des impérialistes contre la démocratie et le socialisme, pour empêcher la mise en œuvre de méthodes de domination fascistes, pour opposer une riposte décidée à la campagne du capital monopoliste contre les intérêts vitaux de la classe ouvrière et obtenir l'amélioration de la situation économique des masses laborieuses.

C'est avant tout par le rassemblement des larges masses de la classe ouvrière,

indépendamment de l'appartenance politique, de l'affiliation syndicale et des croyances religieuses, qu'on peut réaliser ces tâches.

L'unité à la base, tel est le chemin le plus sûr pour rassembler tous les ouvriers en vue de la défense de la paix et de l'indépendance nationale de leurs pays, en vue de la défense des intérêts économiques et des droits démocratiques des travailleurs. L'unité de la classe ouvrière peut parfaitement se réaliser en dépit de l'opposition des centres dirigeants des syndicats ou partis qui ont à leur tête des diviseurs et des ennemis de l'unité. La période d'après guerre a été marquée par de grands succès dans la liquidation de la division ouvrière et dans le rassemblement de toutes les forces démocratiques : ces succès se sont traduits par la création de la Fédération syndicale mondiale, de la Fédération démocratique internationale des femmes et de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, ainsi que par la tenue du Congrès mondial des partisans de la paix.

Les succès de l'unité s'expriment par le renforcement de la C.G.T. en France, par la création d'une Confédération syndicale unique en Italie (C.G.T.I.), par les batailles que livre le prolétariat français et italien.

Dans les pays de démocratie populaire, des succès historiques ont été remportés dans le domaine de l'unité de la classe ouvrière : il s'est créé des partis uniques de la classe ouvrière, des syndicats uniques, des coopératives uniques, des organisations uniques de jeunes, de femmes et autres.

Cette unité de la classe ouvrière a contribué d'une façon décisive à assurer l'essor économique et culturel victorieux des pays de démocratie populaire, à garantir le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'État et à améliorer radicalement la situation matérielle des masses travailleuses.

Tout cela montre la puissance du courant qui entraîne les masses ouvrières vers l'unité de leurs rangs et les possibilités réelles qui existent pour créer un front uni de la classe ouvrière

contre les forces conjuguées de la réaction, depuis les impérialistes américains jusqu'aux socialistes de droite.

Les impérialistes américains et anglais et leurs satellites des pays européens cherchent à disloquer et à désorganiser les forces prolétariennes et populaires en comptant particulièrement sur les socialistes de droite et sur les dirigeants syndicaux réactionnaires. Sur l'ordre direct des impérialistes américains et anglais, les chefs socialistes de droite et les dirigeants réactionnaires des syndicats introduisent d'en haut la division dans les rangs du mouvement ouvrier, cherchent à détruire les organisations uniques de la classe ouvrière qui avaient été créées après la guerre.

Ils ont essayé de faire éclater de l'intérieur la Fédération syndicale mondiale ; ils ont organisé le groupement scissionniste Force ouvrière en France, la prétendue Fédération du travail en Italie ; ils préparent la création d'une centrale syndicale internationale scissionniste. Dans différents pays, des dirigeants d'organisations catholiques ont fait des tentatives dans le même sens. Une confirmation pleine et entière a été fournie de l'appréciation donnée par la première conférence du Bureau d'information des partis communistes sur l'activité de trahison des chefs socialistes de droite, les pires ennemis de l'unité de la classe ouvrière et les auxiliaires de l'impérialisme.

A l'heure actuelle, les socialistes de droite agissent non seulement en qualité d'agents de la bourgeoisie de leur pays, mais aussi en qualité d'agents de l'impérialisme américain, en transformant les partis sociaux-démocrates des pays européens en partis américains, en instruments directs de l'agression impérialiste des États-Unis. Dans les pays où les socialistes de droite font partie du gouvernement (Grande Bretagne, France, Autriche, pays scandinaves), ils se font les défenseurs acharnés du « plan Marshall », de l'« Union occidentale », du « Pacte atlantique » et de toutes les autres formes d'expansion américaine. Ces pseudo-socialistes

jouent le rôle le plus infâme dans la persécution des organisations ouvrières et démocratiques qui défendent les intérêts des travailleurs.

Engagés de plus en plus dans la voie de la trahison des intérêts de la classe ouvrière, de la démocratie et du socialisme, ayant complètement renié la doctrine marxiste, les socialistes de droite se font maintenant les défenseurs et les propagandistes de l'idéologie de brigandage de l'impérialisme américain. Leurs théories de « socialisme démocratique », de « troisième force », leurs divagations empreintes de cosmopolitisme sur la nécessité de renoncer à la souveraineté nationale ne sont rien d'autre qu'un camouflage idéologique de l'agression de l'impérialisme américain et anglais.

Le Comité des conférences socialistes internationales (COMISCO), lamentable sous-produit de la IIe Internationale tombée vivante en putréfaction, est devenu le rendez-vous des pires scissionnistes et des pires désorganiseurs du mouvement ouvrier.

Ce Comité est devenu un centre d'espionnage relevant des services de renseignements anglais et américain.

C'est seulement en luttant énergiquement contre les scissionnistes et les désorganiseurs socialistes de droite du mouvement ouvrier qu'on pourra réaliser l'unité de la classe ouvrière.

II

Le Bureau d'information considère comme une tâche de premier plan, pour les partis communistes, de lutter sans trêve pour rassembler et organiser toutes les forces de la classe ouvrière, pour opposer une riposte puissante aux prétentions effrontées de l'impérialisme américain qui mise sur une nouvelle guerre mondiale, pour mettre ce plan en échec, pour défendre et consolider la paix et la sécurité internationale, pour briser l'offensive

du capital monopoliste contre le niveau de vie des masses travailleuses.

Dans la situation internationale actuelle, le premier devoir des partis communistes est d'expliquer que, si la classe ouvrière n'assure pas l'unité de ses rangs, elle se privera de son arme principale pour combattre la menace croissante d'une nouvelle guerre mondiale et l'offensive de la réaction impérialiste contre le niveau de vie des travailleurs.

Tout en menant une lutte implacable et conséquente, en théorie et en pratique, contre les socialistes de droite et les dirigeants syndicaux réactionnaires, tout en les dénonçant sans pitié et en les isolant des masses, les communistes doivent expliquer avec patience et persévérance aux ouvriers sociaux-démocrates de la base toute l'importance de l'unité de la classe ouvrière, les entraîner dans la lutte active pour la paix, le pain et les libertés démocratiques, faire une politique d'actions communes, pour atteindre ces buts.

L'unité dans les actions des différents détachements de la classe ouvrière est une méthode éprouvée pour réaliser son unité.

Les actions communes dans les diverses entreprises, dans des branches entières de production, à l'échelle d'une ville, d'une région, d'un État et à l'échelle internationale mobilisent les larges masses dans la lutte pour leurs besoins les plus immédiats et les plus sensibles, et contribuent ainsi à la réalisation de l'unité permanente des rangs prolétariens.

La réalisation de l'unité d'action de la classe ouvrière à la base peut se traduire par la création de comités de défense de la paix dans les entreprises et dans les administrations, par l'organisation de manifestations de masse contre les fauteurs de guerre, par des actions communes des ouvriers en vue de défendre les droits démocratiques et d'améliorer leur situation économique. Dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière, il faut accorder une attention particulière aux masses d'ouvriers et de travailleurs catholiques et à leurs

organisations, en ne perdant pas de vue que les croyances religieuses ne sont pas un obstacle à l'unité des travailleurs, surtout quand cette unité est indispensable au salut de la paix.

Les actions communes concrètes dans le domaine des revendications économiques, la coordination de la lutte entre les syndicats de classe et les syndicats catholiques, etc. Peuvent être des moyens efficaces pour entraîner les ouvriers catholiques dans le front commun de la lutte pour la paix. La principale tâche des partis communistes de chaque pays capitaliste est de faire tout ce qui dépend d'eux pour assurer l'unité du mouvement syndical.

A l'heure actuelle, il devient de la plus grande importance d'entraîner les ouvriers non syndiqués dans les syndicats et dans la lutte active.

Dans les pays capitalistes, ces non-syndiqués constituent une partie importante du prolétariat.

Si les partis communistes développent comme il se doit leur travail auprès des ouvriers inorganisés, ils pourront remporter des succès sérieux dans la réalisation de l'unité de la classe ouvrière. Le Bureau d'information estime que, sur la base de l'unité ouvrière, il faut établir l'unité nationale de toutes les forces démocratiques, afin de mobiliser les larges masses populaires dans la lutte contre l'impérialisme anglo-américain et la réaction intérieure.

L'activité quotidienne dans les différentes organisations de masse des travailleurs : femmes, jeunes, paysans, groupements coopératifs et autres, prend une importance exceptionnelle. L'unité du mouvement ouvrier et le rassemblement de toutes les forces démocratiques ne sont pas seulement nécessaires pour mener à bien les tâches quotidiennes et courantes de la classe ouvrière et des masses laborieuses, mais aussi pour résoudre les questions fondamentales posées au prolétariat en tant que classe qui dirige la lutte pour abolir le pouvoir du capital monopoliste et réorganiser la

société sur une base socialiste.

En partant des succès obtenus dans le domaine de l'unité du mouvement ouvrier et du rassemblement de toutes les forces démocratiques, il deviendra possible de déployer la lutte dans les pays capitalistes pour la formation de gouvernements qui rassemblent toutes les forces patriotiques opposées à l'asservissement de leur pays par l'impérialisme américain, de gouvernements qui aient une plate-forme de paix solide entre les peuples, qui arrêtent la course aux armements et qui élèvent le niveau de vie des masses laborieuses.

Dans les pays de démocratie populaire, les partis communistes et ouvriers ont pour tâche de consolider encore l'unité de la classe ouvrière déjà réalisée et les syndicats, les coopératives, les organisations de femmes, de jeunes et autres organisations uniques déjà créées.

Le Bureau d'information considère que les succès ultérieurs de la lutte pour l'unité de la classe ouvrière et le rassemblement des forces démocratiques dépendent avant tout de l'amélioration du travail idéologique de chaque Parti communiste et ouvrier et de son travail d'organisation.

Pour les partis communistes et ouvriers, il est d'une extrême importance de dénoncer sur le plan idéologique et de combattre sans pitié les manifestations de tout genre d'opportunisme, de sectarisme et de nationalisme bourgeois, l'infiltration des agents de l'ennemi au sein du Parti.

Les leçons qui découlent de la dénonciation de la clique d'espions Tito-Rankovitch font aux partis communistes et ouvriers une obligation impérieuse d'élever au maximum la vigilance révolutionnaire.

Les agents de la clique Tito apparaissent maintenant comme les pires diviseurs des rangs du mouvement ouvrier et démocratique, accomplissant la volonté des impérialistes américains. C'est pourquoi il faut combattre énergiquement les intrigues de ces agents des

impérialistes partout où ils tentent d'agir dans les organisations ouvrières et démocratiques.

La consolidation des partis communistes et ouvriers du point de vue idéologique, politique et sur l'organisation, sur la base des principes du marxisme-léninisme, est la condition essentielle du succès de la classe ouvrière dans sa lutte pour l'unité de ses rangs, pour la paix, pour l'indépendance nationale, pour la démocratie et le socialisme.

Annexe 5.2

Contre le plan Schuman d'asservissement et de guerre, déclaration des Partis Communistes de France, d'Allemagne, d'Italie, de Grande-Bretagne, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg (juillet 1950)

Les représentants des Partis Communistes de France, d'Allemagne, d'Italie, de Grande-Bretagne, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg ont examiné les conséquences néfastes que comporterait l'application du plan dit Schuman pour la paix du monde et l'intérêt de leurs peuples.

Ils sont unanimes pour considérer que ce plan, dicté par les impérialistes américains est une étape importante dans la préparation de la guerre contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire. Le Plan Schuman n'est pas un plan de paix, c'est un plan de guerre. Il constitue une nouvelle violation des accords de Potsdam en perpétuant la coupure en deux de l'Allemagne qui donne aux fauteurs de guerre américains la possibilité de renouveler sur une plus grande échelle les provocations auxquelles ils viennent de se livrer en Corée. Il est aussi une violation de la Charte de l'Organisation des Nations-Unies. Le plan Schuman qui est une prolongation du plan Marshall, tend à faire de l'Ouest de l'Allemagne, placé sous contrôle

américain, une base politique et économique et militaire essentielle en Europe, pour la troisième guerre mondiale.

Il vise à intégrer complètement dans le bloc atlantique les capitalistes allemands, considérés par les fauteurs de guerre américains comme la force d'agression la plus sûre en Europe. Il facilite la reconstitution d'une armée en Allemagne occidentale sous la direction des anciens généraux hitlériens.

La réalisation du projet Schuman aboutirait à mettre les industries minières et sidérurgiques et par voie de conséquence l'ensemble de l'économie de la France, de la Grande - Bretagne, de la Belgique, du Luxembourg, de l'Italie et de la Hollande sous le contrôle des magnats capitalistes de la Ruhr, eux-mêmes aux ordres des financiers de Wall Street.

L'industrie et l'agriculture de ces pays deviendraient ainsi le complément de l'industrie de guerre de l'Ouest allemand pour le compte des impérialistes américains.

Il s'agit de constituer un arsenal du bloc atlantique, c'est-à-dire l'ensemble guerrier le plus formidable que l'Europe ait jamais connu. C'est l'alliance des marchands de canons rassemblant, sous la direction des potentats du dollar, les grands industriels nazis de la Ruhr, le Comité des Forges qui trahit depuis des décades les intérêts de la France, certains rois de l'industrie guerrière anglaise et les gros industriels de Belgique et du Luxembourg.

Le Plan Schuman consacrerait la mise au pas des pays marshallisés, il achèverait de détruire la souveraineté nationale de ces pays en livrant leur économie aux impérialistes américains. Il confirmerait l'état de colonisation de l'Ouest allemand. Les salaires et les conditions de travail des ouvriers français, anglais, italiens, belges, hollandais et luxembourgeois seraient ramenés au niveau très inférieur de ceux des ouvriers de l'Ouest allemand que les impérialistes veulent maintenir dans la misère.

L'industrie sidérurgique italienne serait

condamnée à disparaître. Dans les autres pays de nombreuses entreprises minières et sidérurgiques devraient fermer leurs portes sous prétexte de « non-rentabilité » Ce serait le chômage pour des millions de travailleurs et la mévente des produits agricoles pour les paysans.

Il est donc de l'intérêt de tous les peuples de mettre en échec cette nouvelle tentative des impérialistes américains qui veulent assurer leur hégémonie mondiale en précipitant les nations dans la misère et dans la guerre.

En acceptant de se faire le porte-parole des impérialistes américains en Europe, le gouvernement français essaie de se présenter comme le courtier le plus servile entre les États-Unis et l'Europe marshallisée. En acceptant d'enthousiasme la proposition Schuman, le gouvernement fantoche de Bonn revendique l'héritage de Hitler pour l'organisation en Europe de la guerre antisoviétique.

Les réserves formulées par le gouvernement anglais sont celles d'un gouvernement impérialiste qui désire défendre ses propres intérêts en Europe et y conserver en même temps le rôle de premier commis américain, désormais promis au gouvernement réactionnaire de l'Ouest allemand.

Ces réserves confirment l'appréciation de septembre 1947 du regretté camarade Jdanov qui indiquait que l'Allemagne est la pomme de discorde entre dirigeants américains, anglais et français. Les dirigeants socialistes de droite des pays marshallisés approuve quant au fond le plan de guerre et de misère des trusts internationaux. Ils ne sont pas seulement les agents de leur propre bourgeoisie, mais en même temps les agents des impérialistes américains. Les divergences qui se font jour chez eux sont le reflet des contradictions entre l'impérialisme américain et les impérialismes vassaux.

Les capitalistes de France, de l'Ouest allemand, d'Italie, de Belgique, de Hollande et du Luxembourg ont perdu tout sens national. Par l'intérêt de classe, ils trahissent ouvertement les intérêts vitaux de leur pays.

Ils livrent ceux-ci à la rapacité des trusts internationaux et se préparent à plonger les peuples dans une nouvelle guerre.

Les capitalistes tendent de maintenir par la violence et la guerre leur domination sur les peuples coloniaux qu'ils oppriment. Il revient à la classe ouvrière, porteuse de l'intérêt national dans chaque pays, de prendre en main la lutte pour l'indépendance nationale et de soutenir la lutte des pays opprimés pour leur libération nationale. Dans ces conditions, les Partis communistes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande, de Belgique et de Luxembourg considèrent qu'il est de leur devoir d'appeler les peuples de leur pays, et en premier lieu la classe ouvrière, à lutter pour faire échec au plan Schuman d'esclavage et de guerre.

Ils saluent comme une grande manifestation d'internationalisme prolétarien et comme une contribution importante et efficace à la défense de la paix le manifeste commun de la C.G.T. Et de la Fédération des Syndicats libres allemands, appelant les travailleurs de France et d'Allemagne à l'action commune contre le Plan Schuman. Ils considèrent cette manifestation comme un exemple qui peut être donné à l'ensemble des travailleurs des pays marshallisés. Les Partis communistes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg se félicitent de la politique de paix de l'Union Soviétique par le parti Bolchevik et le camarade Staline qui a abouti à la constitution de la République démocratique allemande.

Ils s'engagent à redoubler d'efforts pour soutenir cette République et toutes les forces démocratiques et pacifiques de l'Ouest allemand et à oeuvrer pour une Allemagne Unie, démocratique et pacifique. A la solution de guerre que préparent les impérialistes avec le Plan Schuman, ils opposent celle de la coexistence pacifique de régimes différents qui permettrait un développement des relations économiques avec les pays du Centre et de l'Est

de l'Europe.

Dans leur action pour la paix, les Partis communistes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg se placeront résolument à la tête des Partisans de la Paix afin que des dizaines de millions de signatures soient apposées au bas de l'appel de Stockholm pour l'interdiction de la bombe atomique. Pour faire échec à l'alliance guerrière des marchands de canons, les Partis communistes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg travailleront à organiser l'alliance pacifique des peuples, des millions de simples gens qui ne veulent pas la guerre.

Le Comité Central du Parti Communiste Français, Le Comité Directeur du Parti Communiste Allemand, Le Comité Central du Parti Communiste Italien, Le Comité Exécutif du Parti Communiste de Grande-Bretagne, Le Comité Central du Parti Communiste Hollandais, Le Comité Central du Parti Communiste de Belgique, Le Comité Central du Comité Communiste du Luxembourg.

4 juillet 1950

6. Les coups d'État révisionnistes

La victoire du révisionnisme en Union Soviétique, avec Nikita Khrouchtchev comme dirigeant, impliquait nécessairement d'écraser les forces révolutionnaires des démocraties populaires. L'une des étapes importantes en ce sens fut la dissolution du Kominform, le 17 avril 1956.

Un tel acte était une grande offensive contre l'histoire même des démocraties populaires. A côté de cela, Khrouchtchev organisa l'alliance avec les forces révisionnistes des démocraties populaires, malgré le fait qu'elles soient orientées vers le nationalisme, et donc tendancielle vers une certaine rupture avec l'URSS.

Cependant, le révisionnisme « titiste » ayant existé dans les démocraties populaires avait, au final, la même substance que le révisionnisme de type khrouchtchévien – la dimension de l'URSS mise à part.

Aussi, après avoir appuyé les révisionnistes des démocraties populaires, le révisionnisme du social-impérialisme soviétique remplacera ceux-ci par des représentants d'une bourgeoisie bureaucratique directement soumise à lui.

En Bulgarie, Valko Tchervenkov est éjecté du poste de secrétaire général la veille du premier anniversaire de la mort de Staline.

En Roumanie, Gheorghe Gheorghiu-Dej devint un renégat et assumait une ligne très forte de nationalisme bourgeois, marqué par l'ouverture importante aux pays impérialistes, une ligne poursuivie par Nicolae Ceaușescu à partir de 1965. Le même processus se déroule en République Démocratique Allemande, Walter Ulbricht devenant un renégat.

En France et en Italie, avec Maurice Thorez et Palmiro Togliatti, c'est par ailleurs la même ligne nationaliste bourgeoise, de type titiste, qui triomphe.

En Hongrie, la base révisionniste était

pareillement si forte qu'en fait, dès juillet 1953, ce fut Imre Nagy qui fut nommé premier ministre, organisant immédiatement l'arrêt de la collectivisation, la fermeture des camps de prisonniers, le rétablissement d'un large artisanat privé et la fin de l'orientation vers l'industrie lourde.

Le secrétaire général était cependant toujours Mátyás Rákosi, qui se fit cependant débarquer en 1956, après avoir tenté en 1955 de briser la fraction de Imre Nagy. Il fut déporté en URSS et refusa en 1970 l'autorisation de retourner en Hongrie s'il acceptait de ne plus faire de politique.

László Rajk fut réhabilité en mars 1956, 10 jours après la réunion du « Cercle Petöfi », rassemblant des forces révisionnistes célébrant le XXe congrès, exigeant la « liberté de la presse », au grand dam de Mátyás Rakosi considérant que c'était un « mini-Poznan ».

Si l'auteur du discours, Tibor Déry, fut exclu du Parti, Imre Nagy fut quant à lui réintégré officiellement, alors que Mátyás Rakosi fut donc éliminé, et que László Rajk eut des funérailles nationales.

En Tchécoslovaquie, la situation était cependant fort différente. D'un côté, le dirigeant communiste historique, Klement Gottwald, était mort en 1953, en revenant de l'enterrement de Staline. Cela laissa un certain vide politique, où le révisionnisme put s'infiltrer.

Il n'y avait cependant pas eu de modifications culturelles ouvertes entre 1953 et 1956, et si les informations relatives au XXe congrès furent diffusées, le « rapport secret », furent mise sous le boisseau. C'est en fait la propagande anti-communiste depuis les pays capitalistes qui le diffusa, par l'intermédiaire de « Radio Free Europe » et de ballons transportant des exemplaires du document.

Aussi, les révisionnistes durent-ils mener une lourde offensive. C'est Antonín Novotný qui s'en chargea, avec l'organisation les 29 et 30 mars 1956 d'une réunion extraordinaire du Comité

Central, où il tient lui-même un exposé intitulé « Le XXe congrès du PCUS et les conséquences qui en découlent pour le travail de notre Parti ».

Antonín Novotný attaqua, dans le prolongement de Nikita Khrouchtchev, le « culte de la personnalité » et son représentant en Tchécoslovaquie, Klement Gottwald. Son point de vue est même publié dans le journal du Parti, le Rudé Pravo.

Antonín Novotný réitéra avec une nouvelle réunion extraordinaire, les 19 et 20 avril 1956, puis commença à diffuser sa propagande à la base même du Parti ; chaque cellule fut ainsi confronté à un « résumé des accusations » contre Staline. Les représentants révisionnistes du Comité Central furent envoyés avec des brochures numérotés, avec comme tâche de les lire puis de les rapporter, sans jamais débattre.

La vague révisionniste eut un grand effet dans les universités, où les activités anti-communistes se développèrent fortement. Le dirigeant Alexej Čepička fut éjecté ; les révisionnistes triomphaient.

En Pologne même, le haut responsable communiste (et juif) Jakub Berman fut éliminé de toute fonction, avec l'appui de « Radio Free Europe », la radio américaine anti-communiste diffusant en Europe de l'est et menant une propagande contre Jakub Berman en s'appuyant en l'occurrence sur un renégat ayant rejoint l'ouest.

Communiste depuis 1928, Jakub Berman était devenu par la suite membre du bureau politique du Parti Ouvrier Unifié Polonais, et responsable des services de sécurité, à partir de 1944. Il est purgé par la nouvelle direction en 1956, et même exclu du Parti en 1957 en raison de ses « erreurs » lors de « l'époque stalinienne ».

Hilary Minc, responsable de la planification, fut également purgé. Quant au dirigeant du Parti, Bolesław Bierut, il fut la victime d'une campagne lancée par Nikita Khrouchtchev annonçant son « rapport secret » (qui sera

d'ailleurs diffusé en Europe par l'intermédiaire de la fraction pro-Khrouchtchev en Pologne), avant de mourir « opportunément » lors d'un voyage à Moscou en mars 1956.

Le nouveau dirigeant du Parti, Edward Ochab, fut naturellement sur la ligne de Khrouchtchev. Une amnistie prononcée le 25 avril 1956 libéra 30 000 personnes, alors qu'inversement furent purgés les ministres de la Sécurité et de la Justice, ainsi que des hauts fonctionnaires de la Sécurité.

C'est dans cette perspective que le Parti Communiste de Pologne, dissous en 1938, fut officiellement réhabilité le 9 février 1956.

Toutes les années 1955-1956 furent marquées par une intense propagande anti-communiste depuis les instances culturelles, notamment avec le périodique *Nowa kultura*.

L'Église catholique, bien sûr, joue un grand rôle politique. Ce n'est qu'en 1952 que la laïcité avait été instaurée en tant que tel. Lors de l'annonce du contrôle gouvernementale des nominations des religieux – ce qui revenait à appliquer une mesure prise dans les pays protestants 400 années auparavant – l'Église catholique put organiser en février 1953 une grande procession à Cracovie, culminant dans l'affrontement avec la police.

En 1955, un million de personnes manifestèrent en présence du cardinal Wyszynski, à Czestochowa – alors qu'inversement lors des événements de 1956, ce sont ainsi pas moins de 250 000 personnes qui défilèrent à Prague pour saluer l'ambassadeur soviétique.

Le processus continuera par la suite. Il y avait 7250 églises en Pologne en 1937, il y en aura 14 000 dans les années 1980, avec 18 000 prêtres, des financements venant du monde entier. L'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszchny* tirera à 150 000 exemplaires, tout comme le journal jésuite « *Le messenger du cœur de Jésus* », le journal franciscain « *Le chevalier de l'Immaculée* » tirant à 75 000 exemplaires.

Et enfin en juin 1956, les émeutes dans la ville de Poznań amènent enfin le retour de Władysław Gomułka. Ce dernier avait en fait déjà été libéré en décembre 1954 – mais l'information n'avait été rendue publique qu'en avril 1956. De la même manière, dès octobre 1954, 2 000 titres critiquant le titisme sont retirés des bibliothèques et des librairies...

7. Entre titisme et statut semi-colonial

Les succès du révisionnisme dans les démocraties populaires étaient parallèles à ceux de l'URSS. Mais cette dernière était par ce chemin devenue un social-impérialisme, entendant bien faire des pays de l'Est européen ses semi-colonies.

A l'opposé, le triomphe des révisionnistes de type titiste dans les démocraties populaires ne pouvait que contribuer à l'émergence du nationalisme ouvert, sans maquillage « socialiste ». C'est pour cette raison que, dans le prolongement du triomphe révisionniste en Hongrie après 1953, on en arriva à l'insurrection de Budapest en octobre – novembre 1956.

Ce processus armé était un aboutissement contre-révolutionnaire ; en Hongrie, comme en Pologne, il a existé pendant plusieurs années des maquis anti-communistes. Le soulèvement de Budapest fut ainsi d'une très grande cruauté, avec des pendaisons par la foule de communistes et de policiers qui traumatiseront particulièrement l'opinion publique tchécoslovaque.

Politiquement, si la presse des pays impérialistes a toujours souligné que la direction était celle de communistes « démocratiques », c'était uniquement pour contribuer à la désintégration du régime, car de fait plus de 70

partis « nouveaux » apparurent lors du soulèvement, dont tout à fait officiellement le parti fasciste des « croix fléchés ».

Le même phénomène se déroula lors du « printemps de Prague » en 1968 en Tchécoslovaquie, la direction révisionniste entendant rendre davantage « indépendant » le pays, avec le soutien massif des pays impérialistes en faveur de ce projet de « socialisme à visage humain ».

Cette révolte pragoise suivait de quelques années la destruction au moyen de 800 kilos d'explosifs du monument à Staline à Prague, construit de 1949 à 1962, faisant 15,5 mètres sur 22. Le facteur progressiste des démocraties populaires étant éteint, inévitablement les forces réactionnaires l'emportaient ouvertement, surtout qu'elles restaient sur le qui vive, comme l'avait montré notamment le soulèvement réactionnaire en juin 1953 à Berlin-Est.

Dans les deux cas, en Hongrie comme en Tchécoslovaquie, le social-impérialisme soviétique s'empressa d'écraser ces forces centrifuges, afin de les remplacer par des bourgeoisies bureaucratiques totalement soumises et instaurant des régimes policiers stricts.

Il eut cependant parfois beaucoup de mal, notamment avec la Roumanie de Nicolae Ceaușescu qui réussit à maintenir une ligne particulièrement nationaliste et ouverte aux pays impérialistes. A la fin des années 1960 vont ainsi en Roumanie en visite officielle Charles De Gaulle, le président américain Richard Nixon, la reine d'Angleterre Élisabeth II et le roi d'Espagne Juan Carlos ; Nicolae Ceaușescu exige même le « retour » à la Roumanie d'une partie de l'URSS, la Moldavie.

Lorsque Nicolae Ceaușescu est renversé, en 1989, il l'est ainsi surtout par des forces liées à l'URSS, qui terminent un travail effectué plusieurs décennies auparavant dans les autres pays de l'Est.

Tout dépendait de la marge de manœuvre possible ; ainsi, en République Démocratique Allemande, il y eut une grande continuité de l'équipe dirigeante, afin de ne pas risquer un dérapage contre-révolutionnaire trop puissant.

En Pologne, ce n'est également qu'au moyen de l'État d'urgence que le régime dirigé par les révisionnistes put se maintenir – les communistes authentiques avaient déjà eu du mal, la situation était forcément impossible pour les révisionnistes. On était bien loin du début des années 1950 et de la construction offerte par l'URSS du Palais de la culture et de la science à Varsovie.

C'est là qu'est la clef : la démocratie populaire était un régime où les forces du progrès représentaient le facteur principal grâce à la présence de l'URSS voisine, qui assurait l'hégémonie dans les États démocratiques, mais non socialistes au sens strict, c'est-à-dire permettant l'application de la dictature du prolétariat, sans être en tant que tel une dictature du prolétariat.

Une fois l'URSS révisionniste et une fois que les forces de type titiste prédominent dans les démocraties populaires (qui n'en sont donc plus), alors les forces réactionnaires gagnent inévitablement du terrain, jusqu'à faire vaciller la domination du social-impérialisme soviétique tentant de maintenir une domination semi-coloniale, jusqu'à l'emporter une fois le social-impérialisme soviétique affaibli.

Publié en mars 2014

Illustration de la première page : Prague, 1948